



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Limousin

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2018 - 31/12/2018
Version	2018.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	27/06/2019

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP074
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Limousin
Période de programmation	2014 - 2020
Version	8.1
Numéro de la décision	C(2018)5787
Date de la décision	28/08/2018
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Mission de coordination des organismes payeurs (MCFA)

Les données et le contenu des tableaux F du rapport annuel de mise en œuvre concernant la réalisation des valeurs intermédiaires sont liés au dernier programme de développement rural adopté par la Commission.

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	6
1.a) Données financières.....	6
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées.....	6
1.b1) Tableau récapitulatif.....	6
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire.....	13
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F.....	30
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif].....	31
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes.....	31
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	34
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION.....	35
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.....	35
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).....	35
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).....	36
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.....	38
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.....	39
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).....	39
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).....	40
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES.....	41
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme.....	41
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces.....	42
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	44
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action.....	44
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	44
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action.....	45
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission].....	45

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE	49
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	50
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	51
7.a) Questions d'évaluation.....	51
7.a1) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?.....	51
7.a2) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?	60
7.a3) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?.....	65
7.a4) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?.....	65
7.a5) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?.....	74
7.a6) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?.....	82
7.a7) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?	91
7.a8) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?.....	92
7.a9) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?	99
7.a10) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?.....	106
7.a11) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?	107
7.a12) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?	107
7.a13) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?.....	112

7.a14) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?.....	112
7.a15) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?	112
7.a16) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?	120
7.a17) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?	128
7.a18) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?	136
7.a19) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?	139
7.a20) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?	144
7.a21) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?	154
7.a22) CEQ22-EM - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 %?	160
7.a23) CEQ23-RE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie Europe 2020 visant à investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation?	168
7.a24) CEQ24-CL - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990, ou de 30 % si les conditions le permettent, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20 %, et à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique?	174
7.a25) CEQ25-PO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté?	180
7.a26) CEQ26-BI - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir?	187
7.a27) CEQ27-CO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC consistant à stimuler la compétitivité de l'agriculture?	194
7.a28) CEQ28-SU - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui consiste à assurer une gestion durable des ressources naturelles et l'action pour le climat?	202
7.a29) CEQ29-DE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui vise à réaliser un développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, y compris la création et le maintien de l'emploi?	211

7.a30) CEQ30-IN - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC visant la promotion de l'innovation?	219
7.a31) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	224
7.a32) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	224
7.a33) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	224
7.a34) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	225
7.a35) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	225
7.a36) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	225
7.a37) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	225
7.a38) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	225
7.a39) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	225
7.a40) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	225
7.b) Tableau des indicateurs de résultat	227
7.c) Tableau des indicateurs supplémentaires et spécifiques au programme utilisés pour étayer les constatations de l'évaluation	229
7.d) Tableau des indicateurs d'impact de la PAC	230
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	232
8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]	232
8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]	232
8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme	232
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION	234
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	235
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES	240
Annexe II	241
Documents	250

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2018			0,01	1,38	0,73
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2018					25,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2018					0,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2018			4,00	3,81	105,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2018	7,65	93,56	7,66	93,69	8,18
		2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	80 000,00	4,00	76 143,90	3,81	2 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	64 139 215,50	88,88	39 394 701,66	54,59	72 165 706,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 036 800,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	64 219 215,50	85,40	39 470 845,56	52,49	75 202 506,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2018	4,45	54,75	4,45	54,75	8,13
		2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	23 894 347,05	55,17	13 528 812,50	31,24	43 312 628,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	23 894 347,05	55,17	13 528 812,50	31,24	43 312 628,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2018	2,07	45,50	0,25	5,50	4,55
		2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)		2014-2018			1,80	20,00	9,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 431 813,00	30,44	1 028 883,47	21,88	4 703 341,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 016 121,11	9,52	891 938,52	8,35	10 678 427,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 447 934,11	15,13	1 920 821,99	11,87	16 178 111,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2018			0,88	30,45	2,89
		2014-2017			0,62	21,45	
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2018			8,51	112,59	7,56
		2014-2017			7,27	96,18	
		2014-2016			0,61	8,07	
		2014-2015			0,61	8,07	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2018			8,51	161,98	5,25
		2014-2017			6,89	131,14	
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)		2014-2018					30,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	225 036,12	18,68	50 318,51	4,18	1 204 450,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	3 446 421,11	23,26	783 295,13	5,29	14 815 691,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	28 262 283,94	75,19	22 019 660,45	58,58	37 586 204,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	30 423 745,01	114,99	10 740 503,47	40,59	26 458 052,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	379 754 450,13	72,32	379 754 450,13	72,32	525 126 759,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	442 111 936,31	72,93	413 348 227,69	68,18	606 230 410,00

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2018	1 176 205,43	100,16	1 176 205,43	100,16	1 174 381,00
		2014-2017	1 317 540,54	112,19	927 103,46	78,94	
		2014-2016			887 524,53	75,57	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	71,02	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	462 397,18	87,50	307 814,14	58,25	528 471,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	462 397,18	87,50	307 814,14	58,25	528 471,00

Domaine prioritaire 5C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2018					16 400 000,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2018			3,97	90,72	4,38
		2014-2017			1,86	42,50	
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	46 887,17	41,18	32 371,80	28,43	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 527 548,90	31,71	561 033,74	11,65	4 816 724,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 900 653,06	56,30	1 743 663,00	33,84	5 152 306,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	15 256 219,05	74,40	6 996 123,19	34,12	20 506 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	19 731 308,18	64,50	9 333 191,73	30,51	30 588 900,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2018					39,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 573 384,17	23,30	599 340,45	8,88	6 751 914,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 573 384,17	23,30	599 340,45	8,88	6 751 914,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2018					24,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2018					87,44
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2018			71,96	99,98	71,98
		2014-2017			71,96	99,98	
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 915 875,82	7,28	496 255,88	1,89	26 301 111,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	5 797 415,71	13,11	1 699 941,27	3,84	44 231 663,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	7 713 291,53	10,74	2 196 197,15	3,06	71 804 774,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2018 est la cinquième année de la programmation 2014-2020. Les difficultés de démarrage liées notamment à l'adoption tardive des programmes ou encore aux problématiques d'instrumentation informatique des dispositifs ont largement retardé les premières réalisations du Programme de Développement Rural (PDR) Limousin.

Pour autant, ce présent rapport permet de constater un certain nombre d'avancées dans la mise en œuvre effective des dispositifs. En effet, les modifications de programme de fin d'année 2016 dans le cadre de la fusion des Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ont contribué à la simplification des dispositifs et à l'accélération de leur mise en œuvre. De plus, le PDR Limousin est un des programmes les mieux instrumentés au niveau national ayant permis d'avoir un taux de paiement relativement élevé dès la fin d'année 2016 qui s'apprécie significativement à la lecture des tableaux annexés au présent rapport.

Ce constat est particulièrement notable sur les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers. Les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, accusent quant à eux un retard important qui commence à se résorber en 2018.

Enfin, la modification stratégique de fin d'année 2017, préparée durant toute l'année avec le partenariat et les services de la Commission européenne, a elle aussi contribué à la simplification du PDR Limousin. L'autorité de gestion a fait le choix de fermer plusieurs dispositifs dans le cadre du PDR. Ce choix s'est orienté sur des dispositifs représentant un nombre réduit de dossiers et à plus faibles enjeux financiers. Ils ont, pour autant, continué d'exister à travers d'autres sources de financement de la Région ou d'autres financeurs, car répondant à des besoins réels au niveau du territoire aquitain. Cette décision a notamment permis de concentrer les capacités administratives de la Région et des services instructeurs délégués sur un nombre restreint de dispositifs dans le but d'accélérer la mise en œuvre et notamment les paiements aux bénéficiaires.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en œuvre portant sur l'année 2018 :

L'autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

- Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'Autorité de gestion a souhaité utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement dans le RAMO 2017 et le RAMO 2018. Ainsi, la comparaison des données de ce RAMO avec les précédents RAMO qui intégraient uniquement les dossiers soldés (paiements à plus de 80% par rapport aux montants engagés), doit tenir compte de cette nouvelle méthode.
- La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016 qui constituent le panel majoritaire de ce rapport. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans

toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO.

- Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2018. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2019, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en œuvre
- Certaines valeurs figurant dans les tableaux de la section 11 ne sont pas en cohérence avec les valeurs indiquées dans le RAMO 2017. Pour le montant des investissements de l'opération 6.1, il a été considéré qu'il était égal au montant de la dépense publique totale car cette opération n'est pas liée à un investissement spécifique. Le RAMO est ainsi conforme à la section 11 du PDR où le montant des investissements prévus sur cette opération est identique à la dépense publique totale. Par ailleurs en ce qui concerne la répartition des dossiers par Otex (tableaux C de la section 11) des différences peuvent apparaître car il a été décidé pour le RAMO 2018 de se baser uniquement sur l'otex de l'exploitation, comme recommandé par la Commission, alors que sur les RAMO précédents il pouvait s'agir pour certains dossiers de l'otex du projet aidé mais qui n'est pas forcément l'otex de l'exploitation.

1. Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 2016, 2017 et 2018,

Malgré les retards de la programmation 2014-2020 liés principalement aux difficultés d'instrumentation des dispositifs, la mise en œuvre des dispositifs du PDR Limousin sur le territoire a progressé de manière significative en 2018 et a permis :

- < > d'une dépense publique totale de 560,60 M€ répartie comme suit par priorités :
 - 15,18 % sur la priorité 2 dont 10,93 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,25 % sur le domaine prioritaire 2B
- 1,11 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
- 80,01 % sur la priorité 4,
- 0,87 % sur la priorité 5 dont 0,08 % sur le domaine prioritaire 5B et 3,78 % sur le domaine prioritaire 5E
- 2,83 % sur la priorité 6 dont 0,49 % sur le domaine prioritaire 6A et 2,34% sur le domaine prioritaire 6B
- le paiement d'une dépense publique totale de 492,73 M€ répartie comme suit au sein des domaines prioritaires :
 - 11,98 % sur la priorité 2 dont 8,87 % sur le domaine prioritaire 2A et 3,11 % sur le domaine prioritaire 2B

- 0,51 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
- 85,51 % sur la priorité 4
- 0,65 % sur la priorité 5 dont 0,09 % sur le domaine prioritaire 5B et 0,56 % sur le domaine prioritaire 5E
- 1,35 % sur la priorité 6 dont 0,28 % sur le domaine prioritaire 6A et 1,07 % sur le domaine prioritaire 6B

En 2018, 44 TO étaient ouverts sur le PDR Limousin pour 410 millions de FEADER programmés.

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

- **Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 1 et 16 activées dans le cadre du domaine prioritaire 1A (TO 1.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.11) et la mesure 16 activée dans le cadre du domaine prioritaire 1B (16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1).

TO 1.2 - Projets de démonstration et actions d'information a été lancé en 2015. Ce TO a connu 2 années de programmation (2015 et 2016).

Les dossiers retenus au titre des appels à projets 2015 et 2016 correspondent à des actions d'information ou de démonstration sur l'ensemble des filières du territoire limousin. 4 dossiers ont été programmés dans le secteur forestier (fléché DP 5E) et 4 dossiers ont été programmés sur des actions d'information relatives au développement de l'agriculture biologique (DP 4B).

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération.

Dans ce cadre, un appel à projets a été lancé début 2017 sur les 3 PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes. Cependant, étant donné les retards pris sur les années 2015 et 2016 et la complexité réglementaire de ce dispositif (dépenses de personnel nécessitant un certain nombre de vérifications de pièces, marchés publics), l'Autorité de gestion a souhaité fermer cet appel à projets. Une partie des projets déposés a tout de même été accompagnée sur des crédits Région exclusivement (50 dossiers sur 128 déposés). Les services de la Région ont travaillé durant l'année 2017 à l'élaboration de l'AAP 2018 et à la sécurisation des procédures sur le dispositif 1.2.

Au total fin 2018, sur les 31 dossiers programmés pour le PDR Limousin pour un montant total de FEADER de 1 926 691 € soit 68% de la maquette, 6 dossiers ont été engagés pour 216 263 € et 3 dossiers ont été payés pour 84 511€ de FEADER.

TO 16.1.1, TO 16.4.1 et TO 16.7.1 :

La mesure 16 n'a pas de données de réalisation à ce jour mais un appel à projet a été lancé en juin 2018 pour une clôture fin août. A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine.

Les dispositifs 16.2.1 et 16.5.1 ont été fermés lors de la modification stratégique de 2017 et fusionnés avec la mesure 16.1 dans une unique mesure PEI pour lesquels les bénéficiaires sont identiques.

Le dispositif de coopération en faveur des stratégies locales de développement forestier (16.7) est toujours ouvert en Limousin. Des dossiers ont été déposés depuis 2015 et ont été repris pour instruction. Les premiers paiements interviendront en 2019.

- **Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement**

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non mise en œuvre en 2017.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 4, 6 et 16, (soit 8 TO : 1.2.1 ; 4.1.1 ; 4.1.3 ; 4.1.4 ; 4.1.5 ; 4.2.2 ; 4.3.2 ; 16.1.1) dans le cadre du domaine prioritaire 2A et la mesure 6 (soit 2 TO : 6.1.1 ; 6.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

Les TO suivants n'ont pas été lancés sur la période 2014 – 2017 :

- TO 4.1.4 : instrument d'ingénierie financière mis en suspend suite à la fusion des régions et au projet d'instrument au niveau Nouvelle-Aquitaine
- TO 4.2.2 : transformation, un appel à projets sur fonds Région a été lancé en 2017 pour éviter tout retard de paiement pour les bénéficiaires. Sur la période 2015 – 2016, ce dispositif était intégré dans le TO 4.1.1
- TO 16.1.1 cf. explication DP 1A

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 2.1.1 Conseils pour les jeunes agriculteurs
- 16.2 et 16.5 Coopération : regroupés au sein du TO 16.1 PEI qui n'ont pas été ouverts durant la période de programmation

- 6.1 B Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés depuis la période de transition.
- 16.2 et 16.5 Coopération : regroupés au sein du TO 16.1 PEI qui n'ont pas été ouverts durant la période de programmation

• **Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

TO lancés :

TO 1.2.1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.1 : investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

Sur la période 2015 – 2016, le TO 411 regroupait différents type d'investissement correspondant aux filières élevage, végétales et aux projets de diversification des exploitants tels que la transformation à la ferme.

La fusion des Régions a conduit la Région Nouvelle-Aquitaine a scindé ce dispositif en plusieurs dispositifs. Le TO 4.1.1 est depuis 2017 uniquement fléché sur les mesures élevage.

La mise en œuvre du PCAE a continué en 2018 sur un rythme encore plus soutenu qu'en 2016 selon des règles quasi identiques. Les taux d'aide ont toutefois dû être revus à la baisse pour accompagner un plus grand nombre de projets au regard des crédits publics disponibles.

Pour l'appel à projet 2018, 91 dossiers ont été sélectionnés sur 107 dossiers reçus.

Au total depuis 2014 sur le dispositif 411, 1330 dossiers ont été programmés soit 93,5% de la maquette. 1005 dossiers ont été engagés représentant 28 297 947€ de FEADER et 813 dossiers ont fait l'objet d'un paiement soit 20 108 788 € de FEADER.

TO 4.1.3 : investissements matériels collectifs

S'agissant de l'accompagnement financier des CUMA, il est resté sensiblement au même niveau selon un dispositif d'aides inchangé. L'outil informatique permettant de payer les dossiers ayant été mis à disposition des services instructeurs au début de l'automne 2016, des dossiers 2015 et 2016 ont ainsi pu être payés à hauteur de 80%.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). Un appel à projets a été ouvert en 2018. Pour la première période de dépôt : 22 dossiers ont été déposés pour 20 sélectionnés (686 469,57 € de FEADER). Une deuxième période de dépôt sera clôturée avec un comité de sélection prévu début 2019.

Au total, depuis 2014, sur le dispositif CUMA, 315 dossiers ont été programmés soit 87% de la maquette. 263 ont été engagés représentant 4 262 249 € de FEADER et 214 ont fait l'objet d'un paiement soit 3 314 506 € de FEADER.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

TO 4.1.5 Plan végétal environnement

L'opération 4.1.5 Plan végétal environnement est aussi inscrite dans le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE) et a été créée lors de la modification de fin 2016, harmonisant les dispositifs des 3 ex territoires régionaux.

L'harmonisation des dispositifs du PCAE a entraîné une modification de l'outil d'instruction et de paiement Osiris, ce qui a induit des retards dans l'instruction et le paiement. Ceci explique la différence entre les dossiers payés et les dossiers engagés. L'outil est maintenant opérationnel et cette différence est en train d'être résorbée.

Un Appel à Projets a été lancé en 2018 avec une première période de sélection : 10 dossiers sélectionnés sur 14 déposés pour 102 968,93 € de dépenses publiques.

TO 4.3.2 Infrastructures d'irrigation

Ce dispositif a démarré en 2017.

Un appel à projets spécifique à la modernisation et à la réhabilitation de réseaux d'irrigation a été proposé. Il s'agit uniquement des travaux de modernisation de réseaux existants. Du fait que la majorité du territoire de la région ex-Limousin soit située en zone d'équilibre, l'ensemble des projets est facilement éligible aux critères du PDR.

Pour l'appel à projet 2018, 26 dossiers ont été déposés, 3 non éligibles et 24 complets pour un montant d'aide publique de 2 222 339 €.

Il s'agit de 20 créations de réserve et 4 agrandissements.

Tous les dossiers sont en Zone d'Equilibre.

Au total depuis 2014 sur ce dispositif, 15 dossiers ont été programmés pour 420 080 € de FEADER.

- **Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations**

TO 6.1.1 - Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

La hausse sensible des installations sur le territoire limousin en 2015 (de 143 DJA attribuées en 2014 à 179 en 2015), est une tendance qui n'a pas duré et on observe depuis, contrairement à la tendance nationale, une baisse sensible du nombre de DJA.

Lors du dernier Comité Régional sur l'Installation et la Transmission (CRIT) de février 2017, il a été

décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

On a pu observer en 2017, une baisse sensible du nombre de DJA avec 145 DJA programmés (pour 3 770 060 € de FEADER) pour un objectif fixé en CRIT de 200 sur le Limousin.

Avec la mise en place de la 4ème modulation en mars 2017 "coût de reprise ou de modernisation important" le montant moyen de la DJA a été augmenté pour atteindre 30 720 €. Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 80% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme comme la proportion des jeunes agriculteurs ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

Depuis 2014, 763 dossiers ont été programmés pour 16 037 110 € de FEADER soit 55,7 % de la maquette. 643 dossiers ont été payés pour 10 650 666 € de FEADER.

TO 6.1.B - Prêts bonifiés

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2017 et 2018.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

- **Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

TO 3.1.1 - Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité

En 2017, 27 dossiers ont été reçus sur le PDR Limousin pour 25 sélectionnés représentant 28 600,55 € de dépenses publiques.

L'aide à la certification biologique a pris fin au 31 décembre 2017 mais des dossiers ont été programmés sur l'année 2018. La saisie dans Osiris a eu lieu en 2018 en raison d'une livraison tardive de l'outil d'instrumentation de cette opération.

Au total, 350 dossiers ont été programmés depuis 2014 sur ce dispositif représentant 116 117,01 € de FEADER soit 48 % de la maquette, dont 318 dossiers engagés représentant 100 101 € de FEADER et 295 dossiers payés soit 80 049 € de FEADER.

TO 3.2 1- Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par

la Région en 2016. Le premier appel à projet commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017.

L'outil Osiris est disponible depuis le mois de février 2018, les dossiers sont en cours de saisie dans OSIRIS.

En 2018, 5 dossiers ont été reçus pour 4 sélectionnés pour 535 729,89 € de FEADER.

Au total depuis le début de la programmation, 17 dossiers ont été programmés pour un montant total de 1 372 988 € de FEADER soit 50,4% de la maquette. 4 dossiers ont été payés pour 524 995 € FEADER.

TO 4.2.1 : Investissements des IAA

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

Il est à noter que suite à la modification du TO courant 2017, compte tenu du délai de complétude des dossiers, aucun dossier n'a été programmé en 2017 en application des règles modifiées (première programmation en avril 2018).

Le retour à une vitesse de croisière de la programmation a été constaté dans le second semestre 2018 (flux croissant constaté de dossiers déposés en cours d'instruction).

Au total, 7 dossiers ont été programmés, dont 1 déprogrammé en 2018 pour un montant total de FEADER de 3 441 600 € soit 56,4% de la maquette. Un dossier a été payé pour 321 378 € de FEADER.

TO non lancé :

TO 16.4.1 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité

CF éléments en DP 1A

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

TO lancés :

TO 1.2 .1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4 dossiers avaient été programmés en 2015 sur la thématique de l'agriculture biologique pour un montant de 413 000 € de FEADER et ont donc été fléchés sur le domaine prioritaire 4B. Ces 4 dossiers portaient sur des actions pluriannuelles jusqu'en 2016.

Aucune programmation en 2018 – aucun paiement.

TO 4.4.1 - Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE). Dans le cadre de l'harmonisation des interventions suite à la fusion des ex-Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, la Région Nouvelle-Aquitaine a été amenée, pour des raisons de simplification et de rapidité d'instruction et de paiement à l'activité en dehors du PDR.

D'importants retards d'instrumentation de l'outil d'instruction et de paiement Osiris ont été constatés, ce qui explique le peu de dossiers encore payés. Ce retard est en train d'être résorbé.

Au total, 37 dossiers programmés pour 180 204 € de FEADER soit 30% de la maquette, 29 dossiers engagés soit 149 073 € de FEADER et 8 dossiers payés pour 23 366 € de FEADER.

TO 7.6.2 - Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

Ce TO permet de financer des projets de renaturation de rivières, de plans de gestion ou encore des travaux scientifiques, ayant un impact fort en termes de protection et de connaissance des milieux.

En 2018, 7 dossiers ont pu être programmés et engagés pour un montant de FEADER de 539 323 €.

TO 7.6.3 - Animation des MAEC

Les 11 dossiers programmés en 2015 sur l'animation des MAEC portent sur une période pluriannuelle (2015, 2016 et 2017). Ils représentent 367 214 € de FEADER soit 49% de la programmation. 10 dossiers ont été engagés pour 358 296 € de FEADER.

3 dossiers ont été payés pour 143 936 € de FEADER.

TO 7.6.4 - Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

Ce TO permet d'aider des projets d'éducation à l'environnement pour différents publics afin de favoriser la diffusion de bonnes pratiques et des comportements favorables à l'environnement et aux écosystèmes locaux. Il est très sollicité par les acteurs environnementaux.

En 2018, 5 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant de FEADER de 152 410 €.

TO 7.6.6 - Animation Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces, ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluri-annuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire du PDR Limousin.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation Natura 2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6D), l'animateur Natura 2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

Au total, au cours de cette programmation, 50 dossiers ont été programmés pour un montant de 1 506 360 € de FEADER soit 81% de la maquette. 41 ont été engagés pour 1 273 350 € de FEADER et les paiements ont débuté en 2018 (14 dossiers payés). La forte programmation sur ce dispositif pourra être compensée par une programmation plus faible du dispositif 7.1 lié aux DOCOB, ce qui permettra de couvrir tous les besoins du territoire d'ici la fin de la période de programmation.

M10 (10.1) Agroenvironnement – climat

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal. Il faut noter que les demandeurs ont pu dans leur grande majorité bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

Au total depuis le début de la période de programmation 31 134 264 € de FEADER ont été programmés soit presque 74% de la maquette dont 20 732 026 € payés.

L'instruction des dossiers MAEC 2016 a débuté. L'objectif de l'Etat a été de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

M11 (11.1 et 11.2) - Agriculture biologique

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

A ce jour, la quasi-totalité des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)).

L'instruction des dossiers 2016 a débuté en mai 2018 et la campagne 2017 a été instruite en septembre 2018. L'objectif de l'Etat est de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total depuis le début de la période de programmation, 15 318 348 € de FEADER ont été programmés soit presque 85% de la maquette initiale dont 6 310 929 € de payés soit 1262 exploitants aidés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

En Limousin, nous assistons aujourd'hui à une dynamique de développement de l'Agriculture

biologique nettement supérieure aux années passées ce qui explique le taux d'engagement. La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs des anciens PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

Suite à la modification stratégique de 2017, 5 millions d'euros de FEADER sont venus alimenter la mesure 11 passant le taux d'engagement de 99 à 73%.

M13 (13.1 et 13.2) – ICHN

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), quatre années d'ICHN (campagnes 2014, 2015, 2016 et 2017) ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant dès la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et de l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

Pour la campagne 2017, les retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC ont été significativement réduits et les aides ICHN ont été payées aux bénéficiaires conformément au calendrier PAC habituel, à savoir un acompte versé en décembre 2017 et le paiement en mode solde avec stabilisateur provisoire en février 2018.

Au total, au cours de cette programmation, ce sont 36 704 exploitations qui ont bénéficié de l'ICHN, pour un montant de **285 419 353 € de FEADER** soit 72% de la maquette.

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation et la révision du zonage des zones défavorisées simples qui doit entrer en vigueur en 2019, nécessitant une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre du transfert du 1er au 2nd pilier, réalisé par l'Etat.

6 TO non lancés :

TO 7.1 1 - élaboration et révision des DOCOB Natura 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Il n'y a pas eu de programmation depuis le début du programme ni de dépôt de dossiers en 2018 pour l'élaboration ou la révision de DOCOB. En effet, compte-tenu de l'absence d'outils d'instrumentation, l'engagement des révisions de DOCOB a été temporisé. Le travail a été axé en priorité jusqu'en 2017 et continue de l'être en 2018, sur le paiement de l'animation des sites Natura 2000 (mesure 7.6c) pour la mise en œuvre des DOCOB, car il est beaucoup plus difficile de ralentir l'avancée des opérations dans ce cas. L'outil complet élaboration/révision DOCOB pour le paiement, a été mis à disposition en septembre 2017, mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018, ce qui permet désormais de payer les actions qui s'achèvent. Maintenant que l'on dispose de l'outil et que le paiement de l'animation se débloque, un programme de révision / élaboration pourrait être élaboré pour 2019/2020.

TO 7.6.1 - Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 :

Cette mesure du cadre national vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site.

Ce dispositif n'est effectivement en place que depuis janvier 2017, notamment en raison de la mise à jour fin 2016 par le Ministère en charge de l'environnement des référentiels et barèmes prévus par cette mesure du Cadre National. Cela explique la faible programmation à ce jour. L'animation financée par la 7.6.C devrait maintenant permettre l'émergence significative des premiers contrats.

Malgré la priorité donnée à l'outil permettant le paiement total de ces aides, il n'a pas été disponible en 2017, ce qui n'a pas permis d'augmenter le nombre de contrats passés. Toutefois le rythme de contractualisation s'est accéléré une fois l'outil rendu disponible en 2018, ce qui laisse entrevoir une relance importante de cette politique pour la fin de programmation.

M12 (12.1 et 12.3) - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Cette mesure n'a pas été activée depuis le début de la programmation et ne le sera que si besoin.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie **Deux domaines prioritaires sont ouverts sur la priorité 5, il s'agit des domaines prioritaires suivants :**

Cette priorité concerne la mesure 4 (TO 4.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 5B, et les mesures 1, 4, 8 et 10 (soit les TO : 1.2.1 ; 4.3.1, M8, M10) dans le cadre du domaine prioritaire 5E.

Le domaine prioritaire 5C n'est plus activé en Limousin suite à la suppression des TO 6.4.2 méthanisation à la ferme et 16.5.1 Coopération dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques.

• Domaine prioritaire 5B Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire

TO 4.1.2 : Maîtrise de l'énergie

Cette opération a pour objet de soutenir les exploitations agricoles dans la réalisation d'investissements liés aux économies d'énergie à travers la valorisation des sous-produits et le renforcement de l'efficacité énergétique des exploitations.

Au total, 44 opérations ont été programmées pour un montant de 332 937 € de FEADER (dont 42 engagés pour 290 517 € de FEADER). 28 dossiers ont été payés pour 193 923 € de FEADER.

• Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les

secteurs de l'agriculture et de la foresterie

TO lancés :

TO 1.2.1 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Le dispositif vise à mettre en place des journées de démonstration auprès des propriétaires forestiers et des gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts.

Au total, 4 dossiers ont été programmés sur ce dispositif pour un montant total de FEADER de 46 000 €. (2 dossiers payés pour 15 982 € de FEADER).

TO 4.3.1 - Desserte forestière

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Pour l'appel à projet 2018, 19 dossiers ont été déposés pour 17 sélectionnés, pour un montant de 623 107,83 € de dépenses publiques.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure a été gérée en appel à projets à partir de 2018 (l'Appel à projets limousin était valable pour la période 2016-2017).

Depuis le début de la programmation, 51 dossiers ont été programmés pour 1 017 800 € de FEADER soit 33% de la maquette (dont 42 engagés) avec 22 dossiers payés pour 353 451 € de FEADER.

TO 8.6.1 - Soutien aux équipements d'exploitation forestière

En 2018, 11 dossiers ont été programmés pour un montant total de FEADER de **529 990,95 €**. La dynamique sur ce type d'opération est toujours bonne. Les paiements devraient intervenir rapidement suite à la livraison de l'outil OSIRIS.

Au total, 48 dossiers ont été programmés pour 1 811 662 € soit 67% de la maquette (dont 43 engagés) et 24 dossiers payés pour un montant de 1 051 258 € de FEADER.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

M10 – MAEC Systèmes

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 transition) et 2015 (mesures du PDR) mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal. Il faut noter que les demandeurs ont pu, dans leur grande majorité, bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel. A ce jour, la quasi-totalité des dossiers MAEC 2015

ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 19 M €, 270 exploitations et 26 600 ha engagés.

L'instruction des dossiers MAEC 2016 a débuté en avril 2018 et l'instruction des dossiers 2017 a commencé en septembre 2018. L'objectif de l'Etat a été de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total, depuis le début de la programmation, **31 134 264 €** de dépenses publiques ont été engagés soit 74 % de la maquette.

TO non lancés :

TO 8.2.1 - Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.3.1 - Prévention des catastrophes naturelles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.4.1 - Réparation des dommages naturels

Ce TO n'a pas été lancé, aucune catastrophe naturelle n'ayant été recensée en Limousin depuis le début de programmation.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

Ce TO n'a pas été lancé pour 2014-2016 compte tenu de la priorisation de l'instrumentation pour d'autres mesures. Un travail d'harmonisation a été conduit en 2017 à l'échelle des 3 ex régions et cette mesure devrait être déployée en 2018.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales Les domaines prioritaires suivants ont été ouverts sur la priorité 6 :

- **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

TO lancé :

TO 7.4.1 - Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Ces projets concernent la création et le maintien d'activités commerciales et/ou artisanales rendant un service de proximité à la population, et les Maisons de services au public. L'opération 7.4.1 a connu un début de programmation fin 2016, les projets déposés concernent en totalité les activités commerciales et/ou artisanales démontrant un réel besoin des territoires ruraux pour leur développement économique.

En 2018, 8 dossiers ont été engagés pour un montant de 1 311 218 € de FEADER. L'instruction des

dossiers au fil de l'eau se poursuit en 2019 et 8 dossiers seront payés en partie ou en totalité au début de l'année 2019 pour un montant de 783 295 € de FEADER.

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP pourrait être lancé fin 2019 ou début 2020, en fonction des éventuelles disponibilités de crédits qui pourraient se dégager après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau.

- **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

TO lancés :

TO 7.4.2 - Accroître l'offre de service

Ce dispositif concerne les équipements liés à l'enfance jeunesse, à la petite enfance, à la culture et au tourisme.

En 2018, 3 dossiers ont été engagés pour un montant de 390 771 € de FEADER. L'instruction des dossiers au fil de l'eau se poursuit en 2019 et 3 dossiers seront payés en partie ou en totalité au début de l'année 2019 pour un montant de 314 476 € de FEADER.

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP pourrait être lancé fin 2019 ou début 2020, en fonction des éventuelles disponibilités de crédits qui pourraient se dégager après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau.

TO 7.4.3 - Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux

Cette opération permet de financer des Maisons pluridisciplinaires de santé, projets très structurants à l'échelle des territoires. Les besoins de financement d'une offre de santé articulée à l'échelle d'un territoire cohérent restent plus que jamais réels dans les territoires ruraux.

En 2018, 3 dossiers ont été engagés pour un montant de 978 235 € de FEADER. L'instruction des dossiers au fil de l'eau se poursuit en 2019 et 3 dossiers seront payés en partie ou en totalité au début de l'année 2019 pour un montant de 644 453 € de FEADER.

Depuis fin 2017, les modalités de sélection des projets ont été modifiées dans le PDR Limousin pour passer de la sélection au "fil de l'eau" à un système d'appel à projets. Un AAP pourrait être lancé fin 2019 ou début 2020, en fonction des éventuelles disponibilités de crédits qui pourraient se dégager après instruction des derniers dossiers au fil de l'eau.

TO 7.6.5 - Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux

Cette opération permet de financer des dossiers concernant des actions d'inventaire du patrimoine et de rénovation du patrimoine culturel, afin notamment de développer le tourisme lié au patrimoine matériel et immatériel local. Au total, depuis le début de la programmation, 3 dossiers ont été engagés pour 145 963 € de FEADER.

M19 LEADER

En 2014, 11 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire Limousin, ont porté une candidature GAL LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé des élus de la collectivité.

En 2018, la mesure 19 du PDR Limousin a fait l'objet de différentes avancées :

L'ensemble des conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2018 par avenant pour modifier notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquette financière, la composition des Comités de programmation.

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2018, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens dont :

- Des avances aux GAL pour l'animation/ingénierie dans l'attente du versement des aides à hauteur de 2,3 Millions € ;
- Des avances aux bénéficiaires mises en place en novembre 2018 ; avec un budget réservé de 2,5 Millions € ;
- La création et le recrutement de 31 ETP à l'échelle de la Région Nouvelle Aquitaine depuis 2017 pour gérer les dossiers LEADER ;
- La mise en place de contreparties avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL,
- La prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux de l'ingénierie des GAL ;
- La mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine pour obtenir auprès de la Commission européenne la confirmation de la programmation au-delà de 2020 pour LEADER.

La sous-mesure 19.1 a fait l'objet de 2 dossiers engagés pour un montant de 20 000 €, les paiements sont prévus au début de l'année 2019.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 182 dossiers programmés et engagés pour un montant total de FEADER de 3 189 554 € en 2018 pour les 11 GAL du PDR Limousin. 26 dossiers engagés ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de 402 488 €.

Enfin, les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont fait l'objet de 12 dossiers programmés et engagés en 2018 pour un montant de 1 553 681 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 11 GAL du PDR Limousin afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL, inhérentes au retard important que connaît la mesure Leader au niveau national : trois réunions techniques InterGAL, deux Comités d'Appui (instance de suivi politique de la mesure LEADER associant 1 binôme élu-technique en GAL par département), 2 groupes de travail associant des GAL désignés par leurs pairs sur les abondements d'enveloppes FEADER et sur la reconfiguration de l'outil Agora (plateforme de

ressources en ligne mise à disposition par l'Autorité de gestion), une session de formation sur l'instruction de la demande de paiement sur Osiris.

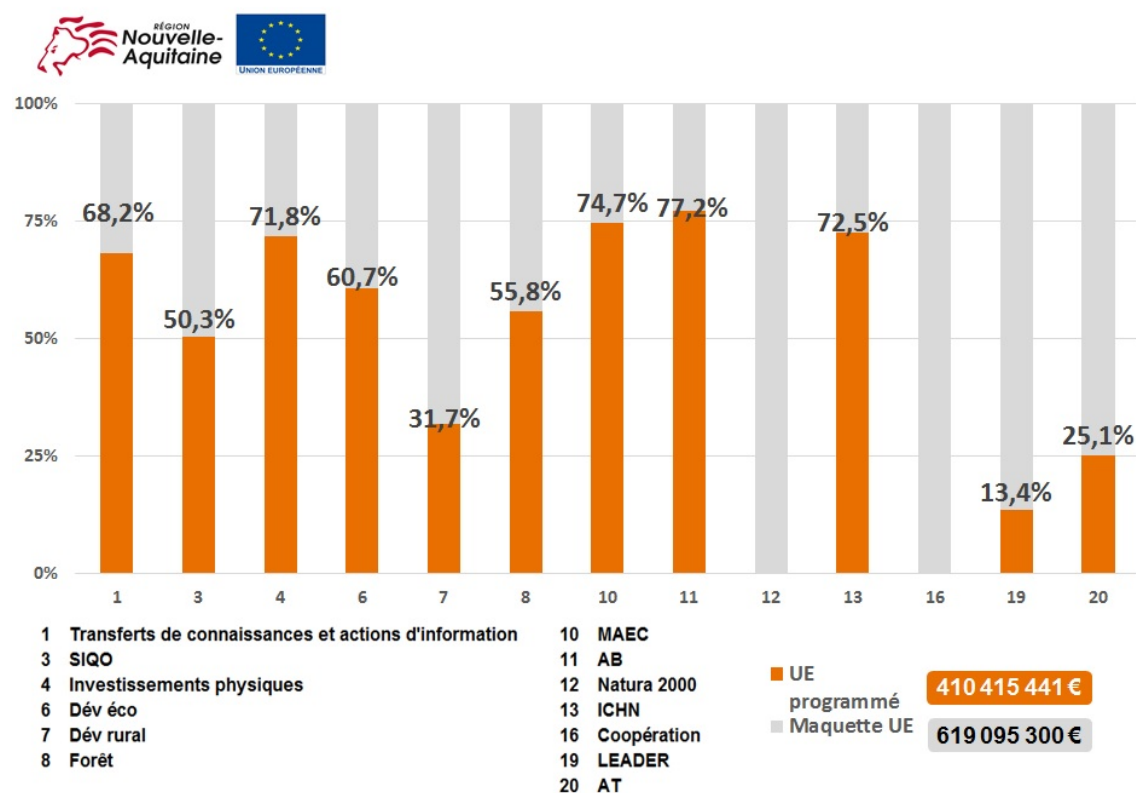
TO non lancés :

TO 16.7.1 - Coopération dans le développement rural forestier

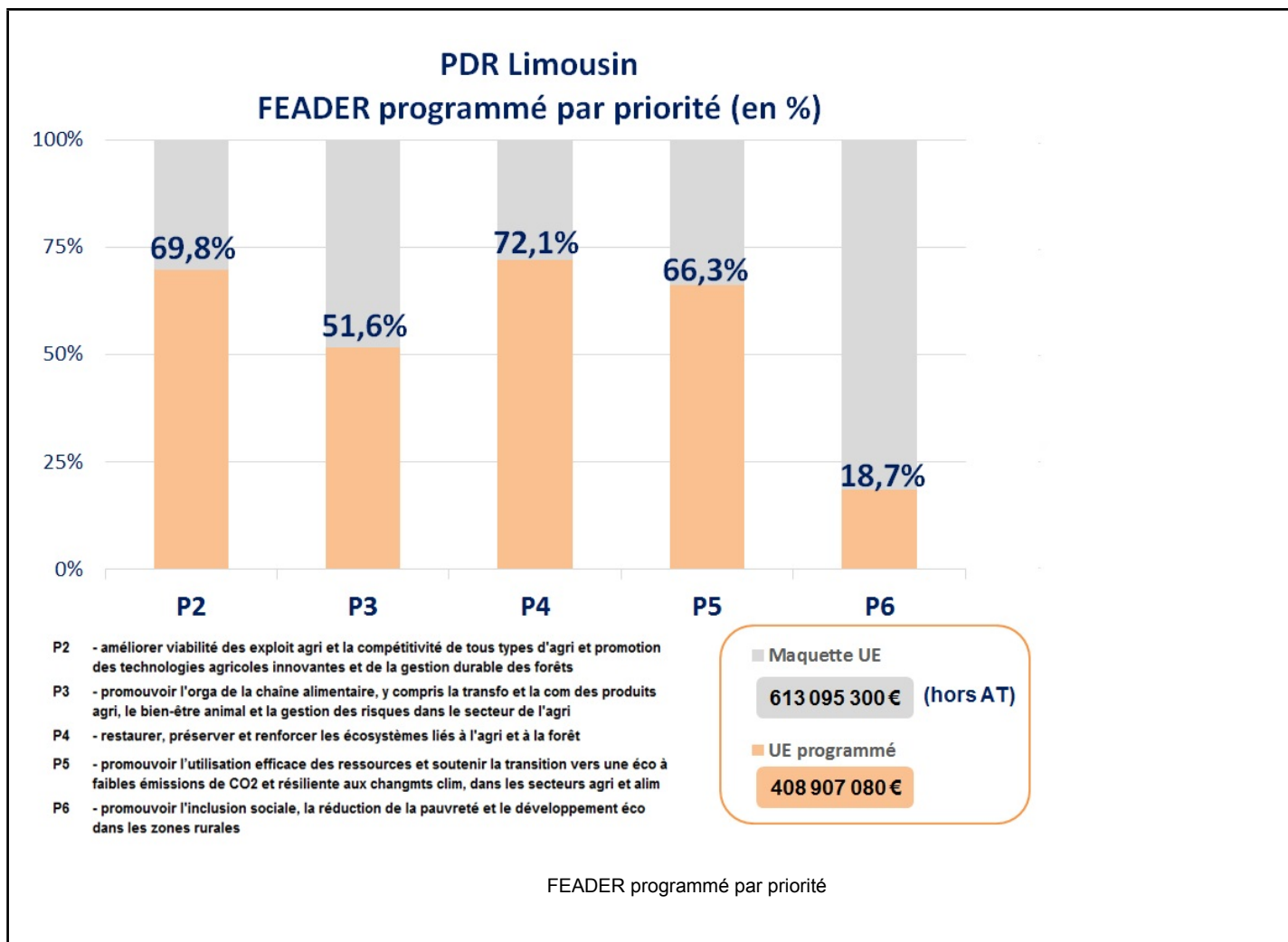
Des dossiers ont été déposés sur ce TO mais les retards liés à l'instrumentation OSIRIS n'ont pas permis de démarrer effectivement ce TO en programmant les dossiers.

TO 19.3.1 - Préparation à la mise en oeuvre de coopération par les GAL

La sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale n'a pas encore pu faire l'objet de programmation, mais l'Autorité de gestion a sélectionné en décembre 2018, 7 dossiers déposés par les GAL : 2 au titre de la préparation technique en vue de projets transnationaux, et 5 projets de coopération (1 en coopération transnationale et 4 en coopération interterritoriale). L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du RRNA, dont l'Assemblée Générale de lancement aura lieu le 19/06/2019, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.



FEADER programmé par mesure



1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

L'autorité de gestion du PDR Limousin a rapidement pris la mesure des enjeux liés à la non réalisation des valeurs intermédiaires fixées pour le 31 décembre 2018. Grâce à un suivi régulier de l'état d'avancement des opérations, à la mobilisation des services de la Région pour résorber les retards accumulés et aux différentes modifications du programme intervenues depuis 2017, la Région Nouvelle-Aquitaine atteint au 31 décembre 2018 les valeurs intermédiaires fixées sur l'ensemble des priorités du PDR Limousin, comme le montre les indicateurs de réalisation figurant dans le tableau F du présent RAMO.

Il est cependant précisé en ce qui concerne la priorité 6, que l'atteinte de ses valeurs a pu être réalisée grâce aux mesures d'assouplissement de la Commission européenne, permettant de comptabiliser les paiements effectués en 2019, sur des opérations réalisées avant le 31 décembre 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire pour accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. Le prestataire a débuté ses travaux en novembre 2018. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions

évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe

de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2018. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

L'année 2018 a été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Limousin:

- **Instrumentation OSIRIS** : stabilisation de l'équipe OSIRIS au niveau de la délégation régionale de l'ASP et de l'autorité de gestion chargée de développer les logiciels OSIRIS. Au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine, le service FEADER est chargé de l'instrumentation des dispositifs FEADER. 1 coordinateur OSIRIS en lien avec 2 agents se chargent du déploiement d'OSIRIS pour tous les dispositifs. Fin 2018, l'essentiel des dispositifs étaient instrumentés y compris les dispositifs harmonisés dans le cadre des modifications de fin 2016 et début 2017 nécessitant un nouvel outil. L'instrumentation en 2018 s'est concentrée sur les mesures qui n'étaient pas encore ouvertes (Mesure 16 sur le PEI, TO 768 et 767) et sur l'assistance technique.

- **Modification du programme : l'année 2018 a été consacrée à 3 modifications :**

Une modification rédactionnelle sur le TO 8.5 résilience a visé à corriger une erreur de transcription du taux d'aide publique.

Puis une modification spécifique a eu lieu pour permettre l'intégration des crédits issus du 1er pilier et la création de l'instrument financier.

Enfin, une dernière modification a notamment permis un transfert des crédits pour abonder la maquette de la mesure 11 dédiée à l'agriculture biologique.

- **Stabilisation des équipes et de l'organisation de l'autorité de gestion suite à la fusion de Régions** : l'année 2018 a permis de stabiliser l'organisation de l'autorité de gestion et la répartition des missions en matière de mise en œuvre du FEADER au sein de la Région et avec les services instructeurs de l'Etat. Des avenants aux conventions de délégation de tâches ont notamment été pris pour redéfinir le champ d'intervention des services de l'Etat en matière d'instruction en fonction de leurs ressources.

Cette étape s'est poursuivie en 2018 par la signature d'avenants pour la reprise de l'instruction des mesures LEADER sur les PDR Aquitaine et Poitou-Charentes par les services de la Région. Cette organisation s'est stabilisée en 2019.

- **Accompagnement renforcé des services instructeurs** : l'autorité de gestion a mis en place en 2018 un certain nombre d'outils permettant un meilleur appui des services instructeurs. Pour les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers, la désignation d'un binôme référent métier au sein des services techniques de la Direction Agriculture et référent thématique au sein du service FEADER a

permis de répondre plus efficacement aux questions posées par les services instructeurs. De plus, sur ces dispositifs des points réguliers sont organisés en comité technique ou lors de réunions regroupant l'autorité de gestion, l'ASP, la DRAAF, la DREAL et les services instructeurs. Concernant les dispositifs LEADER et de développement rural, la constitution d'une sous-direction Fonds européens et Territoires au sein du Pôle Europe a permis aux partenaires et aux services instructeurs d'avoir des interlocuteurs identifiés sur ces dispositifs. Des réunions et comités d'appui aux GAL LEADER ont par exemple été mis en place par l'autorité de gestion pour traiter les questions liées à cette mesure.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00	78,79	52,35

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	619 095 300,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de	[Jours] Délai moyen pour le	Observations
-------------------------------------	--------------------------------	--------------

l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	versement des paiements aux bénéficiaires	

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors du Comité de suivi du 21 juin 2017, puis lors du Comité de suivi du 27 juin 2018. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les bénéficiaires du FEADER acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec RRN
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Le marché a été lancé en mars 2018, classé sans suite, puis relancé en juillet 2018. La Commission d'Appel d'Offre du 04 octobre 2018 a retenu la candidature de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine. Le marché a été notifié à l'automne, et une première réunion de cadrage de la mission s'est tenue le 30 novembre 2018. En décembre, la cellule d'animation a travaillé aux prises de contacts, au calibrage des outils (fiche de capitalisation, questionnaire aux acteurs du monde rural, listing des membres, etc.) et a participé à l'AG du Réseau rural national du 14 décembre.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.

Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale

est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

La communication a été essentiellement dirigée vers le grand public et les porteurs de projet.

Les objectifs stratégiques sont :

- **Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens en communiquant sur les programmes et leur état d'avancement,**

Les actions de communication, mises en place pour atteindre cet objectif, sont :

-Une mise en ligne régulière sur le site internet et une présence sur les réseaux sociaux ont vocation à informer le grand public et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires.

La cartographie permet de visionner en quelques clics les projets financés par l'Europe par thématiques, par territoires, par année de programmation.

Statistiques du site internet : 8 699 pages vues par mois (104 391 vues en 2018)

Pages les plus consultées :

1-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier / **10 435 vues**

2-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possible en Nouvelle-Aquitaine / **7 670 vues**

3-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet / **3 650 vues**

4-« Projets soutenus » qui correspond à la cartographie des projets soutenus sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. / **3 155 vues**

Statistiques réseaux sociaux :

Twitter : + 80 abonnés en 2018

Facebook : +432 abonnés en 2018

-La diffusion de diverses brochures permet de rendre compte de l'intervention européenne sur le territoire auprès du grand public. Ces documents, illustrés par des projets financés par l'Europe et complétés par des chiffres, sont aussi des sources d'informations pour les journalistes.

-« L'Europe à nos côtés » distribué dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine à **2,7 millions** d'exemplaires

Exemples : L'Europe et vous, book thématique

Lien vers la page « Médiathèque » du site : <http://bit.ly/mediathèqueUE>

-Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés.

*Statistiques : + **de 140** retombées presse recensées en 2018 (fichier joint)*

*Nombre de Communiqués de presse après chaque instance de consultation : **5**
(http://bit.ly/espace_presseUE)*

-Des vidéos de bénéficiaires qui témoignent de manière concrète du soutien de l'Europe :
<http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe>

-Deux articles dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine ont informé tous les néo-aquitains de l'apport de l'Europe en matière agriculture et de transition énergétique.

- le journal de la Nouvelle-Aquitaine est distribué dans toutes les boites aux lettres de la Nouvelle-Aquitaine soit : **2,7 millions d'exemplaires**.

-Le calendrier Europe 2018 a vocation à souligner les rendez-vous annuels de l'Union européenne. Ce support, distribué auprès de l'ensemble du partenariat et bénéficiaires (**+ de 300 structures**) , a permis de promouvoir le site internet.

-Une exposition permet, depuis 2018, de présenter les premiers résultats visibles des programmes européens avec des exemples concrets de projets.

*Statistiques : **7 expositions** mises à disposition des CIED et des partenaires notamment les conseils départementaux dans le cadre du JME.*

-La mise en place de supports de communication, Roll-up, oriflammes, fulangas a pour objectif de marquer la présence de l'Europe à l'occasion de manifestations et d'inaugurations.

-Deux affiches "La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe soutiennent l'apprentissage / la formation continue", et des goodies ont été transmis aux organismes de formation et CFA, pour promouvoir le FSE.

-Afin de sensibiliser la presse aux programmes européens, la Région est présente dans le cadre d'ateliers presse.

-La grande action annuelle de communication récurrente est le Joli Mois de l'Europe. Cet événement fédérateur permet de marquer davantage la présence de l'Europe dans le quotidien des Néo aquitains. Labelliser tous les événements en lien avec l'Europe organisés en mai permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

*Statistiques : en 2018 c'est plus de **150 événements** labellisés dans les **12 départements**. **117 retombées***

médias ont été recensées. 7 500 participants au quizz de l'Europe via le site internet, Facebook et flyer distribués sur les évènements.

Audience des publications : Mai 2018 : 4259

Taux d'engagement : Mai 2018 : +210%

Impressions: (nombre de fois que les utilisateurs ont vu les tweets): 23 856

- **Faciliter la mise en œuvre de la programmation,**

Les actions de communication, mises en place pour atteindre cet objectif, sont :

-Une des actions à destination des bénéficiaires consistait à les accompagner dans leurs obligations de publicité. Les bénéficiaires ont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, d'autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet :

http://bit.ly/obligations_comUE

Des vidéos ludiques et humoristiques ont été réalisées pour dédramatiser les obligations de publicité. Celles-ci sont largement diffusées et mises en ligne sur le site et les réseaux sociaux.

Statistiques : les 5 vidéos ont été envoyées à **502 bénéficiaires** afin de leur rappeler leur rôle d'ambassadeur et leur dire que communiquer sur l'Europe c'est pas si compliqué que ça.

-Des plaquettes d'informations thématiques sont diffusées pour favoriser la mobilisation des fonds européens. Thématiques : Bois-énergie / Compétitivité des entreprises / Recherche, développement technologique et innovation / Accès aux technologies de l'information et de la communication / Développement intégré des territoires urbains. **<http://bit.ly/mediathèqueUE>**

-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu :

Moteur de recherche des contacts pour information et accompagnement multi-programmes européens (FEDER/FSE/FEADER/ERASMUS/HORIZON 2020/SUDOE...) disponible sur la page d'accueil du site europe-en-nouvelle-aquitaine.eu.

Objectif : Informer les bénéficiaires potentiels sur les possibilités de financements européens et leur permettre d'affiner leur projet en les orientant vers le bon contact

Résultat attendu : Cet outil d'orientation permettra au futur porteur de projet en 2-3 clics de trouver le bon contact pour son projet (cet objectif apparaîtra en introduction du moteur de recherche)

Nombre de mails envoyés aux services thématiques en 2018 : **84**

Pour la fin de la programmation nous mettrons l'accent sur la valorisation des résultats et la préparation de la prochaine programmation.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Sans objet.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

7.a) Questions d'évaluation

7.a1) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?

7.a1.a) Réponse à la question d'évaluation

7.a)CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP (1218 caractères)

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée en tant que mesure contribuant de manière principale à ce domaine prioritaire (DP).

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP1A :

Différentes sous-mesures contribuent, à titre secondaire, au DP1A.

Initialement, ces actions relevaient de 7 types d'opération 0121 (projets de démonstration et actions d'information), 0211 (services de conseil), 1611 (coopération PEI), 1621 (coopération pour l'innovation, la R&D), 1641 (coopération pour le développement de circuits courts), 1651 (coopération à des fins d'adaptation au changement climatique) et 1671 (coopération pour le développement forestier). A l'issue de la fusion des Régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin, et à l'issue du processus d'harmonisation des PDR qui a été engagé, les quatre dispositifs principaux maintenus et contribuant au DP 1A sont les suivants :

1.2 Démonstration et diffusion des connaissances

16.1.1 Coopération pour le Partenariat Européen pour l'Innovation

16.4.1 Coopération circuits courts

16.7.1 Stratégies locales de développement forestier

On notera ici que la mesure 16, quels que soient les dispositifs listés ci-dessus, ne fait l'objet, à ce stade, de programmation. Aucun dossier n'est en effet engagé au titre des 3 types d'opération 16.1 à 16.7.

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires

utilisés pour répondre à la QEC

1. a3) Méthodes appliquées (3 720 / 7 000)

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le niveau de programmation est, sur ce domaine prioritaire, plutôt faible. En effet, en ce qui concerne l'opération 1.2 Projets de démonstration et actions d'information, 6 dossiers d'aide sont engagés en date de Novembre 2018 pour un montant FEADER équivalent à 216 263€ sur les 2 825 812€ FEADER maquetés initialement. Cela représente donc un taux d'engagement de 7,7%. Par ailleurs, la mise en œuvre du Partenariat Européen pour l'Innovation au titre de la sous-mesure 16.1 et les autres dispositifs de la Mesure 16 (circuits courts, stratégies locales de développement forestier) n'ont donné lieu à ce stade à aucune programmation (lancement des appels à projets en cours d'année 2018).

L'impact quantitatif à l'échelle du DP 1A, sera donc limité d'autant plus que la majorité des effets en termes d'appropriation de nouvelles pratiques, de valorisation et diffusion de nouvelles techniques innovantes, etc. ne sont en vérité mesurables qu'à moyen ou long terme.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du T1 : « pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR »

Calcul du ratio : $T1 = Y/X$

Y = Dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013

X = Total des dépenses du PDR

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Pas de difficulté

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Qu'il s'agisse des actions d'information et démonstration ou du Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI), il a été décidé que l'analyse porterait d'une part sur la caractérisation des opérations ou candidatures lorsqu'elle existe et, en ce qui concerne les réalisations du dispositif 1.2, sur une appréciation des effets de ces opérations du point de vue d'un échantillon de structures bénéficiaires consultées via enquête.

Description des méthodes utilisées

- Recherche d'informations qualitatives, lorsque celles-ci existent, au cœur même des dossiers programmés (puis soldés) ou des candidatures reçues dans le cadre d'appels à projets (profil des bénéficiaires finaux, thématiques couvertes, nature des actions d'informations et de démonstration conduites, diversité du partenariat créé, etc.)
- Analyse des critères et modalités de sélection fixées dans les appels à projets régionaux
- Enquête menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires de la sous-mesure 1.2 « Projet de démonstration et actions d'information » en Nouvelle-Aquitaine, par retour de mail.

Après validation du questionnaire d'enquête par l'Autorité de Gestion (13 questions réparties en 2 parties : présentation de la structure et nature de l'(des) action(s) menée(s), et perception des effets de ces actions auprès des publics informés ou sensibilisés), l'AG a informé les bénéficiaires du lancement de l'enquête et de ses finalités. Un mail contenant le questionnaire d'enquête, à retourner dûment renseignés, a été transmis à 33 contacts ciblés en date du 1er Avril 2019 sur l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine.

Toutefois, en raison du faible nombre de dossiers engagés, le nombre de bénéficiaires auxquels l'enquête a été diffusée, en Limousin, s'élève seulement à 4 contacts. Sur ces 4 destinataires, 2 retours ont été collectés et traités, en provenance d'une chambre d'agriculture départementale et du Centre régional de la propriété forestière Nouvelle-Aquitaine.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Le lancement puis la mise en œuvre des actions rattachées aux dispositifs de la Mesure 16 Coopération, et en particulier le Partenariat Européen pour l'Innovation ont été retardés. Il est donc difficile de réaliser des analyses détaillées et de répondre à la question évaluative sur ce dispositif clef du DP 1A.

Concernant les opérations 1.2 « Démonstration et diffusion des connaissances », afin de compléter les résultats d'enquête partiels (taille de l'échantillon très faible), nous exploiterons un fichier de suivi détaillé des opérations soutenues en Limousin précisant notamment les typologies d'actions, les publics visés, les thématiques couvertes.

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			Total des dépenses publiques (en €) (16.1 à 16.9) Osiris
Indicateur de						O1 : Total des dépenses publiques (en €) (formations, échanges d'exploitations, démonstrations) (1.1 à 1.3)

réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	Oui	0%			Osiris
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de public touché par public cible	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets par thématique	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat supplémentaire	Evaluation par les bénéficiaires des actions d'information et	Non				Enquête auprès d'un échantillon de bénéficiaires

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Au 31/12/2018, aucun projet de coopération pour la mise en œuvre du PEI n'a donné lieu à un demande de paiement. Les analyses ne se basent pas sur ce T.O. que sur des valeurs programmées et ne conduisent pas à une valeur officielle des indicateurs.

Par ailleurs, nous rappelons ici qu'une partie des analyses du dispositif 1.2 Projets de démonstration et actions d'informations est réalisée à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation et d'une enquête. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Par ailleurs, les retours d'enquête ne peuvent être exploités, au regard de la taille de l'échantillon, comme des résultats statistiquement valides. Ces informations permettent néanmoins d'indiquer et d'expliquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'évaluation finale sur la base d'un nombre de dossiers soldés plus conséquent.

1. a6) Réponse à la question d'évaluation (10 000 / 10 500)

I. Bilan de la mise en œuvre

Pour rappel, le DP 1A mobilise, à titre secondaire, deux dispositifs clefs :

Le type d'opération 1.2 est mis en œuvre au sein du PDR pour soutenir des projets de démonstration, d'actions d'information et de diffusion des connaissances dans les secteurs agricoles et forestiers. Au 14/11/2018, cette sous-mesure représente un volume de 6 dossiers engagées, pour un montant total FEADER engagé de 216 263 €, soit 7,7% de la maquette. On notera toutefois que chaque dossier soutenu peut recouvrir une pluralité d'actions menées.

Le T.O. 16.1 PEI est doté d'une enveloppe FEADER estimative de 653 184€, le T.O 16.4 Circuits courts d'une maquette FEADER de 501 696 € et le T.O. 16.7 d'une enveloppe équivalant à 801 360€ de FEADER.

Aucun de ces dispositifs n'a fait l'objet, à ce stade, de programmation. Le lancement du dispositif PEI a été retardé du fait du caractère novateur de l'approche (temps d'appropriation de la méthode associée à ce nouveau dispositif, complexité de traitement de dossiers rassemblant des partenaires de régions administratives limitrophes). Un appel à projet PEI a notamment été lancé en cours d'année 2018.

II. Analyse par critère de jugement

C11 - Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales

La promotion de l'innovation est un objectif transversal aux PDR. A ce stade de la mise en œuvre, il est encore difficile de mesurer les premiers impacts des dispositifs mobilisés. En effet, comme évoqué précédemment, les effets sur l'innovation de projets de diffusion de connaissance, de démonstration et d'expérimentation coopérative de nouvelles solutions prennent du temps. D'autre part, la mise en œuvre des dispositifs 1.2 et 16.1, 16.4 et 16.7 reste de plus à ce stade, partielle.

Indicateur additionnel : Typologie des projets d'information et de démonstration par thématique et type de public (fichier de suivi AG)

La question de la typologie du public est primordiale afin de savoir où ont été portés les efforts de diffusion de connaissances. Afin de se doter d'une vue d'ensemble, une analyse des typologies de projets par type de public (et par thématique) a été effectuée sur la base de données de programmation.

Les actions menées au titre du T.O. 1.2 visent ainsi à la fois un public agricole et forestier. Elles s'adressent notamment à des professionnels du secteur forestier, des propriétaires forestiers, des actifs agricoles (exploitants, salariés), conseillers et techniciens agricoles, ou encore des artisans.

Elles sont mises en œuvre par des structures au profil diversifié : chambres d'agriculture départementales et régionale, interprofessions, institut de l'élevage (IDELE), centres de recherche et laboratoires d'expérimentations (ex : CIIRPO, INVENIO...), etc.

Cette pluralité de publics cibles (y compris sur un échantillon de projets de taille réduite) s'explique par la diversité des actions soutenues en elles-mêmes, que ce soit dans leur nature et dans les thématiques couvertes.

Les actions programmées représentent à titre d'illustration un montant moyen d'aides publiques totales de l'ordre de 72 600 euros et un montant FEADER moyen, de l'ordre de 65 400 € (données à valeur déclarative). Les actions les plus communément mises en œuvre consistent en :

- L'organisation et animation de journées d'informations, séminaires ou colloques
- La production et diffusion de documents techniques ou d'information, de supports communicants ou pédagogiques, de fiches, dossiers, vidéos, guides, études thématiques, notes de conjoncture ou tableaux de bord, articles de presse, références technico-économiques, cahier des charges, etc. Il peut s'agir de publications et outils diffusés en ligne et papier

Certains projets de démonstration ou actions d'informations envisagent également, ponctuellement des actions plus structurantes telles que la création d'un observatoire énergie en agriculture.

Ces types d'opérations sont le plus souvent cumulés (par exemple : une journée d'information régionale au cours de laquelle est diffusée un support communicant), et représentent pour certaines structures un très grand nombre d'actions individuelles (à titre d'illustration, 20 à 25 réunions ou journées animées par une même structure – cf. retours d'enquête en Limousin).

En termes de thématiques, ces actions de démonstration et information (pour rappel un dossier d'aide peut recouvrir différents types et thèmes d'actions) recouvrent en Limousin un champ large de thématiques, listées ci-après par ordre d'importance (proportion des actions, par thème, sur la totalité des actions

d'information et de démonstration en cours ou réalisées) :

- L'amélioration de la performance environnementale (18%)
- La gestion forestière (16%)
- Les innovations techniques (16%)
- La sylvo-écologie (11%)
- La compétitivité des entreprises (11%)
- Le rôle social de la forêt (9%)
- Le transport du bois (9%)
- Les systèmes de commercialisation (4%)
- L'amélioration de la qualité des produits et des productions (4%)
- L'agro-écologie (2%)

Les intitulés des actions programmées témoignent là encore de la diversité des thématiques couvertes (agriculture biologique, plan biomasse, vulnérabilité des forêts, forêts et changement climatique) et des filières couvertes : filières d'élevage, herbe et fourrages, fruits à coque, fruits rouges, vins et spiritueux...

Indicateur additionnel : Evaluation des bénéficiaires sur les actions d'information et de démonstration

L'enquête a été l'occasion de recueillir auprès d'un échantillon de 16 structures bénéficiaires du T.O. 1.2 en Nouvelle-Aquitaine, la perception des effets de l'aide.

Au regard des deux structures bénéficiaires consultées via enquête sur le territoire du PDR Limousin, l'aide est perçue comme déterminante dans la mise en œuvre des actions d'informations et de démonstration conduite. Sans l'aide, ces deux structures bénéficiaires auraient modifié leurs actions (moindre envergure) ou les auraient abandonnées.

Au-delà de cet effet incitatif, par ailleurs, validé par l'ensemble des répondants à l'enquête (toute région confondue), il s'agit surtout de souligner l'effet multiplicateur, de diffusion de ces actions auprès des publics finaux. En effet, par leurs réseaux d'influence, les structures bénéficiaires de l'aide touchent ces publics de manière large. A titre d'illustration, de manière cumulée, sur l'ensemble de la période, les deux répondants limousins estiment avoir sensibilisé ou formé à eux seuls près de 3700 personnes. A cela s'ajoute également la portée des actions de communication : portée variable selon les actions et documents diffusés, mais qui reste le plus souvent importante (diffusion large auprès d'un réseau d'acteurs, d'adhérents, etc.).

Les répondants en Limousin estiment que leurs actions ont pleinement répondu aux attentes des publics visés, dont les principaux apports ont été, pour l'essentiel :

- L'amélioration de la base des connaissances des publics visés
- L'amélioration de la double performance (économique et environnementale) des entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire ou forestier
- La mise en réseau, la coopération et le décroisement des acteurs du monde agricole, forestier, agroalimentaire, de la recherche et de l'innovation

Les répondants perçoivent les retombées de ces actions menées au titre du T.O. 1.2. Celles-ci sont en effet jugées importantes, et surtout d'ordre économique d'une part et environnemental, d'autre part.

Les retombées économiques perçues sont par exemple liées :

- à l'amélioration de l'autonomie alimentaire des exploitations,
- à l'émergence de projets structurants
- à une meilleure organisation de la filière
- à l'amélioration des revenus des exploitants (valorisation des produits...)

Les retombées environnementales perçues relèvent quant à elles :

- d'une gestion plus respectueuse des ressources disponibles par les publics visés
- de l'adoption de solutions adaptées aux effets du changement climatique

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au-delà de ce constat, il est, à ce stade difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

C12 - Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire

A ce stade de la programmation, aucun des types d'opération de la mesure 16 Coopération n'a été programmés ou engagés. Ne disposant d'aucun élément de réalisation nous ne pouvons donc répondre formellement à ce critère de jugement ni émettre de recommandations. Toutefois, une première analyse succincte de l'appel à projet lancé a permis de déceler quelques premiers constats relatifs à la diversité des partenariats construits dans le cadre des candidatures à l'appel à projet PEI, lancé à l'échelle des 3 PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin.

Indicateur additionnel : Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

L'analyse des candidatures et grilles de sélection associées à l'appel à projets PEI fait état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Ces partenariats associent notamment des acteurs du conseil et développement, des experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de

la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

La diversité des partenariats repose également sur l'ouverture de l'appels à projet PEI à trois thématiques prioritaires, laissant ouverte la possibilité d'un décloisonnement sectoriel selon les projets :

- agriculture et environnement (climat, agroécologie/foresterie...),
- développement territorialisé (amont/aval, ressources locales, produits/ conso...)
- performance économique (productions/marchés, nouveaux produits/filières...)

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

7.a7) Conclusions et recommandations (3117 caractères)

7.a7.a) Conclusion / Recommandation

Conclusion C1:

Les premières analyses montrent que les types d'opération 1.2 et 16.1 à 16.7 sont susceptibles de contribuer significativement au développement de la base de connaissances, à l'innovation et à la coopération dans les zones rurales de la région Limousin. La mise en œuvre de ces dispositifs reste pourtant à ce jour partielle (lancement de l'appel à projet PEI en 2018, 7,7% de la maquette allouée aux actions d'information et de démonstration faisant effectivement l'objet de dossiers engagés en Limousin en Novembre 2018...).

Recommandation R1:

Une attention doit être portée à la dynamique de programmation des projets de démonstration et actions d'informations ainsi qu'à l'accélération du lancement des projets PEI afin de déployer pleinement le potentiel de ces actions sur les territoires et auprès des différentes filières régionales.

Conclusion C2 :

L'analyse des effets des interventions du programme en faveur de l'amélioration de la base des connaissances, de l'innovation et de la coopération dans les zones rurales s'est appuyée pour la présente évaluation sur une analyse de données de programmation ainsi que sur la perception qu'ont les structures

bénéficiaires des effets de leurs actions.

Recommandation R2 :

En complément de cette approche, il conviendrait de collecter également la perception des effets de ces actions par les bénéficiaires finaux eux-mêmes. En effet, pour des effets de nature intangible et immatérielle tels que l'amélioration de la capacité d'innovation et de coopération des acteurs, un croisement de perceptions serait intéressant.

Il est par exemple envisageable, dans le cadre d'une enquête en ligne menée auprès des exploitants agricoles et forestiers (pour mesurer notamment l'impact économique d'aides à l'investissement ou encore leurs impacts environnementaux), de prévoir une courte liste de questions relatives à l'innovation (par exemple : avez-vous bénéficié par l'intermédiaire de vos partenaires (chambres d'agriculture, CIVAM, etc.) d'une action d'information, journée dédiée à la présentation d'une nouvelle technique ou expérimentation ?)

A ce titre, pour le T.O. 1.2 comme pour les dispositifs de coopération, l'existence de fichiers contacts sur les bénéficiaires, le plus à jour possible, est également un plus à anticiper en vue de l'évaluation finale de la contribution du programme à l'innovation.

7.a2) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?

7.a2.a) Réponse à la question d'évaluation

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée en tant que mesure contribuant de manière principale à ce domaine prioritaire (DP).

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP1B :

16.1.1 Coopération pour le Partenariat Européen pour l'Innovation

16.4.1 Coopération circuits courts

16.7.1 Stratégies locales de développement forestier

On notera ici que la mesure 16, quels que soient les dispositifs listés ci-dessus, ne fait l'objet, à ce stade, de programmation. Aucun dossier n'est en effet engagé au titre des 3 types d'opération 16.1 à 16.7.

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire (C12)	T2: nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n o 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	
Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire (C12)		Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

1. a3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Ce domaine prioritaire ne fait l'objet d'aucune programmation. En effet, en ce qui concerne les opérations de coopération, la mise en œuvre du Partenariat Européen pour l'Innovation au titre de la sous-mesure 16.1 et les autres dispositifs de la Mesure 16 (circuits courts, stratégies locales de développement forestier) n'ont donné lieu à ce stade à aucune programmation (lancement des appels à projets en cours d'année 2018).

L'impact quantitatif à l'échelle du DP 1B, ne pourra donc être apprécié à ce stade et devra faire l'objet d'une évaluation plus étayée dans le cadre de l'évaluation finale du programme.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

La valeur de l'indicateur T2 « Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n o 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) » devrait être, ce stade de la programmation, égal à 0.

Méthodes qualitatives

Raisons de l'utilisation de la méthode

Qu'il s'agisse des groupes opérationnels du Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) ou d'autres projets de coopération relatifs aux circuits courts ou aux stratégies de développement forestier, il a été décidé que l'analyse porterait, faute de réalisations, sur une caractérisation des candidatures et des modalités de sélection (via appel à projet) des groupes opérationnels PEI.

Description des méthodes utilisées

- Recherche d'informations qualitatives, lorsque celles-ci existent, au cœur des candidatures reçues dans le cadre d'appels à projets (diversité du partenariat créé)
- Analyse des critères et modalités de sélection fixées dans les appels à projets régionaux

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			Total des dépenses publiques (en €) (16.1 à 16.9) Osiris
Indicateur de résultat commun	T2 : Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	Non				Osiris
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Le lancement puis la mise en œuvre des actions rattachées aux sous-mesures Coopération (Partenariat Européen pour l'Innovation, Circuits courts, Stratégies locales de développement forestier) ont été retardés. En raison de l'absence de programmation, engagements et paiements sur ce DP, il est difficile de proposer une réponse à la question évaluative n°2.

Il conviendra de retravailler la méthode évaluative et d'approfondir les analyses sur la base de projets effectivement programmés et payés lors de l'évaluation finale du programme.

1. a6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de la mise en œuvre

Le DP 1B mobilise, à titre secondaire, trois dispositifs relevant de la Mesure 16- Coopération :

Le T.O. 16.1 PEI est doté d'une enveloppe FEADER estimative de 653 184€, le T.O 16.4 Circuits courts d'une maquette FEADER de 501 696 € et le T.O. 16.7 d'une enveloppe équivalant à 801 360€ de FEADER.

Aucun de ces dispositifs n'a fait l'objet, à ce stade, de programmation. Le lancement du dispositif PEI a été retardé du fait du caractère novateur de l'approche (temps d'appropriation de la méthode associée à ce nouveau dispositif, complexité de traitement de dossiers rassemblant des partenaires de régions administratives limitrophes). Un appel à projet PEI a notamment été lancé en cours d'année 2018.

II. Analyse par critère de jugement

C12 - Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire

A ce stade de la programmation, aucun des types d'opération de la mesure 16 Coopération n'a été programmés ou engagés. Ne disposant d'aucun élément de réalisation nous ne pouvons donc répondre formellement à ce critère de jugement ni émettre de recommandations. Toutefois, une première analyse succincte de l'appel à projet lancé a permis de déceler quelques premiers constats relatifs à la diversité des partenariats construits dans le cadre des candidatures à l'appel à projet PEI, lancé à l'échelle des 3 PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin.

Indicateur additionnel : Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

L'analyse des candidatures et grilles de sélection associées à l'appel à projets PEI fait état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Ces partenariats associent notamment des acteurs du conseil et développement, des experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de

la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

La diversité des partenariats repose également sur l'ouverture de l'appels à projet PEI à trois thématiques prioritaires, laissant ouverte la possibilité d'un décloisonnement sectoriel selon les projets :

- agriculture et environnement (climat, agroécologie/foresterie...),
- développement territorialisé (amont/aval, ressources locales, produits/ conso...)
- performance économique (productions/marchés, nouveaux produits/filières...)

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

7.a7) Conclusions et recommandations

7.a7.a) Conclusion / Recommandation

Conclusion C1:

Les premières analyses montrent que les types d'opération 16.1 à 16.7 sont susceptibles de contribuer significativement au renforcement des liens entre agriculture, production alimentaire, foresterie et le monde de la Recherche et Développement, en région Limousin. La mise en œuvre de ces dispositifs ayant été retardée (et ne faisant l'objet à ce jour d'aucun dossier engagé), il est cependant difficile d'apprécier ces contributions (lancement de l'appel à projet PEI en 2018...).

Recommandation R1:

Une attention devra dès lors être portée à l'accélération du lancement des projets de coopération (en particulier les projets PEI dont les modalités particulières nécessitent du temps d'appropriation de la part des bénéficiaires) afin de déployer pleinement le potentiel de ces actions sur les territoires et auprès des différentes filières régionales.

7.a3) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Ce domaine prioritaire n'est activé pour aucune des mesures du PDR Limousin

7.a4) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?

7.a4.a) Réponse à la question d'évaluation

4.1 Liste des mesures contribuant au DP 2A

Le DP 2A contribue à deux des quatre priorités constituant l'ossature de la logique d'intervention du PDR de la Région Limousin :

- **1ère priorité** : Préserver des paysages et des milieux naturels de qualité en zone de montagne et dans les zones défavorisées en soutenant l'agriculture et la sylviculture ;
- **3ème priorité** : Développer la compétitivité des exploitations agricoles, forestières et des entreprises agro-alimentaires.

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » au DP 2A

Trois mesures du PDR contribuent au DP 2A en ce qui concerne les exploitations agricoles :

- M01 - Transfert de connaissances et actions d'information
- M04 - Investissements physiques
- M16 - Coopération

Mesure M01

Cette mesure M01 ne comporte qu'une sous mesure ouverte :

- Sous-mesure M.1.2 avec le TO 0121 : *Soutien aux projets de démonstration et actions d'information*

Mesure M04

La **mesure 4** constitue une mesure clé par l'importance de sa dotation dans la maquette V9.1 du FEADER, par le nombre de types d'opérations ouverts et enfin par l'importance des publics ciblés.

- Sous-mesure 4.1 – *Aide aux investissements dans les exploitations agricoles* avec les TO suivants :
 - TO 0411 : Plan de modernisation de l'élevage (inclus dans PCAE) ;
 - TO 0412 : Maîtrise de l'énergie (opération inactive à compter du 1er décembre 2017)
 - TO 0413 : Investissements matériels collectifs
 - TO 0414 : Investissements dans les exploitations agricoles (dans le cadre d'un instrument financier)
 - TO 0415 : Plan végétal environnement

Le sous mesure 4.1 mobilise 92% de la maquette FEADER de la sous mesure M04.

- Sous-mesure 04.2 - *Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles* avec les TO suivants :
- TO O0422 : investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles par des agriculteurs et leurs groupements
- TO O0423 Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles par des agriculteurs et les IAA (dans le cadre d'un instrument financier)
- TO O0432 Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau

Le sous mesure 4.2 mobilise 8% de la maquette FEADER de la sous mesure M04.

Mesure M16

- sous-mesure 16.1 avec le type d'opération 16.1.1 : *Aide au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI et à la réalisation de leurs projets pilotes.*

4.2) Méthode appliquée

Méthodes quantitatives

Mesures M01 et M16

Pour la mesure M01 et le TO 1.2.1, le fichier OSIRIS reçu présente trop de lacunes pour permettre de formuler un bilan des réalisations au 31/12/2018.

Pour ces deux mesures, le fichier « état d'avancement du PDR de la Région Limousin » de Novembre 2018 s'avère être la seule source disponible pour dresser un bilan des réalisations.

Pour la mesure M16, aucun fichier de type OSIRIS n'est disponible.

Mesure M04 – sous mesures 4.1 et 4.2

Les TO O0422, O0423 et O0414 n'enregistrent aucun dossier engagé sur la base de l'état d'avancement du PDR de la Région Limousin (Novembre 2018). Il en est de même pour le TO 16.1.1 PEI de la mesure M16.

Seuls les types d'opérations de la sous mesure 4.1 ayant donné lieu à des réalisations sont retenus pour l'analyse du bilan des réalisations et pour répondre à la question évaluative.

Les différentes sources de données qui ont été mobilisées sont :

- le fichier OSIRIS de la sous mesure 4.1 (extraction février 2019) fourni par l'AG ;
- les fichiers spécifiques des services instructeurs fournis par l'Autorité de gestion ;
- les travaux de l'ODR INRA pour renseigner l'indicateur de résultat R2 ;
- l'enquête par courriel réalisée auprès des exploitations agricoles bénéficiaires d'au moins un type d'opération de la sous mesure 4.1.

L'analyse des données issues d'OSIRIS se fait en ne retenant que les dossiers soldés ou réalisés complets.

Calcul du T4 « Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation »

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X) \times 100$:

I . O4: Nombre d'exploitations agricoles ayant bénéficié d'un investissement dans au moins un des types d'opération de la sous mesure M0401. Le calcul se fait sans doublon, une exploitation ayant pu bénéficier de plusieurs TO de la sous mesure M0401.

II. X : Nombre total d'exploitations agricoles.

Il est recommandé le calcul de l'indicateur R2/T4 à partir de l'**année de base 2013**. La valeur de X pour le Limousin est de 13 695 exploitations (source Agreste ESEA 2013).

Indicateur additionnel : « Nombre de projets de mise aux normes soutenus »

L'indicateur a été renseigné sur la base de 8 tableaux de suivi des projets d'investissements de la mesure M04 fournis par l'Autorité de gestion. Ces tableaux ont ensuite été traité pour isoler les projets répondant au critère « mise aux normes ».

Les dossiers concernés sont fléchés soit Projet à enjeu environnemental (2014), soit projets réalisés en Zones vulnérables (nouvelles et futures, cad 2012 et 2015) pour les années 2015 et 2016 soit, pour 2017 et 2018, « mise aux normes » en distinguant « filière avicole » et « filières hors avicoles ».

Indicateur additionnel « Pourcentage des investissements réalisés collectivement »

L'indicateur est le ratio entre :

X : montant total des investissements collectifs, c'est-à dire investissements réalisés par une CUMA ou un GIEE ;

Y : montant total des investissements réalisés, toutes formes juridiques confondues.

Calcul de X : un tri est effectué sur la typologie des bénéficiaires de la mesure M04. Seuls les dossiers dont la forme juridique est une CUMA ou un GIEE sont retenus. Les dossiers retenus sont soldés ou réalisés complets au 31/12/2018.

Sur la base de cet échantillon, le total des investissements réalisés renseignés dans OSIRIS est calculé.

Calcul de Y : il s'agit du total des investissements réalisés au travers de la sous mesure 4.1, et ce quel que soit la forme juridique du bénéficiaire (exploitant agricole, CUMA, GIEE, etc.)

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel « *Analyse et interprétation de l'amélioration de la production agricole et des revenus dans les exploitations soutenues* »

Deux sources sont mobilisées pour le renseigner :

- d'une part, les résultats de l'enquête auprès des bénéficiaires, notamment la partie 3 du questionnaire qui porte sur les effets de l'investissement aidé sur les performances économiques de l'exploitation ;
- d'autre part, les travaux de l'ODR INRA, qui au travers d'un modèle linéaire mixte, a calculé l'impact du PDR sur la production agricole et les revenus : l'indicateur retenu est l'assiette de cotisation brute par quantité de travail (UTA) exprimée en € qui présente une bonne corrélation avec le revenu. L'impact causal du PDR est la différence en 2017 entre les bénéficiaires et leurs jumeaux hypothétiques, c'est-à-dire ces mêmes bénéficiaires sans l'effet du PDR.

Enquête sur les effets des actions d'information et projets de démonstration et leurs effets sur les capacités d'innovation et d'adaptation aux changements des publics visés

Une enquête qualitative a été menée par courriel : l'ensemble des contacts disponible à l'échelle de la région Nouvelle Aquitaine étaient de 33 mais seuls 4 d'entre eux concernaient des actions conduites en Limousin.

Un courriel contenant le questionnaire d'enquête, à retourner dûment renseignés, a été transmis aux 4 structures concernées de la région Limousin en date du 1er Avril 2019 : seulement 2 réponses ont été reçues pour cette région.

Enquête sur les impacts du soutien du fonds FEADER aux investissements dans les exploitations agricoles en termes de performances, de modernisation et de restructuration.

Cette enquête a été réalisée par courriel via des bénéficiaires d'au moins un dossier réalisé sur les différents types d'opérations de la sous mesure 4.1. On ne disposait que de 45 adresses internet pour la Région Limousin répondant au critère de sélection. Compte tenu de ce faible nombre d'adresses courriels disponibles, une enquête téléphonique auprès de 47 chefs d'exploitations a été réalisée pour pallier à cette situation.

Au préalable, l'Autorité de gestion a validé le questionnaire et a informé les chefs d'exploitation du lancement de cette enquête et de son objectif.

L'échantillon de réponses reste limité : le taux de réponse a été de 36% soit 33 questionnaires validés.

L'ensemble a ensuite fait l'objet d'un dépouillement exhaustif permettant de disposer d'une part des résultats de chaque question sous forme de tableaux et d'autre part d'une base de données sous tableur permettant éventuellement de faire des analyses croisées.

4.3 Problèmes rencontrés

Les informations disponibles sont fragmentaires ou absentes, tant pour M01 que pour M16

Concernant le sous mesure M 1.2 et le TO 1.2.1, il existe juste un fichier de suivi consolidé des dossiers programmés au titre de ce TO (voir § 7.e3).

La mesure M16 (TO 16.1.1) n'ayant donné lieu à aucun dossier engagé sur la période 2014-2018, il n'a pas lieu de rendre compte des réalisations.

Pour les indicateurs O4 et T4, le nombre de bénéficiaires uniques de la sous-mesure 4.1 a été calculé comme suit :

- tri sur la forme juridique : sélection des dossiers dont le bénéficiaire a un statut d'exploitation agricole ;
- les 381 dossiers dont la forme juridique est « non renseignée » dans le fichier OSIRIS, sont considérés comme *exploitation agricole* si la colonne « Nom prénom ou dénomination sociale » comporte le nom et le prénom d'une personne physique ;
- Ensuite les doublons sont supprimés sur la base du n° SIRET.

L'indicateur supplémentaire « *Pourcentage des investissements réalisés collectivement* » n'a pas pu être calculé précisément sur la base des données du fichier OSIRIS.

4.4 Réponses à la question évaluative

I. Bilan de mise en œuvre des sous mesures M 1.2, M 4.1 et M 16.1

Sur la base de l'état d'avancement du PDR de la région Limousin, les réalisations de la sous mesure 1.2 sont à ce jour très partielle : seulement 2 dossiers sont engagés au titre du TO 1.2.1, représentant pour le DP 2A 9,5% de la maquette FEADER. Un seul dossier a été payé.

En ce qui concerne la sous mesure 16.1 et le TO 16.1.1, la mise en œuvre du PEI (appel à projet lancé en 2018), n'a donné lieu à aucun dossier programmé à la date du 14/11/2018.

Sur la base du fichier OSIRIS de la sous mesure 4.1 et des TO sélectionnés :

- Le montant engagé total est de 22 914 309 € dont 61% de FEADER (soit 13 900 493 €)
- Le montant payé au 31/12/2018 est 22 087 061 € de dépenses publiques totales soit 96% des engagements. Le montant FEADER payé est de 13 486 960 € soit 97% du FEADER engagé. 378 dossiers, soit 61%, sont soldés.

Compte tenu de la diversité des types d'opérations et du poids relatif pris par le PCAE après la convergence des trois PDR, il convient de présenter un bilan des réalisations par TO.

En Limousin, deux TO représentent pratiquement 98% des dossiers

- TO 0411 - *Plan de modernisation des élevages* : 421 dossiers (soit 68% du total) pour 80% du montant engagé (total des aides) ;
- TO 0413 - Investissements matériels collectifs : 185 dossiers engagés (soit 30% du total) pour 19,5% du montant engagé (total des aides).

Les trois autres TO de la sous mesure 4.1 représentent en cumul seulement 14 dossiers (2,3% du total) et 0,5% du total engagé.

Le nombre de dossiers réalisés pour la sous mesure 4.1 est de 619 ; le nombre de bénéficiaires uniques, calculé selon la méthode présentée au § 7.e3 est de **415 exploitations agricoles**.

Au 31/12/2018, la valeur de l'indicateur de résultat T4 (*pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation*) serait de 3,0%.

II. Analyse par critère de jugement (

a. Les exploitants ont bénéficié d'outils leur permettant d'améliorer leurs connaissances et leur capacité d'innovation et d'adaptation au changement.

Typologie des projets d'information et de démonstration par thématique et type de public

Les actions réalisées ou programmées au titre du T.O. 1.2 visent ainsi à la fois des actifs agricoles (exploitants & salariés), des conseillers et techniciens agricoles et des professionnels ou des propriétaires forestiers.

Elles sont mises en œuvre par des structures au profil diversifié : chambres d'agriculture départementales et régionale, interprofessions, institut de l'élevage (IDELE), centres de recherche et laboratoires d'expérimentations (ex : CIIRPO), etc.

Cette pluralité de publics cible s'explique par la diversité des actions soutenues en elles-mêmes, que ce soit dans leur nature et dans les thématiques couvertes.

Sur le volet agricole en particulier, ces actions de démonstration et information recouvrent en Limousin un large champ large de thématiques.

Les intitulés des actions programmées témoignent là encore de la diversité des filières couvertes : filières d'élevage, herbe et fourrages, fruits à coque, fruits rouges, viticulture...

Evaluation des bénéficiaires sur les actions d'information et de démonstration

L'aide est perçue comme déterminante dans la mise en œuvre des actions d'informations et de démonstration conduite. Sans l'aide, les structures bénéficiaires auraient modifié leurs actions (moindre envergure) ou les auraient abandonnées.

Les répondants à l'enquête en Limousin perçoivent des retombées importantes des actions menées au titre de ce TO :

- Des retombées économiques notamment liées :
- Des retombées environnementales relevant quant à elles :

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au-delà de ce constat, il est, à ce stade difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

a. Les exploitations ont été modernisées et restructurées.

La réponse à ce critère de jugement s'appuie sur les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires de la sous mesure 4.1.

85% des réponses, et donc des effets qui seront identifiés dans les réponses, sont liées à une seule famille d'opérations du PDR de la Région Limousin : *Investissements pour la modernisation et la diversification des élevages*. Ce résultat n'est guère surprenant compte tenu de l'importance de l'élevage des herbivores en

Limousin.

L'aide attribuée par la Région sur la capacité des exploitations agricoles à réaliser ces investissements a été décisive pour 88% des exploitants interrogés. Cet indicateur est du même niveau (86%) pour les projets du type « *Investissements pour la modernisation et la diversification des élevages* » largement dominants.

L'aide financière s'avère déterminante : sans l'aide, 97% auraient modifié le projet. L'effet d'aubaine est négligeable.

L'effet principal a été de permettre une augmentation de la taille de l'atelier, de créer un nouvel atelier ou de restructurer l'atelier de production existant.

Les effets du projet aidé sont manifestement très significatifs puisque pour 4 d'entre eux, ils sont qualifiés de « très importants » à « importants » à plus de 75% :

- Amélioration des conditions de travail: pratiquement tous les projets aidés concourent à cet effet;
- Amélioration des conditions sanitaires et de leur contrôle.
- Amélioration du bien-être animal: les nouveaux bâtiments offrent plus de confort aux animaux et très souvent une atmosphère améliorée :
- Amélioration de la productivité / efficacité du travail : impact sur la compétitivité par UTA et sur le temps de travail par unité produite permise par les nouveaux bâtiments.

Les effets en termes économiques sont sensibles : plus de 50% des exploitations agricoles enquêtées bénéficient d'une progression de leur chiffre d'affaires (CA), de la valeur ajoutée (VA) et de l'excédent brut d'exploitation (EBE). L'effet du projet réalisé sur la réduction des coûts et donc l'amélioration de la compétitivité de l'exploitation ou de l'atelier spécifique est très important : il concerne 70% des exploitations enquêtées.

En résumé, le CA progresse pour 63% des bénéficiaires, la VA pour près de 60% et l'EBE pour 58%. Les trois indicateurs économiques sont stables pour environ un tiers de l'échantillon. .

Compte tenu du profil des exploitations enquêtées et de la typologie des projets aidés, les évolutions déclarées des indicateurs de la performance économique et le projet aidé sont fortement à très fortement liées (fréquence 64%).

Au sein de l'échantillon moins d'un quart des dossiers (8 réponses, 24%) sont à l'origine de la création d'emplois : la moyenne est de 0,9 ETP par projet réalisé déclaré comme créateur d'emploi. Si on extrapole à l'univers des 436 exploitations agricoles bénéficiaires de la sous mesure 4.1, le bilan de la création d'emploi serait de 94 emplois pour la période 2014-2018. Il n'y a pas eu de réponses aux questions concernant le nombre d'emplois préservés ou supprimés.

Les effets environnementaux des projets aidés sont peu significatifs :

Les projets aidés ont contribué à la mise aux normes sanitaires dans 70% des cas et ce en liaison avec la prédominance écrasante des activités d'élevage de bovins et ovins au sein de l'échantillon. La mise aux normes environnementales de l'exploitation concerne près d'une exploitation sur deux.

a. La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues

Les conclusions des analyses de l'ODR INRA sont très mitigées en ce qui concerne l'évolution du chiffre

d'affaire (CA), de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et de la valeur ajoutée (VA) par UTA :

- Pour le CA, l'ODR INRA conclue que, entre 2013 et 2017, le changement de production par quantité de travail des exploitants bénéficiant d'un soutien du PDR n'est pas significativement différent des exploitations non bénéficiaires. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 se limite à +167,32 €;
- Il en est de même pour la VA : la différence de valeur de cet indicateur entre les 2 groupes d'exploitations agricoles n'est pas significativement différente entre 2013 et 2017. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est marginale (51,71 €) ;
- Enfin, pour l'EBE, l'ODR INRA conclut de façon identique aussi : la double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est aussi marginale (64,05 €).

Le calcul de l'indicateur R2 amène à des conclusions défavorables aux effets du PDR : les bénéficiaires des aides du PDR ont *un revenu par UTA* en 2017 inférieur de 6% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est négative (-628,49 €)

Ces données de l'ODR INRA témoignent que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR seraient inférieures à celles qui ne l'ont pas été.

4.5 Conclusions et recommandations

Conclusion 1

Les montants mobilisés sur les sous-mesures M1, M4 et M16 témoignent de l'importance accordée par le PDR de la Région Aquitaine à l'amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations agricoles ; le niveau des taux d'engagement à fin 2018 illustre l'importance de la demande de la part des porteurs de projets.

Recommandation 1

Le maintien de la compétitivité des exploitations agricoles ainsi que l'amélioration des conditions de travail et des pratiques respectueuses de l'environnement nécessite d'investir de manière récurrente. Il convient donc de maintenir dans la maquette FEADER une dotation suffisante pour les opérations permettant de répondre à ces besoins.

Conclusion 2

En ce qui concerne le TO 1.2.1 *Projets de démonstration et actions d'informations*, les structures bénéficiaires sont diverses, les outils développés et les actions menées au titre de ce T.O sont diffusés très largement et complémentaires. In fine, les actions soutenues auprès enregistrent des effets positifs auprès des bénéficiaires finaux tant en matière de choix d'investissements, de stratégies d'innovation et d'adoption de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement.

Recommandation 2

Une courte liste de questions relatives à l'innovation posées directement aux bénéficiaires dans le cadre

d'une enquête en ligne permettrait de compléter cette approche.

Conclusions 3

Le PDR joue un rôle clé dans la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles en leur fournissant la capacité de réaliser des investissements : l'aide financière s'avère déterminante dans la décision d'investir et les effets des projets réalisés sont manifestement très importants, notamment sur les points suivants :

- Amélioration des conditions de travail ;
- Amélioration des conditions sanitaires et de leur contrôle ;
- Amélioration du bien-être animal ;
- Amélioration de la productivité / efficacité du travail.

Recommandation 4

Les enjeux sociaux et environnementaux, longtemps négligés, constituent deux des trois piliers du développement durable. Ainsi, dans la logique d'intervention, il convient de garder une préoccupation permanente sur l'amélioration des conditions de travail (qui va aussi permettre dans une certaine mesure d'augmenter la productivité et la pérennité), la maîtrise des normes sanitaires et les performances environnementales de l'exploitation agricole.

Conclusion 5

Sur la base de l'enquête, les effets en termes économiques sont moins nets que ceux sur la restructuration et la modernisation.

Les données de l'ODR INRA témoignent que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR Limousin seraient inférieures à celles qui ne l'ont pas été : sur la base de l'indicateur R2 les bénéficiaires des aides du PDR ont un revenu inférieur de 6% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR.

Recommandation 5

Face à la complexité des analyses à conduire, il conviendra pour l'évaluation x-post de 2013 de maintenir un appui méthodologique fort et pris en charge au niveau national, pour réaliser les évaluations des effets économiques et ce sans biais de sélection, en renouvelant la robustesse de la méthodologie engagée par l'ODR INRA à l'occasion de ce RAMO 2019.

Conclusion 6

Le montant moyen des investissements réalisés et aidés par projet est élevé, notamment par rapport aux deux autres régions de la Nouvelle Aquitaine : la moyenne ressort à 125 K€ et la médiane est de 89 K€.

L'importance des montants investis témoignent du besoin récurrent dans les filières d'élevage de moderniser les bâtiments d'élevage, cet outil restant un des points névralgiques du fonctionnement d'une

exploitation.

Il n'a pas eu en Limousin de saupoudrage ni d'effet d'aubaine

Le nombre de bénéficiaires uniques est de **415 exploitations agricoles** soit un taux de pénétration (indicateur T4) qui se situe à seulement 3,0% de l'univers éligible alors que l'enveloppe FEADER du TO principal (4.1.1 *Plan de modernisation des élevages*) est pratiquement consommée à fin 2018.

Recommandation 6

Le besoin important et récurrent des filières d'élevage en investissements lourds avait été clairement identifié dans la formalisation de la logique d'intervention du PDR Limousin (voir 7.e1). Mais sa traduction au sein de la maquette FEADER se révèle insuffisante pour répondre aux besoins, l'enveloppe du TO principal étant pratiquement consommée au 31/12/2018.

Il faudrait à l'avenir doter le TO *Plan de modernisation des élevages* d'une enveloppe FEADER plus importante, quitte à faire des arbitrages en défaveur des TO qui sous consomment la maquette FEADER.

7.a5) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?

7.a5.a) Réponse à la question d'évaluation

5.1 Liste des mesures contribuant au DP 2B

Seule la sous-mesure 06.1 contribue directement au domaine prioritaire 2B ; elle répond au besoin identifié B13 *Renforcer la dynamique de création/transmission des exploitations agricoles*.

- Type d'opération O611 : Dotation Jeune Agriculteur (DJA)
- Type d'opération O612 : Prêts bonifiés (opération supprimée à partir du 9 mars 2017)

La nouvelle modulation de la DJA (TO O611.) est mise en œuvre à compter du 9 mars 2017.

Cependant, dans le cadre du RAMO 2019, outre les dossiers réalisés entre 01/01/2015 et le 09/03/2017, sont pris en compte les dossiers prêts bonifiés dont la date d'installation du jeune agriculteur est 2013, ou antérieure pour les cumuls pour le RDR2, et 2008 pour les dernières DJA payées au titre du premier règlement de développement rural (2000-2006).

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP2B.

Précisions relatives aux mesures concernées :

Au regard des fluctuations observées en termes de nombre annuel de bénéficiaires de la DJA (détails ci-après), il est important de rappeler que sur la période couverte par ce RAMO 2019 (2014-2018), la DJA a connu **deux réformes. En effet, toute réforme appliquée à un dispositif d'aide publique peut impacter, du fait des incertitudes engendrées chez les bénéficiaires potentiels, une baisse du nombre de dossiers de demandes d'aide déposés :**

- La 1ère réforme, en 2015 a modifié en profondeur certaines composantes du parcours à l'installation (durée de validité du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP), remplacement du PDE (Plan de Développement de l'Exploitation) par un Plan d'entreprise (PE) présentant un prévisionnel sur 4 ans).
- La seconde réforme est l'introduction d'une nouvelle grille de modulation à compter de 2017 : le PDR suit le cadre national sur la plupart des critères de modulation mais introduit ses propres conditions sur certains critères.

Ces deux réformes impactent notamment le montant moyen de l'aide consentie au titre de la DJA, globalement plus élevé. Le rythme des dépôts des dossiers pourrait aussi avoir été impacté du fait de l'évolution de leurs modalités de présentation et des incertitudes engendrées par ces réformes.

Nota : le fait que le contrôle définitif de l'installation n'ait lieu qu'au bout de 4 ou 5 ans maximum implique que le bilan définitif des réalisations ne pourra se faire qu'à partir des données de 2019 et de 2020.

5.2 Méthode appliquée

Méthodes quantitatives

Trois sources de données ont été mobilisées :

- le fichier OSIRIS du DTO 6.1.1 (extraction février 2019)
- les données de contexte par ancienne région fournies par le SRISSET de la région Nouvelle Limousin sur la base des travaux de l'ODR INRA
- les données de réalisation et de contexte fournies par les publications les plus récentes de l'observatoire de l'installation réalisées par la Chambre Régionale Nouvelle Aquitaine qui couvre la région Limousin.

Pour obtenir une première vision du bilan des réalisations sur la période 2014-2018, il a été procédé à l'analyse des données issues d'OSIRIS en ne retenant que les dossiers dont le statut est « réalisé ».

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du R3/T5 « pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR » :

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X) \times 100$:

I . O4: Nombre d'exploitations ayant soutenu des investissements ciblant les jeunes agriculteurs sur la période de programmation. (Uniquement sur les données du TO 6.1.1)

II. X : Nombre total d'exploitations agricoles en activité.

La valeur cible est axée sur la sous-mesure 6.1 « aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs » en comparaison du nombre total d'exploitations agricoles existantes

L'appui méthodologique national sur les indicateurs de résultat recommande le calcul de l'indicateur R3/T5 à partir de l'année de base 2013, si la donnée 2013 existe. La donnée existe dans l'enquête d'Agreste sur la

structure des exploitations agricoles de 2013 (ESEA 2013). La valeur de X pour la région Limousin est de 13 695 exploitations agricoles.

Indicateur additionnel : « Moyenne d'âge des nouveaux exploitants »

OSIRIS fournit la date de naissance du bénéficiaire et la date prévisionnelle d'installation : on peut donc en déduire par année civile l'âge moyen des nouveaux exploitants à la date prévisionnelle de leur installation (indicateur plus précis que la date de demande d'aide).

L'analyse s'est faite par année sur la période 2015-2018 (de 122 à 171 données par année) et sur le cumul des 4 ans (591 données). Aucun dossier pour l'année 2014 n'est présent dans le fichier OSIRIS.

Indicateur additionnel « Nombre d'installation Hors Cadre Familial »

Le fichier OSIRIS précise dossier par dossier si l'installation a eu lieu « *Hors Cadre Familial* »

Indicateur additionnel « Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant de la DJA »

X : nombre de dossiers dont le bénéficiaire a moins de 30 ans

Y : nombre total de bénéficiaires de la DJA sur la période 2014-2018

L'indicateur est le ratio X/Y. L'analyse a porté sur 591 dossiers

Indicateur additionnel « Evolution du niveau de qualification des bénéficiaires de la DJA »

Le fichier OSIRIS précise l'intitulé complet du diplôme du demandeur de l'aide. Les intitulés ont été classés selon les 5 niveaux utilisés dans l'enseignement (Niveau I à V) en rajoutant la VAE (Validation des acquis de l'expérience). Un calcul du poids relatif des niveaux de diplômes des dossiers retenus a été réalisé sur les années 2015 à 2018.

Indicateur additionnel « Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans »

Cet indicateur a été calculé sur la base du traitement des données de la MSA par l'ODR INRA sur la période 2014 à 2017 (2018 non disponible) : la base de données fournit le nombre d'agriculteurs par tranche de dix ans (de moins de 30 ans à plus de 70 ans). L'indicateur exprimé en % est calculé par année (2014 à 2017) comme le ratio X/Y :

X : nombre d'agriculteurs de « *moins de 30 ans* » et de « *de 30 à 39 ans* »

Y : nombre total d'agriculteurs dont l'âge est renseigné dans la base fournie

L'évolution de l'indicateur est commentée sur la période 2014 à 2017.

Indicateur additionnel « Taux de renouvellement des installations »

Cet indicateur a été défini comme le ratio entre :

X : nombre total d'installations en agriculture (hors transferts entre époux)

Y : nombre de cessations

Les données mobilisées sont celles fournies par l'observatoire de l'installation de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle Aquitaine qui dispose pour le Limousin d'une série complète 2014-2018 pour les cessations mais seulement de 2014 à 2016 pour le total des installations. La source des données est la MSA.

Indicateur additionnel « Nombre d'installations en zone défavorisée (par type de zone) »

La répartition entre les trois types de zones et leur poids relatif sont donc disponibles : l'analyse porte sur chacune des années de la période 2015-2018 sur un total de 591 données.

Indicateur additionnel « Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018 »

Cet indicateur est le ratio entre :

X : nombre d'installations ayant bénéficié de la DJA et donc soutenues par le PDR

Y : nombre total d'installations en agriculture

Y : deux sources potentielles de données : le CFE et la MSA dont les chiffres divergent. Le choix a été fait de mobiliser les données de l'Observatoire régionale de l'installation qui fournit des données sur la période 2014-2016.

Méthodes qualitatives : un entretien et plusieurs échanges de courriels ont été réalisés avec la responsable de l'Observatoire régional de l'installation de la Chambre régionale d'agriculture de la Nouvelle Limousin.

5.3 Problèmes rencontrés

Compte- tenu des spécificités de l'aide à l'installation (TO 6.1.1) décrites ci-avant (déroulement et suivi sur 4 à 5 ans, avec un contrôle de 100% des dossiers à la fin du Plan d'Entreprise), les données fournies par le fichier OSIRIS ne permettent pas de présenter un bilan complet des réalisations de l'installation en Limousin ; celui-ci ne pourra être réalisé a priori que lors de l'évaluation ex-post de 2023. **Le bilan présenté ici est donc plus un bilan de l'état de l'instruction du TO 6.1.1 qu'un véritable bilan des réalisations** même si la plupart des indicateurs (âge, niveau de qualification, zones d'installation, type d'installation, etc.) sont robustes et permettent de répondre à la question évaluative.

Notamment, le fichier OSIRIS du TO 6.1.1 ne comporte pas les champs habituels « état du dossier » et « statut du dossier » qui permettent de retenir pour le RAMO 2019 les dossiers soldés ou réalisés complets. Du fait des spécificités de la DJA, aucun dossier n'est soldé ni réalisé complet au 31/12/2018. Ce fichier ne renseigne pas sur la date effective du démarrage de l'activité du bénéficiaire de la DJA : il indique seulement « la date prévisionnelle d'installation », sachant que le bénéficiaire dispose de 9 mois pour démarrer son activité à compter de la date de la décision juridique. Il en résulte que les analyses sur la dynamique d'installation par année civile sur la base du fichier OSIRIS n'informe que sur celle des dépôts de demande et de l'instruction mais pas sur celle pas des installations effectives.

Pour avoir des chiffres sur le nombre effectif d'installations par année civile, on peut se reporter aux données de l'observatoire régional de l'installation qui publie chaque année un bilan des installations aidées

et non aidées en Nouvelle Aquitaine et ce par ancienne région dont le Limousin.

5.4 Réponses à la question évaluative

Bilan de mise en œuvre du dispositif TO 6.1.1

En région Limousin, la mobilisation du TO O611 pour encourager l'installation en agriculture est justifiée par plusieurs facteurs :

- la perte de nombreuses exploitations sur le territoire depuis 2000 (baisse de 22 % entre 2000 et 2010) et la désertification de certaines zones rurales du fait d'un manque d'attractivité pour les nouveaux actifs agricoles ;
- une baisse quasi-continue des installations bénéficiant des aides nationales depuis 2006 (- 34 %) même si la tendance semble se stabiliser depuis 2010 ;
- une nette progression des installations ne bénéficiant pas des aides nationales à partir de 2009 ;
- Par ailleurs, le vieillissement des exploitants s'accroît (en 2010, 23 % des agriculteurs ont plus de 55 ans) et pose un sérieux problème de renouvellement ainsi que la question de la pérennisation du salariat agricole. 65 % des exploitants de plus de 55 ans déclarent aujourd'hui ne pas avoir de successeur, ce qui représente quelques 80 000 ha de SAU qui seront libérés à moyen terme mais sans destination connue.

Pour le DP 2B, les objectifs du programme de développement rural 2014-2020 en Région Limousin sont :

- aider à l'installation agricole et à la transmission des exploitations ;
- encourager les opérations collectives et nouvelles formes d'organisation du travail.

Les opérations mises en œuvre dans le cadre du TO O611 permettront de répondre aux objectifs liés à ce domaine prioritaire. L'aide au démarrage des jeunes agriculteurs permet de contribuer au financement du capital de l'exploitant qui constitue une difficulté importante lors de l'installation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2018, sur la période 2015-2018, le nombre d'installations ayant bénéficié de la DJA est de 591 (dossiers réalisés selon fichier OSIRIS), variant selon les années d'un minimum de 122 en 2015 à un maximum de 171 en 2018. La moyenne annuelle de la période est de 150 installations aidées par an.

Pour sa part, l'observatoire régional de l'installation enregistre sur les années 2014-2018 **un total de 756 installations effectives** avec une légère baisse sur les années 2017 et 2018. La différence s'explique en partie par la prise en compte des installations effectuées en 2014, absentes du fichier OSIRIS. La moyenne annuelle selon cette source est de 152 installations par an sur les années 2014-2018.

98,1% des installations se font à titre principal, 1,6% à titre secondaire et seulement 0,3% sont des installations progressives.

La DJA de 522 dossiers a été payée à 80%, ce qui représente le 1er versement pour une installation à titre principal ou à titre secondaire. Seulement 2 installations progressives sont enregistrées dans le fichier OSIRIS et ont été payées (50% d'acompte du montant total de la DJA).

Sur la base du tableau de suivi par dispositif (10 novembre 2018), le taux d'engagement du FEADER sur le TO O611 est en Limousin de 51,1%. La maquette V8 prévoit 28,8 M€ de FEADER sur ce dispositif.

La médiane de l'aide par dossier est de 21 120 € variant du fait de la modulation entre un minimum de 7 000 € à un maximum de 51 400 €. La moyenne est peu différente (21 033 €).

La médiane du montant total investi par projet est 333 000 € (la moyenne est peu différente). Mais seulement 246 données (soit 42%) sont renseignées sur cet indicateur.

Les indicateurs « *type d'exploitation du pré-installé, cad individuel ou sociétaire* » et « *forme juridique de la société* » ne sont renseignés que très partiellement dans le fichier OSIRIS; 150 installations en GAEC sont enregistrées soit au minimum 25% des installations sous ce statut.

I. Analyse par critère de jugement

- a. Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans le secteur agricole.

Moyenne d'âge des nouveaux installés et taux de nouveaux installés de moins de 30 ans

La moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA varie peu en fonction des années (2015-2018) : elle est de 27 à 28 ans pour une moyenne de 28 ans et **une médiane à seulement 26 ans**, soit nettement plus jeune que l'ensemble des installations. En moyenne sur la période 2015-2018, près des deux tiers (64%) des bénéficiaires de la DJA ont moins de 30 ans à la date prévisionnelle de leur installation.

Ce constat conforte la dynamique de renouvellement et témoigne que le dispositif de la DJA du PDR permet une entrée précoce dans le métier : plus les nouveaux installés entrent tôt dans le secteur agricole, plus le nombre d'années d'activité dans ce secteur peut être potentiellement élevé. Les interventions du PDR, par l'intégration de jeunes de moins de 30 ans, favorisent le renouvellement générationnel.

Nombre d'installations Hors Cadre Familial

C'est effectivement le cas avec près d'un projet sur quatre concernant un bénéficiaire s'installant en dehors du cadre familial. En effet, en Limousin, le poids relatif *des installations Hors cadre familial (HCF)*, tend à augmenter : s'il représente 25% des DJA en 2015, il atteint 29% en 2018 (163 installations HCF sur un total de 591).

Evolution du niveau de qualification des bénéficiaires de la DJA

Les niveaux de diplômes / qualifications, présentent une légère variation en fonction des années : 91% à 98% des bénéficiaires de la DJA présentent des diplômes de niveaux IV (équivalent brevet professionnel) et III (niveau technicien supérieur). A noter une nette dominante du niveau IV (73% en moyenne).

Enfin, il doit être noté que pour être éligible à la DJA, il est nécessaire de disposer de la capacité professionnelle agricole qui exige au minimum un diplôme, titre ou certificat de niveau IV. La DJA constitue donc une incitation à l'atteinte du niveau de qualification requis pour être éligible. Par voie de

conséquence les interventions du PDR soutiennent l'entrée d'exploitants qualifiés.

- a. Le dispositif a contribué à la stabilité de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs

Pour rappel, les indicateurs valorisés au titre du critère précédent permettaient de constater :

-que la moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA est nettement inférieure à celle que l'ensemble des installations en région Limousin

-que ce dispositif a ainsi contribué à la stabilité de la part des agriculteurs de moins de 40 ans avec en moyenne 64% des installations aidées réalisées par des agriculteurs de moins de 30 ans.

Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans

Nota : les données disponibles concernent les agriculteurs en général, sans préciser s'ils sont chefs d'exploitation ou pas.

Sur la base des analyses de l'ODR INRA à partir des fichiers de la MSA, le pourcentage d'agriculteurs de moins de 40 ans évolue lentement à la hausse sur la période 2014-2017 (la donnée n'est pas disponible pour 2018) : on passe ainsi de 20,5% en 2014 à 21,1% en 2017. Parmi les trois régions de la Nouvelle Aquitaine, le Limousin affiche le taux le plus élevé sur cet indicateur.

Taux de renouvellement des installations

Il est défini comme le ratio entre nombre total d'installations (aidées ou pas, hors transferts entre époux) et le nombre de cessations

En retenant les chiffres de l'observatoire de l'installation, il est notable que les différents dispositifs mobilisés ne permettent pas de compenser l'ensemble des départs. En effet, le **taux de renouvellement, qui fluctue fortement d'une année sur l'autre, est inférieur à 100% : 62% en 2014 à près de 73% en 2018 (il était de seulement 55,4%% en 2013)**. Ainsi, 10 cessations d'activité ne sont compensées que par 6 à 7 installations. Cela induit une réduction continue du nombre d'exploitations.

Nombre d'installations en zones défavorisées (par type de zone)

Sans surprise compte tenu de la géographie physique de la région Limousin, 35% des installations ont lieu en zone de montagne et 65% en zones défavorisées. Le nombre d'installations aidées en zone de montagne tend cependant à baisser légèrement.

Ces données illustrent que, via les modulations de la DJA mais aussi des effets conjoints des autres mesures (des bonifications de +5% à +20% sur le taux d'aide sont appliqués à trois TO de la mesure M04, dont le PMBE, si un des bénéficiaires est JA ou installé depuis moins de 5 ans), le PDR répond à un des enjeux clés identifié comme un des besoins prioritaires, à savoir maintenir une activité agricole sur l'ensemble du territoire régional pour éviter la formation de zones de déprises agricoles dans les zones à fortes contraintes.

Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018

En liaison avec les fluctuations des deux chiffres utilisés pour calculer le ratio, l'indicateur fluctue fortement d'une année à l'autre : s'il est de 45% en 2014, sa valeur augmente fortement l'année suivante pour atteindre 65%. Il reste que le taux de pénétration du dispositif DJA au sein de la population qui s'installe en agriculture est très élevé en Limousin, notamment en comparaison des deux autres régions de la Nouvelle Aquitaine.

5.5 Conclusions et recommandations

Conclusion

Le PDR au travers du dispositif « aide à l'installation – DJA » a clairement soutenu le renouvellement générationnel : avec *un taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations* estimé à au moins 45%, le dispositif favorise l'entrée dans le métier d'agriculteurs beaucoup plus jeunes (médiane 26 ans) que l'âge moyen des non bénéficiaires.

La stabilisation du pourcentage d'agriculteurs de moins de 40 ans en Limousin est ainsi à mettre au crédit du PDR : ce taux est en légère augmentation sur la période 2014-2017 (21% en 2017).

Recommandation

Ce dispositif, encadré au niveau national laisse des marges de manœuvre limitées, en région, à des modulations du montant de la DJA mais pas aux règles d'accès au dispositif.

Ainsi, il apparaît souhaitable de maintenir les critères de la grille de modulation du montant de la DJA introduite en 2017. La question de la baisse du poids relatif des installations en zone de montagne reste posée : une augmentation de la DJA suffirait-elle à enrayer cette évolution inquiétante ?

Conclusion

La dynamique à l'installation aidée reste forte puisque l'état d'avancement du PDR de la région Limousin en Novembre 2018 fait état de 718 dossiers engagés sur la sous mesure 6.1.1 (DJA).

Recommandation

Pour la région Limousin, le principal enjeu reste d'atteindre la valeur cible de l'indicateur T5 à échéance de 2023, à savoir un nombre de bénéficiaires de 8,13 % au sein de l'univers régional des exploitations et de mobiliser le montant FEADER qui reste à engager à la date de Novembre 2018 (soit 14,1 M€ représentant 48,9% du total de maquette V7 affectant au TO 0611 28,78 M€ de FEADER).

Le fait de retenir comme valeur de référence le nombre total d'exploitations en 2013 (alors que celui-ci baisse régulièrement) contribue à rendre l'indicateur cible T5 particulièrement ambitieux. Pour atteindre la valeur cible, le PDR 2014-2020 doit aider à installer près de 1 115 JA. Selon le fichier OSIRIS, à la fin 2018, 591 dossiers ont été réalisés soit 53% de l'objectif. L'enjeu reste donc de réaliser d'ici la fin de la programmation près de 524 installations aidées.

Conclusion

Les bénéficiaires de la DJA sont issus en termes de formation à 90% de l'enseignement agricole avec des

diplômes majoritairement de niveau IV : ils peuvent être considérés comme suffisamment qualifiés mais avec une formation très homogène et un niveau minimal, celui du brevet professionnel.

L'importance des installations Hors Cadre Familial (près de 30% en fin de période) permet de diversifier les origines sociales des nouveaux installés.

Recommandation

Une augmentation du poids relatif des niveaux III (technicien) au sein des bénéficiaires est sans doute souhaitable.

Conclusion

Le PDR contribue au renouvellement de 60% à 70% des exploitations. Ainsi, 3 à 4 exploitations sur dix ne font pas l'objet d'une reprise en tant que telle, laissant potentiellement les SAU correspondantes inutilisées.

Ces terres agricoles peuvent être 1) reprise par un agriculteur ou plusieurs agriculteurs (dont des JA), 2) laissées à l'abandon ou 3) reprises en partie. Le scénario de la reprise par un ou plusieurs agriculteurs est de loin le plus fréquent et contribue à l'agrandissement de la taille moyenne des exploitations. En effet, ces terres constituent l'opportunité pour des exploitations, de s'agrandir, et, ce faisant, de réussir à trouver leur viabilité voire renforcer leur rentabilité économique.

In fine, la baisse du nombre d'exploitations agricoles se maintient comme une tendance lourde qu'il sera difficile, dans le contexte économique actuel d'inverser. L'agrandissement des tailles d'exploitations et, ce faisant, des formes sociétaires apparaît comme un impératif à la survie économique des exploitations.

Recommandation

La politique de l'installation (transmission/ reprise) est intimement liée à celles de structures agricoles envisagées au niveau régional : nombre total d'exploitations, taille moyenne, répartition entre petites, moyennes et grandes. Les modalités de son application (décision de la CDOA) doivent donc être cohérentes avec le projet régional en termes de structures agricoles et ce en fonction des territoires (petites régions agricoles).

7.a6) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?

7.a6.a) Réponse à la question d'évaluation

Q.E 6 - DP3A : Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles ?

7.e1) Liste des mesures contribuant au DP 3A

La logique d'intervention répond à un des 4 enjeux clés issus de l'AFOM réalisée en région Limousin : *Développer la compétitivité des exploitations agricoles, forestières et des entreprises agro-alimentaires.*

L'objectif du DP3A est de répondre à 5 des 22 besoins retenus pour la région Limousin en ce qui concerne le soutien du FEADER. Les trois principaux sont :

- **Besoin 11** : *Valoriser les ressources locales du territoire à travers les pratiques agricoles*
- **Besoin 17** : *Renforcer les liens entre le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire*
- **Besoin 12** : *Concevoir une chaîne alimentaire valorisant mieux les ressources locales et adossée à des circuits courts et de proximité*

Les mesures / sous-mesures qui présentent des contributions principales au DP 3A sont :

- M03 - Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires
- M04 - Investissements physiques
- M16 - Coopération

Mesure M03

- Sous-mesure 3.1 : *Soutien à une nouvelle participation à des systèmes de qualité.*
- Type d'opération 0311 : *Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires.*
- Sous-mesure 3.2 : *Soutien à l'information et la promotion conduite par des groupes de producteurs sur le marché interne.*
- Type d'opération 0321 : *Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur.*

Mesure M04 : une seule sous mesure contribue au DP 3A

- Sous mesure 4.2 : *Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles.*
- Type d'opération 0421 : *Investissements des IAA.*
- Type d'opération 0423 : *Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles par des agriculteurs et les IAA (dans le cadre d'un instrument financier).*

Mesure M16 .

- Sous mesure 16.4
- Type d'opération 16.4.1 : *Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.*

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP 3A.

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateurs de résultats commun (T6) et supplémentaire	Indicateurs supplémentaires
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%) *	
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté		Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté		Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement		Typologie des projets soutenus (filères, types d'investissements) IAA

7.e3) Méthode appliquée

Dans le référentiel d'évaluation défini par l'Autorité de gestion, la thématique prioritaire relative à la question QE6 est l'appui aux filières régionales agro-alimentaires ; s'y ajoutent deux autres thématiques : l'adhésion par les producteurs à des systèmes de qualité et les activités d'information et de promotion de ces produits de qualité.

Dans ce contexte le nombre d'indicateurs additionnels se limite à trois (voir ci-dessus 7.e2)

L'indicateur additionnel « *Evolution du résultat économique des entreprises ayant bénéficié d'un soutien*

IAA » n'a pas été retenu par l'Autorité de gestion. Cet indicateur a été remplacé par une enquête réalisée par courriel auprès des bénéficiaires dont les projets aidés étaient finalisés.

Pour la mesure M16, le TO 16.4.1, relatif au développement des circuits courts, est ouvert mais, n'enregistre aucun dossier engagé (Novembre 2018).

La méthode théoriquement appliquée pour répondre à la question QE6 est contrainte par le bilan des réalisations en région Limousin : les sous mesures 4.2 et 16.4 ne peuvent être mobilisées pour nourrir la réponse à la question évaluative n°6 (voir le § 7.e5 - bilan des réalisations).

Méthodes quantitatives

Compte tenu des choix retenus par l'Autorité de gestion et de l'état d'avancement du PDR en Limousin, le traitement de la question QE6 a fait l'objet d'une double approche :

- Une analyse du bilan des réalisations et du calcul des indicateurs additionnels pour les sous-mesures 3.1 et 3.2 ;
- Une analyse du bilan des réalisations du TO 4.2.1

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du T6 «*Pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs*»

L'appui méthodologique national sur les indicateurs de résultat préconise de procéder au calcul de la façon suivante :

Calcul du ratio a/b (en %) :

- a. Compte tenu de la structure et de l'avancement du PDR Limousin, O4 se limite au nombre de bénéficiaires de la sous mesure 3.1 "*Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité*".

En effet :

- La mesure 9 n'est pas ouverte dans le PDR de la région Limousin
- Le TO 16.4.1 n'enregistre aucun engagement dans l'état d'avancement du PDR Limousin en date de Novembre 2018.

b) Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR.

L'année de base étant 2013, la valeur de b pour le Limousin est de 13 695 exploitations agricoles (Source Agreste - ESEA 2013).

Indicateur additionnel : Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations

L'indicateur ne concerne que les nouveaux certifiés en Agriculture Biologique, les autres SIQO sont

éligibles mais, du fait des contraintes de budget, les dossiers de conversion à l'agriculture les dossiers de conversion à l'agriculture biologique sont les seuls bénéficiaires.

Le calcul de l'indicateur de résultat « % d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%) » est réalisé comme le rapport entre les valeurs de a et b :

- a : nombre de bénéficiaires du TO 4.2.1, c'est-à-dire nombre d'entreprises sans doublon dont le dossier d'aides est soldé ou réalisé complet au 31/12/2018 ;
- b : nombre d'entreprises agro-alimentaires dont le siège est en Limousin et éligibles au TO 4.2.1 pour une année de base du PDR.

Indicateur additionnel : Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations

L'indicateur ne concerne que les nouveaux certifiés en Agriculture Biologique, les autres SIQO sont éligibles mais du fait des contraintes de budget les dossiers de conversion à l'agriculture biologique sont les seuls bénéficiaires.

La source utilisée pour renseigner l'indicateur est l'extraction OSIRIS du fichier de la sous mesure 3.1 en sélectionnant deux DTO (*Nouvelle participation à un régime de qualité* et *Qualité alimentaire-Volet2*).

Indicateur additionnel : Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion

Cet indicateur a été renseigné pour les années 2017 et 2018 sur la base des fichiers de suivi des dossiers de la sous mesure 3.2, fournis par l'Autorité de gestion du PDR Limousin.

Indicateur additionnel : Typologie des projets soutenus par filière et par type d'investissements dans les industries agro-alimentaires régionales.

Le DTO concerné dans le fichier OSIRIS de la mesure M04 est : *LIM040201 : Investissements dans les IAA*

Cet indicateur n'est pas disponible car non renseigné dans le fichier OSIRIS

Méthodes qualitatives :

L'enquête par courriel auprès des entreprises agro-alimentaires de la région Limousin ayant bénéficié d'une aide à l'investissement et dont le dossier était soit *soldé* soit *réalisé complet* au 31/12/2018 n'a pu avoir lieu pour les raisons explicitées ci-après (voir § 7.e5).

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur	Taux	Valeur de l'indicateur 2014-2018	Source de données et d'information
-------------------	-----------------------------	------	-------------------------------------	------------------------------------

Indicateur de réalisation commun	O1– Total des dépenses publiques	Non	AG	AG
Indicateur de réalisation commun	O2 – Total des investissements	Non	AG	AG
Indicateur de réalisation commun	O3 Nombre d'opérations aidées relatif au TO de la M4 contribuant à la Priorité 3 (4.2.1)	Non	0	AG
Indicateur de résultat commun	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	Oui	2,0 %	AG
Indicateur de résultat supplémentaire	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)	Oui	0%	OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations	Oui		OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion	Non	24 en 2017 25 en 2018	Données de suivi de l'AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets soutenus (filières, types d'investissements) IAA	Non	A compléter AG	OSIRIS
<p>7.e5) Problèmes rencontrés</p> <p>Les difficultés portent sur le bilan des réalisations en région Limousin des différentes opérations listées</p>				

dans le § 7.e1 :

- Le TO 4.2.1 n'enregistre aucune réalisation au 31/12/2018 ;
- Le TO 16.4.1 n'enregistre aucun dossier engagé en Novembre 2018.

Pour l'indicateur T6, compte tenu des mesures ouvertes dans le PDR Limousin et du bilan des réalisations en Novembre 2018, « *le pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs* » constitue un indicateur sans objet (voir ci-avant § 7 e3 – Méthode appliquée).

L'indicateur additionnel « *Typologie des projets soutenus par filière et par type d'investissements dans les industries agro-alimentaires régionales* » n'est pas disponible dans le système de suivi des données. Le bilan des réalisations étant inexistant sur le TO 4.2.1, cet indicateur est de toute façon sans objet pour la région Limousin.

A priori, aucune donnée ou étude récente ne sont disponibles pour étayer le critère de jugement « *La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté* ».

Enquête auprès des industries agro-alimentaires.

Aucun dossier du TO 4.2.1 n'étant soldé ou réalisé complet au 31/12/2018, cette enquête n'a pu être déployée en région Limousin faute de cibles concernées.

7.e6) Réponses à la question évaluative

I. Bilan de mise en œuvre des dispositifs relatifs au DP 3A

Sous mesure 3.1 - TO 3.1.1 « *Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité* ».

Au 31/12/2018, 279 dossiers sont soldés ou réalisés complet sur ce TO 3.1.1

Sur la base du fichier OSIRIS analysé :

- Le total des aides engagées est de 114 526 € dont 63% de FEADER. Le montant d'aide par dossier engagé est en moyenne de 416 €.
- Le montant payé au 31/12/2018 est de 100% ; 83% des montants d'aides ont été payés dès 2015 (261 dossiers soit 93,5%). Les autres dossiers ont été soldés en 2018.

Sur la base du tableau de l'état d'avancement du PDR Limousin (Novembre 2018), le taux d'engagement du FEADER sur le TO 3.1.1 est de 40,9 % pour 316 dossiers.

Sous mesure 3.2 – « Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur »

Sur la base du tableau de l'état d'avancement du PDR Limousin (Novembre 2018), le taux d'engagement du FEADER sur le TO 3.1.2 est de seulement 23,9% pour 6 dossiers.

Sur la base des fichiers de suivi 2017 et 2018 du service instructeur de la Région, les SIQO soutenus par ces opérations d'information et de promotion sont en Limousin au nombre de :

- 24 SIQO en 2017

- 25 SIQO en 2018

Les actions de promotion des produits issus de l'agriculture biologique couvrent l'ensemble des 3 régions de la Nouvelle Aquitaine.

Sous mesure 4.2.1 Investissements de transformation-commercialisation dans les IAA

Sur la base du fichier OSIRIS fourni, aucun dossier d'aides aux IAA régionales n'est soldé ou réalisés complet en Limousin au 31/12/2018.

Sur la base du tableau de l'état d'avancement du PDR Limousin, le taux d'engagement du FEADER sur le TO 4.2.1 est en Limousin de 35,8% pour 4 dossiers (soit 2,18 M€). La maquette V8 prévoit 6,1 M€ de FEADER sur ce dispositif soit seulement 11% du total FEADER prévu sur la mesure M04, synonyme d'une priorité limitée sur cet enjeu de modernisation des IAA.

II. Analyse par critère de jugement

a. La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté

Le bilan de la sous mesure 3.2 sur les années 2017 et 2018 témoigne que la PDR a permis de soutenir la promotion des produits sous SIQO les plus emblématiques des filières agricoles de la région Limousin : de 24 à 25 produits sous SIQO ont fait l'objet chaque année d'un soutien à leur promotion.

Ainsi les principales filières régionales de produits sous SIQO (viandes bovines et ovines, porc du Limousin, pomme AOP, agriculture biologique) ont bénéficié d'aides pour leur promotion tant auprès du grand public que des professionnels, mobilisant des actions diverses permettant de couvrir l'ensemble des publics ciblés.

A noter que la région Limousin a aussi bénéficié pour partie d'une campagne concernant les deux SIQO de la filière ovine de Poitou-Charentes car la zone de reconnaissance de ces deux IGP inclut des cantons du nord du département de la Haute-Vienne.

Tant en 2017 qu'en 2018, les synergies entre les régions de la Nouvelle Aquitaine ont joué pour la promotion d'une part de la viande ovine et d'autre part de l'ensemble des produits issus de l'agriculture biologique au travers d'actions regroupant ces 3 régions.

Sans la réalisation de l'ensemble des actions aidées par le PDR qui ont largement soutenu la promotion de ces SIQO, il est logique de penser que la valeur ajoutée et la notoriété de ces produits aurait été moindre dans un contexte de forte concurrence entre produits sous SIQO des différentes régions françaises.

a. La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement

En absence de réalisation du PDR Limousin au cours de la période 2014-2018 sur la sous mesure 4.2.1 « *Investissements de transformation-commercialisation dans les IAA* », on ne peut que conclure, à ce stade de la programmation, que le PDR n'a pas contribué à l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement des industries agro-alimentaires de la région Limousin.

Cette absence de réalisation après 5 ans de programmation soulève de nombreuses questions :

- Les bénéficiaires potentiels ont-ils été informés et accompagnés pour monter des dossiers d'aides répondant aux critères d'éligibilité de la sous mesure ?
- Les critères de sélection ont-ils joué pour exclure certaines demandes ?
- Le dispositif manque-t-il d'attractivité ou ne répond pas aux besoins des IAA régionales ?
- L'ouverture de la sous mesure a-t-elle été retardée ?
- L'instruction des dossiers a-t-elle pris du retard ?

Les 4 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 se caractérisent par des montants investis importants, synonymes de montants d'aide élevés. Les projets soutiennent la filière leader en fruits sous SIQO (AOP Pomme), la valorisation des produits de l'agriculture biologique et les circuits courts, autant de thématiques considérées comme prioritaires au sein du DP3A.

7.e7) Conclusions et recommandations

Conclusion 1

Le référentiel d'évaluation défini par l'Autorité de gestion a axé la réponse à cette question évaluative sur trois thématiques spécifiques : l'appui aux IAA régionales, l'adhésion par les producteurs à des systèmes de qualité et les activités d'information et de promotion de ces produits de qualité.

Les données disponibles ne permettent de renseigner que partiellement les indicateurs, notamment sur le bilan et la valeur ajoutée apportée par les SIQO de la région Limousin.

Recommandation 1

Une réponse complète à la question nécessiterait de disposer d'analyse précise des effets et impacts du développement des SIQO en Limousin.

Pour l'évaluation ex-post de 2023, il semblerait nécessaire de réaliser un bilan économique complet du développement des SIQO en Aquitaine sur la période 2014-2020 et des effets de ce développement sur la chaîne agro-alimentaire. Une vaste enquête pourrait être réalisée visant à recueillir un nombre minimum de réponses pour chacune des types de production bénéficiaires.

De même, une réflexion sur l'efficacité des campagnes de promotions des produits sous SIQO soutenues par le FEADER permettrait de répondre précisément à une partie de la question évaluative QE6.

Conclusion 2

Le PDR a soutenu via le DP3A le développement de l'agriculture biologique en Limousin : la mesure 3.1.1 intervient en complément de la mesure M11. Le nombre de dossiers réalisés sur la période 2014-2018 est significatif (280) avec en plus près de 320 dossiers engagés. La contribution du DP3A est défini comme un soutien complémentaire au DP4A (TO 11.1.1) dont le bilan est en plus très significatif en région Limousin, S'y ajoutent, pour ce TO de la M11, 665 dossiers engagés à la date de Novembre 2018.

Recommandation 2

La très forte demande sur la mesure M11 a contraint à réserver la mesure 3.1 à la conversion à l'agriculture biologique pour des raisons budgétaires. Mais, dans la logique d'intervention cette mesure est ouverte à tous les SIQO : il conviendrait de décider si certains SIQO (AOC/AOP, IGP, Label Rouge) auraient besoin eux aussi d'un soutien financier pour se développer.

Conclusion 3

Le bilan des réalisations n'enregistre aucun dossier soldé ou réalisé complet concernant les aides aux IAA (TO 4.2.1). En absence de réalisation du PDR Limousin au cours de la période 2014-2018, on ne peut, à ce stade de la programmation, que conclure que le PDR de la région Limousin n'a pas contribué à l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement des industries agro-alimentaires régionales.

Recommandation 3

L'enjeu est clairement de réussir à engager d'ici la fin de la programmation les 64% de l'enveloppe FEADER de 6,19 M€ programmé sur cette sous mesure 4.2.1 (soit 8,3 M€ sur la base de la maquette V8).

Il s'agit aussi de comprendre les raisons de l'échec de ce dispositif sur les premières années de la programmation : information des bénéficiaires ? complexité du montage des dossiers ? problèmes rencontrés lors de l'instruction ? inadaptation du dispositif aux attentes et/ou besoins des IAA régionales ?

Conclusion 4

Certaines informations de base concernant le bilan des réalisations font défaut dans les fichiers OSIRIS (portrait des bénéficiaires et surtout typologie précise des projets aidés pour les aides aux IAA)

Les données de base sur les effets en terme de création d'emplois et de bonnes pratiques environnementales sont aussi nécessaires pour nourrir la réponse à la question évaluative.

Recommandation 4

Pour l'évaluation ex-post (2023), il semble nécessaire que le système de collecte et de valorisation des informations de base des dossiers instruits permettent de :

- Renseigner les indicateurs additionnels notamment concernant le portrait des bénéficiaires et la typologie des projets aidés
- Renseigner très finement les contacts au sein des entreprises (notamment l'identité de l'interlocuteur et son courriel), afin de réaliser des enquêtes par courriel qui apparaissent comme un moyen performant et économique pour mesurer certains effets et impacts des aides octroyées
- Fournir aux évaluateurs les éventuels fichiers de suivi des services instructeurs (services de l'Etat ou de la Région)

7.a7) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Ce DP ne sera activée qu'en cas de catastrophe.

7.a8) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?

7.a8.a) Réponse à la question d'évaluation

7.h1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

M7 NATURA 2000

M10. MAEC

M11. Agriculture biologique (CAB et MAB)

12.1.1. Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

M13. ICHN

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

O0311. Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires

O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles O0441. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

-7.h3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le taux de paiement intéressants des mesures ICHN (M13) et MAEC (M10) permet de réaliser une analyse quantitative sur les dossiers soldés. Au 31/12/2016, les campagnes ICHN 2014 et 2015 ont été payées.

En revanche, l'absence de dossiers soldés sur le TO 0761 ne permet pas de calculer une valeur à l'indicateur cible de substitution T8, T26 « Nombre de contrats Natura 2000 forestiers ».

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul de l'indicateur de résultat « R7_T9 % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ ou la préservation des paysages » :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant :

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et la préservation des paysages (M10, M11, M12)

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) sur le territoire du PDR

Si cela est justifié, les superficies sous contrat de gestion qui s'adressent à plus d'un des domaines prioritaires devraient être comptabilisées pour les cibles de chacun des domaines prioritaires.

Superficies : si des opérations de dispositifs différents sont réalisées sur la même zone pour le même domaine prioritaire, le double compte n'est pas autorisé.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données. En effet, suite à des problèmes d'instrumentation, seules les campagnes 2014 MAEC et ICHN 2014 et 2015 ont été payées. Les analyses ICHN porteront sur ces 2 campagnes. A noter qu'à ce stade des travaux, les données de la campagne ICHN 2015 portent uniquement sur des données de paiement. Les données de surface n'ayant pas été transférées à l'AG lors de l'écriture du RAMO 2017, celles-ci n'ont pas pu être analysées.[RB1]

Méthodes qualitatives :

Initialement, le référentiel d'évaluation prévoyait trois indicateurs qui ont dû être écartés ou ajustés :

- « *nombre d'opérations dans les zones à enjeux* ». Natura 2000 cible l'ensemble des sites regroupant les enjeux les plus aigus en termes de protection de la biodiversité régionale et européenne. En l'absence de définition exacte de "zone à enjeu" cet indicateur a été jugé non pertinent.

- selon la DREAL, les deux indicateurs « *nombre de contrats par nature* », et « *nombre de contrats par type d'opérations mise en œuvre* » (7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.3 ; 7.6.4 ; 7.6.), ne sont pas parlants pris séparément. Ils ont été fusionnés au sein de l'indicateur « *Nombre de contrats* ».

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de la biodiversité

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité (enjeu biodiversité). Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares et la part des surfaces bénéficiaires de MAE à enjeu biodiversité. Ce taux se calcule sur la totalité des surfaces sous contrat de gestion (pour le Limousin nous ne disposons que de la donnée relative aux surfaces en contrat de gestion visant à améliorer la préservation de la biodiversité: 45 807 ha – source : calculé à partir des données du RAMO 2017 p.100). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué, Nbre de postes et jours d'animation MAEC

Le calcul de cet indicateur a été réalisé à partir des données de pilotage régional supervisées par la Région et la DRAAF Nouvelle-Aquitaine. Il n'a pas nécessité la mobilisation de méthode spécifique. A noter que l'indicateur surfaces est discutable puisque les MAEC ne concernent qu'une partie de la surface des sites

N2000 concernés. Les données relatives au nombre de postes et jours d'animation MAEC n'étaient pas disponibles.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des surfaces converties et maintenue en Agriculture Biologique.

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

La mesure API vise à améliorer le potentiel pollinisateur des abeilles domestiques, afin de mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC API.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Une enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité a été menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires des mesures 10 (MAEC) et 11 (agriculture biologique).

Après validation du questionnaire (14 questions, réparties en 2 parties : présentation de la structure et de l'aide mobilisée, et changements de pratiques favorables à l'environnement) l'AG a informé les exploitants du lancement de l'enquête et de son objectif. 933 questionnaires ont été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure dont 226 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon. 92% des 226 répondants ont reçu un 1er paiement pour l'aide qui leur a été attribuée. Parmi ceux ne l'ayant pas encore reçu, 72% ont néanmoins souhaité répondre à l'enquête. Activité principale des répondants : 46% des exploitations sont dédiées à l'élevage extensif, 44% à la polyculture et/ou au polyélevage, 8% aux céréales et oléoprotéagineux, 6% à l'élevage hors sol et aux fruits et autres cultures permanentes, 4% aux cultures générales. 10% des exploitations ont déclaré d'autres activités, notamment l'apiculture. Les répondants ont majoritairement bénéficié de l'aide au maintien (MAB – 29%) et/ou à la conversion (CAB – 34%) de l'agriculture biologique. 63% ont bénéficié de MAEC, dont 22% pour les systèmes polyculture élevage. La majorité des montants versés sont inférieurs à 15 000 € (81%), dont 39% inférieurs à 5 000€, ou compris entre 15 000€ et 30 000€ (12%).

Indicateur additionnel : % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN

La donnée surfacique de référence mobilisée pour le calcul de cet indicateur est la « **surface primée ICHN** ». Il s'agit de la surface retenue et plafonnée en ha lors du calcul de l'ICHN sur la base de la déclaration PAC.

Les données ICHN telles que transmises par l'ODR ne permettent pas de distinguer la surface herbagère de l'ensemble de la surface primée ICHN. Celle-ci correspond à un pourcentage de la surface totale de l'exploitation sans distinction de type, elle ne permet donc pas ce calcul.

7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors

de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

Le calendrier de paiement des MAEC est en fort décalage à la suite de la mise en place très tardive de l'outil informatique.

1. H. 6) Réponse à la question d'évaluation

Analyse par critère de jugement

a. Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)

Indicateurs additionnels : NATURA 2000

- *Nombre de sites animés, nombre de postes et jour d'animation*

- *Nombre de contrats par types d'actions*

La Région Limousin dénombre 34 sites Natura 2000 qui disposent tous d'un DOCOB approuvé, dont 2 seraient à réviser (estimation considérant qu'une révision est nécessaire pour les 15 ans).

Depuis le début de la programmation 2014/2020, le nombre de DOCOB dont l'élaboration ou la révision a été engagée est très faible du fait de retards de paiement de l'animation sur un grand nombre de sites et l'impossibilité de payer les contrats N2000 jusqu'en 2018 (Osiris). Cette dynamique reste à relancer dans un contexte de perte de confiance dans le dispositif.

L'animation consiste à payer un gestionnaire afin qu'il mette en œuvre le document d'objectifs d'un site Natura 2000. En Limousin, 34 sites sont animés soit 100% des sites disposant d'un DOCOB approuvé, mobilisant 24 animateurs. Le coût d'animation varie d'un site à l'autre en fonction des caractéristiques et des enjeux du site et de l'ancienneté de l'animation sur le site.

Les contrats Natura 2000 sont des actions de travaux et d'entretien des milieux naturels visant une préservation, voire une amélioration de l'état de conservation de la biodiversité sur les sites concernés. Depuis 2015, on estime le nombre de contrats à 41 au titre du PDR Limousin (24 et 17 en 2018 et 2019). Au regard de la programmation 2014/2020, très chaotique selon la DREAL, il est difficile d'en tirer des informations pertinentes sur des tendances. En effet, les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019.** Par ailleurs, sur le Limousin, aucun outil n'était disponible jusqu'en 2018 et aucun contrat Natura 2000 n'a été engagé sur les années précédentes. Notons que sur les 41 contrats limousins, les contrats forestiers sont les plus nombreux.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité

Les MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **35 669 ha soit 77% (45 807 ha) des surfaces sous contrat de gestion et 4,1% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (pour rappel : 871 800 ha - données 2010).

Elles **ciblent très largement les opérations d'évolution des systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominantes élevage » (14 455 soit 40,5%) ainsi que les opérations de maintien de ces systèmes (14 288 soit 40%).** Cela représente **4,9% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale**

(28 743 ha/ 566 670 ha). Les 20% restants (6 927 ha) sont dominés par les **surfaces en herbe** (6 433 ha soit 18%) et complétés par les **zones humides** (494 ha, soit 1,4%).

Indicateur additionnel : Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué

Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte, sélectionnés via appels à projets. Les MAEC à enjeux Natura 2000 sont des contrats Natura 2000 réalisés sur des surfaces agricoles. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

Pour le PDR Limousin, **21 sites Natura 2000 ont bénéficié d'une MAEC dédiée en 2017** (26 en 2015 et 2016) dans le cadre de 32 PAEC dont **22 à enjeux biodiversité**, 10 à enjeux eau et 1 à enjeux mixtes. Cela représente donc **62% des 34 sites de la région**. Les sites Natura 2000 concernés en 2017 couvrent une surface de 143 471 ha (146 432 en 2015 et 2016) soit 76% des 105 040 ha des Superficie Natura 2000 du domaine terrestre limousin (source : INPN, calculs SIG à partir de la BD-CARTHAGE). [TS2] Notons, afin d'en relativiser l'impact surfacique que les MAEC ont bénéficié, sur cette période, environ 35 670 ha au total (Cf -indicateur précédent).

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

Concernant la protection de la biodiversité animale, le PDR Limousin prévoyait 2 MAEC "non zonées" à vocation génétique dont la MAEC Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API).

Le dispositif consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles (ruches), et de placer 1/4 des ruches dans des zones « intéressantes pour la biodiversité » identifiables sur le territoire limousin dans le cadre notamment de la sélection du PCAE. Aucune adaptation régionale n'est prévue.

En 2015, les aides attribuées au titre de la MAEC API en Limousin ont permis d'obtenir l'engagement de **31 626 colonies (ruches) sur 5 ans pour un montant de 1 106 910€ en coût total dont 830 182,50€ de FEADER**. Pour référence, la région Limousin dénombrait 510 exploitations détenant au total près de 20 000 ruches (*source MSA 2014*) [TS3] en production. Parmi elles, 46 possèdent entre 70 et 300 ruches et 14 plus de 300. En moyenne, les bénéficiaires possèdent 250 ruches. Ceci implique 1) qu'une part importante des petites exploitations apicoles ne sont pas éligibles à cette aide, 2) que le taux de couverture du potentiel est élevé en nombre de ruches, mais 3) assez faible en nombre de producteurs : 24% (123 bénéficiaires, *RGA 2010*).

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 154 ha au total** dont **22 265 ha en conversion** (14 155 ha à engager pour 5 ans et 8 110 ha à engager sur une durée réduite) et **18 889 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 31 543 ha étaient certifiés (25 980) ou en conversion (5 563), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 154% pour les surfaces à engager pour 5 ans et **+300% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (25 980), le rythme de conversion annuel (7 400 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +28% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire

s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 3 départements de l'ex-région Limousin présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +14% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018 (DRAAF).

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Avec **une note moyenne de 7,07 / 10** (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, les répondants évaluent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des continuités écologiques dans leur exploitation après la mobilisation d'aide(s) au titre du FEADER 2014-2020.

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de six différents types de pratiques favorables à l'environnement

- (1) Maintien/entretien/recréation des bosquets, haies bocagères, arbres isolés ou en alignement, talus enherbés...
- (2) Maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité (prairies, surfaces en herbe...)
- (3) Maintien/amélioration de la biodiversité génétique de l'exploitation (protection des races animales et ressources végétales menacées, apiculture, diversification des assolements, choix de cultures favorables à la biodiversité...)
- (4) Préservation des zones humides et des milieux aquatiques (mares, cours d'eau, zones inondables...)
- (5) Ouverture et entretien des milieux en déprise (travaux mécaniques ou manuels, pâturage d'entretien...)
- (6) Entretien ou mise en défens d'habitats à enjeu au sein des parcelles

Pour chaque pratique, le répondant devait indiquer s'il l'avait adoptée, maintenue ou amplifiée au sein de son exploitation, à la suite de l'obtention de l'aide FEADER. En cas d'adoption ou d'amplification de la pratique concernée, il devait noter l'intensité du changement de pratique de 2 Très modérée, 3 Modérée, 4 Élevée, 5 Très élevée.

A cet égard, l'ensemble des pratiques ont été impactées de manière proche (80%). Les mesures 2 (surfaces pastorales) et 3 (biodiversité génétique) présentent des niveaux d'amélioration importants (68%), en comparaison aux mesures 1 (bosquets, haies), 4 (zones humides), 5 (milieux en déprise) (60%) et à la mesure 6 (mise en défens) (50%).

Les niveaux de changements de pratiques sont assez proches quel que soit le type d'aide (MAB, CAB, MAEC).

En termes de durabilité, il est notable que les pratiques 1, 2 et 4 présentent une proportion élevée de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme (supérieur à 55%), en comparaison aux mesures 5 et 6 (30%), qui présentent également une forte proportion d'indécis (25% à 30%). La mesure 3 présente un taux de 44% des bénéficiaires en capacité de maintenir les changements à long terme, mais

également une part importante qui ne se positionne pas (18%).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (35%) à déterminant (12%) pour 47%% des répondants. 33% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 78% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

b. Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages.

Les résultats de l'évaluation ex-post du PRDH 2007-2013 portant sur le dispositif ICHN avait montré que les dispositifs ICHN et PHAE participent au maintien de l'occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe : « l'indemnité compensatoire de handicap naturel, en permettant de diminuer l'écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l'ensemble des élevages, participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne » et donc directement à la préservation des paysages.

Au 11 novembre 2018, 36 531 opérations étaient engagées, pour 272 723 699 € et 222 102 131€ payés soit 69,2% d'engagement et 81,4% de paiement FEADER. Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **8 719 exploitations agricoles** soit **62% des exploitations limousines**. En termes de surface, cela représente **610 890 ha** soit **70% de la SAU régionale**. Le Limousin est particulièrement impacté par les zones menacées de déprise liée à des conditions d'exploitation difficiles : 99,8 % de la SAU limousine se situe en zones présentant des contraintes naturelles, dont 28,9 % en zone de montagne. 36% des exploitations (31% des surfaces) sont situées dans la Corrèze, 35% dans la Creuse (39%) et 29% dans la Haute-Vienne (31%).

Comme indiqué dans la partie de présentation méthodologique, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN. A noter que le PDR précise (indicateur de contexte) que 46,74% des surfaces herbagères régionales bénéficient de l'ICHN (*RAMO 2017 – p.97*).

7.h7) Conclusions et recommandations

Conclusion / Recommandation 1

C1 : si la situation apparaît positive en termes de couverture des sites Natura 2000, tant en termes de DOCOB, d'animation ou de contrat, la période 2014-2018 n'a, à ce stade peu apporté de plus-value au regard de la situation préexistante.

R1 : il conviendra d'accélérer très significativement la dynamique de paiement et de réalisation des travaux prévus dans les contrats Natura 2000, au titre des documents de gestion.

Conclusion / Recommandation 2

C2 : les constats réalisés en matière de concentration des aides à l'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles indiquent une concentration géographique des exploitations bénéficiaires (24% du total des exploitations) et, de ce fait, un impact environnemental relativement limité en matière de préservation de la biodiversité à l'échelle régionale.

R2 : il apparaîtrait pertinent, en vue de la prochaine génération de PDR d'engager une réflexion sur les modalités d'un élargissement des typologies de bénéficiaires de la mesure API afin d'intégrer plus largement les petites exploitations qui, si elles représentent quantitativement une minorité du total des ruches régionales apparaissent indispensables à l'obtention d'un impact géographique sur l'ensemble du territoire régional.

Conclusion / Recommandation 3

C3 – Comme dans d'autres Régions métropolitaines, la dynamique de conversion en Agriculture Biologique dépasse les projections.

R3 – Dans la mesure des possibilités, un remaquattage pourrait être opéré de manière à déplacer une partie des montants alloués aux aides à la conversion et à en engager davantage sur le poste dédié au maintien de l'AB.

Conclusion / Recommandation 4

C4 – Les MAEC ont impacté en partie, 2/3 des sites Natura 2000. Comme précisé dans la partie méthode, la partie surfacique de cet indicateur est peu significative dans la mesure où elle considère la surface des sites Natura 2000 impactés par au moins une MAEC dans son ensemble

7.a9) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?

7.a9.a) Réponse à la question d'évaluation

7.i1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

1.2.1. Démonstration et diffusion de connaissances

4.4.1. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

7.6.2. Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

M11 Agriculture Biologique (Conversion AB, Maintien AB)

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4B :

Aucune mesure ne contribue à titre secondaire au DP 4B.

7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)	R8 / T10 : pourcentage des terres agricoles visant à améliorer la gestion de l'eau	
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		
Autres indicateurs additionnels utilisés non identifiés dans le DSE:		
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		
<p>7.i3) Méthodes appliquées (5 913 / 7 000)</p> <p>Méthodes quantitatives :</p> <p><u>Raisons de l'utilisation de la méthode</u></p> <p>Le taux de paiement intéressant des mesures MAEC (M10) permet de réaliser une analyse quantitative sur les dossiers soldés.</p> <p>En revanche, les problèmes liés à l'instrumentation de l'outil de paiement ISIS ont enclenché des retards de programmation de la mesure 11, ne permettant pas une remontée des données de cette mesure pour l'analyse dans le cadre du RAMO 2017.</p> <p><u>Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)</u></p> <p>Calcul de l'indicateur de résultat « R8_T10 % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau » : Calcul du ratio X/Y (en %) suivant :</p> <p>X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (M10, M11, M12)</p> <p>Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR</p> <p><u>Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées</u></p> <p>La principale limite tient à la disponibilité des données. En effet, à la suite de problèmes d'instrumentation, seule la campagne 2014 MAEC a été payée.</p> <p>Méthodes qualitatives :</p> <p><i>Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de</i></p>		

l'eau

Les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau (enjeu eau). Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares et la part des surfaces bénéficiaires de MAE à enjeu eau. Ce taux se calcule sur la totalité des surfaces sous contrat de gestion (pour le Limousin nous ne disposons que de la donnée relative aux surfaces en contrat de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau : 48 216 ha). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Nota : cet indicateur additionnel n'est pas identifié, en tant que tel, comme contributif à la réponse à cette question évaluative. Néanmoins, comme évoqué dans « méthode quantitatives » la donnée relative aux surfaces bénéficiant d'aides au maintien et à la conversion en agriculture biologique est nécessaire au calcul de l'indicateur de résultat commun : *Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau : le calcul prend en compte les surfaces contractualisées* (M10). En effet, le calcul de cet indicateur additionne les surfaces en MAEC (mesure 10).

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des surfaces converties et maintenue en Agriculture Biologique. Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares bénéficiaires d'aides à la conversion et au maintien. Afin de relativiser ces données, l'évolution des surfaces régionales certifiées ou en conversion en agriculture biologique a été analysées à partir des données du PDR (pour rappel : 18 889 ha étaient certifiés bio en 2012, 22 265 en conversion en 2010 soit 4,7% de la SAU certifiée et en conversion - source PDR, p.77). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Une enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention a été menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires des mesures 10 (MAEC) et 11 (agriculture biologique).

Après validation du questionnaire (14 questions, réparties en 2 parties : présentation de la structure et de l'aide mobilisée, et changements de pratiques favorables à l'environnement) l'AG a informé les exploitants du lancement de l'enquête et de son objectif. 933 questionnaires ont été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure dont 226 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon. 92% des 226 répondants ont reçu un 1er paiement pour l'aide qui leur a été attribuée. Parmi ceux ne l'ayant pas encore reçu, 72% ont néanmoins souhaité répondre à l'enquête. Activité principale des répondants : 46% des exploitations sont dédiées à l'élevage extensif, 44% à la polyculture et/ou au polyélevage, 8% aux céréales et oléoprotéagineux, 6% à l'élevage hors sol et aux fruits et autres cultures permanentes, 4% aux cultures générales. 10% des exploitations ont déclaré d'autres activités, notamment l'apiculture. Les répondants ont majoritairement bénéficié de l'aide au maintien (MAB – 29%) et/ou à la conversion (CAB – 34%) de l'agriculture biologique. 63% ont bénéficié de MAEC, dont 22% pour les

systèmes polyculture élevage. La majorité des montants versés sont inférieurs à 15 000 € (81%), dont 39% inférieurs à 5 000€, ou compris entre 15 000€ et 30 000€ (12%).

7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	66 439 852,95			ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	61 273 353,52			ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	AG			OSIRIS (TO121)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	4 419,22			OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	AG			OSIRIS (M07)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	AG			ISIS (M12)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	AG			ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	AG			OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	AG			OSISIR (Sous-mesure 4.4)

Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	on	AG			ISIS (Sous-mesure 10.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	AG			ISIS (Sous-mesure 12.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	AG			ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	AG			ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de résultat commun	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Oui	0.44%			ISIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau imputables à l'intervention		6,72 / 10			Enquête
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau		5 942 12,3%			Données suivi AG Pour le Limousin ce % est calculé uniquement sur les surfaces agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau.
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	871 800,00			PDR
Indicateur de contexte supplémentaire	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau	Non	48 216,00			PDR

7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les

porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

1. i6) Réponse à la question d'évaluation (6 822 / 10 500)

I. Bilan de mise en œuvre

Le PDR vise à orienter les pratiques agricoles vers des cultures économes en eau et vers une utilisation moindre des pesticides et des engrais de synthèse permettant une meilleure préservation de la ressource en eau.

1.2.1. Démonstration et diffusion de connaissances (4B) : 4 dossiers ont été programmés, pour 413 286 €, soit un taux de programmation de 44,8% par rapport à la maquette.

4.4.1. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques : 25 opérations engagées, dont 6 payées, pour 127 815 € engagés et 18 334 € payés, soit 21,1% d'engagement et 14,3% de paiement FEADER.

7.6.2. Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables : 8 opérations engagées, pour 672 257 €, soit 32,7% d'engagement FEADER.

M11 : Agriculture Biologique : 665 opérations engagées et 1 182 payées, pour 13 735 519 € engagés et 5 774 725 € payés, soit 69% d'engagement et 42% de paiement FEADER.

II. Analyse par critère de jugement

Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau.

La contamination de cours d'eau et nappes souterraines par les produits phytosanitaires et les nitrates a des conséquences sur les productions végétales irriguées : elles subissent une pression parasitaire accrue, entraînant elle-même un recours aux pesticides. En Limousin, la préservation de la qualité de l'eau dans les filières agricoles et agroalimentaires nécessite d'intervenir par la sensibilisation aux pratiques agronomiques réduisant des intrants et par la limitation des pratiques dégradant les berges et zones humides (PDR p 94).

Les changements de pratiques sont notamment liés à la mise en œuvre des MAEC, aux investissements qui permettent ces changements et à la conversion à l'agriculture biologique.

Comme évoqué dans la partie méthode, en sus du calcul des indicateurs surfaciques pour les MAEC à enjeux eau et les aides au maintien et à la conversion en agriculture biologique, une enquête auprès des exploitations bénéficiaires a été réalisée pour la production du RAMO 2019 afin de mesurer l'impact de ces aides sur les changements de pratiques.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau

Les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte

engendrée par le changement de pratique.

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **5 942 ha soit 12,3% des surfaces sous contrat de gestion à enjeu eau** (48 216 ha) pour un montant total d'aides FEADER de 2 202 201 €. Celles-ci sont largement dominées par les zones humides (4 627 ha, soit 78%). Ces surfaces restent néanmoins très limitées à l'échelle de la SAU totale de la région limousine (0,07% de la SAU).

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 154 ha au total** dont **22 265 ha en conversion** (14 155 ha à engager pour 5 ans et 8 110 ha à engager sur une durée réduite) et **18 889 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 31 543 ha étaient certifiés (25 980) ou en conversion (5 563), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 154% pour les surfaces à engager pour 5 ans et **+300% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (25 980), le rythme de conversion annuel (7 400 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +28% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 3 départements de l'ex-région Limousin présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +14% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018 (DRAAF).

Enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 6,72 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de gestion des consommations d'eau et de limitation des pollutions de l'eau dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de trois différents types de pratiques favorables à l'environnement :

1. Diminution de l'utilisation d'intrants (engrais azotés, produits phytosanitaires)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux (effluents d'élevage)
3. Utilisation plus efficace et durable de la ressource en eau (développement de cultures légumineuses)

dans les systèmes irrigués, en substitution de cultures dont les besoins en eau sont plus importants...)

A cet égard, les trois pratiques sont impactées de manière similaire avec un niveau de maintien/d'adoption proche ou supérieur à 80%. En revanche, la pratique 1 (diminution des intrants) présente un taux d'amélioration très élevée de 46%, contre 32% et 19% pour les mesures 2 (diminution des flux azotés) et 3 (utilisation de la ressource en eau). Par ailleurs, 25% des bénéficiaires n'ont pas adopté la mesure 3 (contre 8% et 13% pour les mesures 1 et 2).

Les niveaux de changements de pratiques sont assez proches quel que soit le type d'aide (MAB, CAB, MAEC). En termes de durabilité, il est notable que les pratiques 1 et 2 présentent une proportion de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme supérieure à 55%. La mesure 3 est en retrait, avec 38% de bénéficiaires en capacité de maintenir les changements sur le long terme et 28% qui ne se positionnent pas.

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (35%) à déterminant (12%) pour 47% des répondants. 33% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 78% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

7.i7) Conclusions et recommandations (1 100 / 6 000)

7.i7.b) Conclusion / Recommandation 1

C1 – Au regard des résultats de l'enquête relative aux “améliorations des pratiques environnementales” au sein des exploitations bénéficiaires d'aides au titre des mesures 10 et 11, il apparaît que **celles-ci ont un impact positif très élevé sur ce type de pratiques**. Au regard de l'échantillon enquêté (226 répondants), ces résultats apparaissent fiables et peu discutables d'un point de vue statistique. Néanmoins, ces éléments **ne permettent pas de quantifier les résultats et effets concrètement générés** par ces évolutions de pratiques, au bénéfice de la préservation de l'eau.

R1 – Il conviendrait, lors de l'évaluation finale, de reproduire cette enquête, afin de confirmer les résultats obtenus et de les croiser avec des éléments de quantification des effets de ces changements de pratiques au sein des exploitations agricoles. Différentes sources pourraient être mobilisées : études existantes sur les effets de la conversion en agriculture biologique, mesures contractualisées au titre des MAEC ou encore réalisation d'études de cas / enquêtes auprès d'exploitants agricoles. Ces éléments devront permettre de **produire des ratios permettant de convertir ces dynamiques d'amélioration de pratiques en termes d'indicateurs quantitatifs** (réduction d'utilisation de fertilisant phytosanitaires, surface de zones humides préservées, ...).

7.a10) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contribution principale à ce DP.

7.a11) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Le DP 5A n'est pas retenu en Limousin.

7.a12) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?

7.a12.a) Réponse à la question d'évaluation

7.i 1) Liste des mesures contribuant au DP (383 caractères)

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

Un seul type d'opération contribue au Domaine Prioritaire 5B du PDR Limousin. Il s'agit d'un dispositif d'aide aux investissements dans les exploitations agricoles ou leurs groupements visant l'amélioration de leurs performances énergétiques : 4.1.2. Maîtrise de l'énergie (PPE).

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP5B.

7.12) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture (C121)	T15: total des investissements dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture (C121)	R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)	
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture (C121)		Typologie d'investissements soutenus

7.13) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Description des méthodes de calcul des indicateurs

Seul l'indicateur T15 a pu être calculé sur les opérations achevées et soldées : T15 = Total des investissements publics privés du TO 4.1.2.

En revanche, la non disponibilité à ce stade de la donnée relative à l'utilisation efficace de l'énergie ne permet pas de calculer la valeur de l'indicateur commun de résultat complémentaire R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation des produits alimentaires dans les projets soutenus le PDR.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Une enquête en ligne a été lancée auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine.

Cette enquête visait des bénéficiaires d'au moins un dossier réalisé sur les différents types d'opérations de la sous mesure 4.1, à savoir (au regard du fichier de suivi fourni par l'AG) une diffusion auprès de 898 adresses internet pour les 3 régions répondant au critère de sélection.

Pour la région Limousin, compte-tenu du faible nombre d'adresses courriels disponibles, une enquête téléphonique auprès de près de 50 chefs d'exploitations est venu compléter le protocole.

Au préalable, l'Autorité de gestion a validé le questionnaire et a informé les chefs d'exploitation du lancement de cette enquête et de son objectif.

Le questionnaire comportait 24 questions réparties en trois parties :

- Partie 1 : présentation de votre exploitation agricole et du projet aidé (11 questions dont une question ouverte) et effets de l'aide sur la décision d'investir (3 questions)
- Partie 2 : Restructuration et modernisation (3 questions)
- Partie 3 : Performances économiques (5 questions)
- Partie 4 : Impacts environnementaux du projet (2 questions)

Puis, les 898 questionnaires ont été envoyés par courriel en avril 2019 aux bénéficiaires des aides à l'investissement. 334 réponses ont été reçues soit un taux de réponse moyen de 35%. Le taux de réponse est du même ordre de grandeur pour chacune des trois régions.

Pour la Région Limousin, du fait du faible nombre de courriels renseignés dans le fichier des bénéficiaires et malgré l'enquête téléphonique complémentaire, seules **34 réponses ont été collectées** sur les différentes types d'opération fléchés, dont **aucun retour d'enquête concernant le dispositif 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE)**.

A défaut de pouvoir s'appuyer sur la perception des effets de l'aide par les bénéficiaires, il a été décidé par

l'Autorité de Gestion de s'appuyer sur un indicateur additionnel unique :

Indicateur additionnel : « Typologies d'investissement soutenus » au titre du dispositif 4.1.2 et donc, du DP 5B.

Ces données qualitatives de caractérisation des investissements aidés sont intéressantes à croiser avec les données de suivi (programmation, paiement) des opérations.

On notera par ailleurs ici que le Domaine Prioritaire 5B représente en Limousin une maquette FEADER de 332 937 euros, soit 0,057% de la maquette totale pour la période de programmation 2014-2020. Compte tenu de cette proportion financière très faible du DP 5B, il a été acté par l'Autorité de Gestion de hiérarchiser les travaux évaluatifs en faveur d'autres Domaines Prioritaires non seulement plus dotés financièrement mais aussi plus stratégiques au regard des objectifs du programme.

Description des méthodes utilisées

Recherche d'informations qualitatives relative à la nature des investissements soutenus dans les dossiers soldés, réalisés et réalisés partiels.

7.14) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLA L incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	A compléter/mettre à jour AG					OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	A compléter/mettre à jour AG					OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	A compléter/mettre à jour AG					OSIRIS (Sous-mesures 4.1; 4.2 et 4.3)
	R14:		A					

Indicateur de résultat commun	développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)*	Non	compléter/ mettre à jour AG	0,00				
Indicateur de résultat commun	T15: total des investissements dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	Non	A compléter/ mettre à jour AG					
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie d'investissements soutenus	Non						

7.15) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Aucune difficulté signalée, en dehors de la faiblesse de la maquette (0, 057% de la maquette FEADER totale en Limousin) et donc des interventions du PDR contribuant de manière principale au domaine prioritaire 5B.

7.16) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

Au 18/11/2018, 44 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 332 937 €. La totalité de la maquette envisagée est donc consommée à ce stade de la programmation. Sur l'ensemble de ces dossiers programmés, 28 ont été payés pour une dépense publique totale de 307 814 euros, représentant un taux de paiement sur les dossiers engagés de l'ordre de 66%. Les dossiers payés se répartissent comme suit :

- 17 dossiers, relevant de la période de Transition, sont soldés (payés depuis 2016), pour un montant total payé de 183 567 €.
- 11 dossiers, hors période de Transition, sont actuellement réalisés ou réalisés partiellement, pour un montant total payé de 124 246 €.

I. Analyse des critères de jugements

a. Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture

L'objectif du programme de développement rural sur la période 2014-2020 est d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et de limiter la consommation d'énergies fossiles dans les pratiques agricoles. Ce dispositif répond aux besoins 20 de l'analyse AFOM : « Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans le secteur agricole »

Pour commencer, on rappelle ici que le Domaine prioritaire 5B n'est activé en Limousin qu'au titre du type d'opération « 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE) », lui-même doté d'une faible maquette FEADER (à hauteur de 0,056% de la maquette totale du PDR).

Dès lors, la contribution des interventions du PDR à l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires est limitée à un nombre relativement restreint de bénéficiaires et d'investissements. Cependant, les premières analyses des opérations soldées ou réalisées (entièrement ou partiellement) permettent de relever les enseignements suivants :

La *typologie des investissements soutenus* relève en effet de trois grandes catégories :

- 15 dossiers ont contribué au financement de diagnostic énergétique dans les exploitations
- 10 dossiers concernent le financement de travaux d'isolation de bâtiments d'exploitations
- 2 dossiers soutiennent l'aménagement de séchoirs à partir d'énergies renouvelables
- 2 dossiers couplent à la fois la réalisation d'un diagnostic et de travaux d'isolation

Les investissements soutenus ont ainsi vocation à contribuer directement à la réalisation de gains d'énergie à l'échelle de chaque exploitation bénéficiaire, au travers, notamment de travaux d'isolation de bâtiments (éventuellement couplés à des régulateurs de ventilation, pré-refroidisseur...), la mise en place de chauffe-eau solaire, d'équipements de séchage en grange par une source d'énergie renouvelable, etc.).

7.17) Conclusions et recommandations

7.17.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion :

Les actions soutenues favorisent les investissements en faveur d'une meilleure utilisation de l'énergie, en soutenant à la fois des actions de diagnostic énergétique, ainsi que des travaux et aménagements en faveur d'une meilleure isolation, d'équipements de séchage à partir de sources d'énergies renouvelables.

La consommation de l'enveloppe FEADER initialement fléchée sur le dispositif 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE) est par ailleurs intégralement consommée.

Recommandation :

Pas de recommandation particulière.

7.a13) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Le DP 5C n'est pas retenu par les PDR Limousin.

7.a14) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contribution principale au DP5D

7.a15) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

7.a15.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ?

7.o1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- 1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances
- 4.3.1. Dessertes forestières
- 8.3.1. Prévention des catastrophes naturelles
- 8.4.1. Réparation des dommages naturels
- 8.5.1. Amélioration des peuplements
- 8.6.1. Soutien aux équipements d'exploitation forestière
- M10 Mesures agroenvironnementales et climatiques

On notera que sur ces 6 dispositifs maquetés à titre prioritaire sous le DP 5E, 3 T.O. n'ont pas été activés (à savoir les mesures forestières 8.3.1, 8.4.1 et 8.5.1, dotées à elles trois initialement d'une enveloppe financière égale à 554 259€).

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5E :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne présente de contribution secondaire au DP5E

7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat
-------------------------	-------------------------------	------------------------

		supplémentaire
Le maintien (voire le développement) de la surface forestière et herbagère a participé à la conservation et à la séquestration du carbone (C152)	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	
Le maintien (voire le développement) de la surface forestière et herbagère a participé à la conservation et à la séquestration du carbone (C152)		Surface soutenue au titre des MAEt/MAEc contribuant à la séquestration carbone (ha)
Le maintien (voire le développement) de la surface forestière et herbagère a participé à la conservation et à la séquestration du carbone (C152)		Conversion des surfaces en tonnage de carbone

7.o3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du R20 _T19 : « pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone »

Calcul du ratio (en %) suivant = $\frac{O5}{X} \times 100$

O5 = Superficie totale des terres agricoles et forestière sous contrats de gestion visant à favoriser la séquestration ou la conservation du Carbone au titre du PDR

X = Total des terres agricoles et forestières sur une année de base

A noter que les dispositifs forestiers visant la création de surfaces forestières, la préservation de ces surfaces au titre du dommage incendie, la reconstitution ou l'amélioration des peuplements forestiers n'ont, in fine, pas été activés en Limousin. Dès lors, les MAEC constituent le principal dispositif au service de la conservation du carbone par les surfaces en herbe sous contrat de gestion, dans le cadre du DP 5E.

Indicateur additionnel : Surfaces soutenues au titre des MAEC contribuant à l'objectif de séquestration du carbone et conversion en volume de carbone séquestré

La surface soutenue au titre de la Mesure 10 ayant un impact favorable en termes de séquestration carbone concerne notamment les surfaces en herbe et les systèmes herbagers et pastoraux couvertes par des engagements agro-environnementaux.

Un fichier de suivi détaillé transmis par l'AG permet de calculer ces surfaces en ha pour les années 2015 à 2017.

Pour les convertir en en tonnage de carbone séquestré, les formules de calcul suivantes sont appliquées :

Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées : Nombre d'hectares contractualisés en engagements unitaires contribuant au DP5E*1000 (Moyenne de niveau de stockage net de carbone en kgC/ha/an des prairies, donnée issue de travaux de GreenGrass et CarboEurope**)

Stockage kgeqCO2/ha/an des surfaces contractualisées : Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées * 3,67 (coefficient de conversion permettant de passer des kgC/ha/an à des kgeq/ha/an. Ce coefficient est égal au rapport des masses molaires : $44/12 = 3,666$)

** Sources : institut de l'élevage : « Le stockage du carbone dans les prairies, une voie d'atténuation de l'impact de l'élevage herbivore sur l'effet de serre » - 2012 – reprise de projets européens GreenGrass et CarboEurope

Méthodes qualitatives :

Nous avons tout d'abord procédé à une analyse bibliographique et documentaire : Une revue de littérature scientifique a été mobilisée afin d'alimenter l'analyse sur le rôle de séquestration du carbone de la prairie.

Les résultats de l'enquête en ligne conduite auprès d'exploitants bénéficiaires de mesures agro-environnementales et climatiques (et/ou du soutien à l'agriculture biologique) ont par ailleurs été valorisés afin de compléter l'analyse des effets des MAEC sur l'adoption ou le renforcement de pratiques environnementales favorables à la séquestration du carbone. 933 questionnaires d'enquête ont en effet été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure en Limousin, dont 226 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon.

7.o4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (M10)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (formations, échanges d'exploitations, démonstrations) (121)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses

	dépenses publiques					publiques (M02)	
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.2)	
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.4)	
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.4)	
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.5)	
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	Mise à jour AG			O2 : Total des investissements (en €) (publics et privés) (M02)	
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	Mise à jour AG			O3 : Nombre d'opérations (investissements améliorant la résilience et la valeur des écosystèmes forestiers) (8.5)	
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	Mise à jour AG			O5 : Superficie (ha) concernée par l'aide versée au titre de l'agroenvironnement/du climat pour la séquestration du carbone (M10)	
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	Mise à jour AG			O5 : Superficie (ha) où des systèmes agroforestiers doivent être mis en place (8.2)	
Indicateur de résultat commun	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la	Oui	Mise à jour AG 0%				

	conservation du carbone						
Indicateur de résultat supplémentaire	Surface soutenue au titre des MAEt/MAEc contribuant à la séquestration carbone (ha)	Non	7 374 ha			Données de suivi AG	
Indicateur de résultat supplémentaire	Tonnage de carbone séquestré par les surfaces sous contrat de gestion	Non	7374 tC/an			Données de suivi AG	
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	Mise à jour AG 871 800,00			PDR	
Indicateur de contexte commun	C29 - Forêts et autres terres boisées (000) - total (2012) (1000 ha)	Non	Mise à jour AG 569,00			PDR	

7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Trois dispositifs forestiers n'ont pas encore été activés au 31/12/2018.

Par ailleurs, nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

Enfin, il convient de souligner l'absence de données relatives aux linéaires de dessertes forestières aménagées comme un point de difficulté rencontré dans le cadre de l'évaluation. Des données complémentaires ont été demandées à la DDT.

7.o6) Réponse à la question d'évaluation

Bilan de mise en œuvre des dispositifs

T.O. 1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances

Si ce dispositif représente, dans son ensemble, une maquette FEADER égale à 2 825 812€, ce dispositif est fléché à hauteur de 102 483€ vers le domaine prioritaire 5E. Les opérations ainsi soutenues

(développement des connaissances relatives à la conservation du carbone par les sols et la forêt), représentent 4 dossiers engagés pour un montant FEADER de 46 078€ (c'est-à-dire 45% de la maquette), et 2 dossiers payés pour 15 982€ de FEADER au 14/11/2018.

TO 4.3.1 Dessertes forestières

Au 14/11/2018, ce sont 36 opérations qui ont été engagées pour un montant total de FEADER de 593 403€, représentant 19,6% de la maquette fléchée sur ce TO (3 034 536€ FEADER). Le nombre de dossiers payés est de 22 pour un montant total de 353 451 € FEADER.

TO 8.6.1 Soutien aux équipements d'exploitation forestière

Au 14/11/2018, ce sont 40 opérations qui ont été engagées pour un montant total de FEADER de 1 676 841€. Ces engagements représentent ainsi 62,3% de la maquette FEADER envisagée pour ce T.O. (2 691 694 € FEADER). De plus, sur ces 40 opérations, 22 ont été soldées pour un montant total de FEADER de 988 257 €.

En dehors de ces deux mesures (TO 4.3.1 et 8.6.1), les autres dispositifs forestiers maquetés en Limousin n'ont pas été activés et n'ont dès lors fait l'objet d'aucune programmation. Cette absence de programmation s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, en ce qui concerne le T.O. 8.4.1 Réparation des dommages naturels causés n'est mobilisable que lors de catastrophes naturelles. La fusion des Régions, et les processus d'harmonisation des PDR et de réorganisation des services en charge de la gestion des programmes qui en ont découlés, ont par ailleurs suspendu la mise en œuvre des dispositifs 8.3.1 Prévention des catastrophes naturelles et 8.5.1 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts.

M10 : MAEC

Les MAEC sont fléchées, en Limousin, vers deux Domaines Prioritaires : le DP 4C et le DP 5E. En soutenant l'entretien, la préservation et le maintien de prairies, ces MAEC jouent un rôle clef dans la capacité de l'agriculture à conserver le carbone dans les sols et, de ce fait, à compenser les émissions de gaz à effet de serre par ailleurs produites par le secteur. L'enveloppe financière allouée aux MAEC en Limousin atteint 41 684 778€ de FEADER, dont 15 379 500 € plus spécifiquement fléchés vers le DP 5E.

Au total, au 14/11/2018, elles ont fait l'objet de 5 827 dossiers engagés pour un montant FEADER total de 30 561 438€, soit 73,3% de la maquette. En termes de paiements, 1 331 dossiers ont été soldés pour un montant total FEADER de 20 355 405 € (66,6% des engagements).

A l'échelle du DP 5E, plus spécifiquement, 11 439 552€ de FEADER ont été engagés, soit 74,4% de la maquette du DP, et 627 dossiers ont été payés pour un montant FEADER total de 4 709 488€.

II. Analyse par critère de jugement

C152 - Le maintien et le développement de la surface forestière et herbagère a participé à la conservation et à la séquestration du carbone

En Limousin, le puits de carbone forestier permet de compenser environ 42% des émissions de GES du territoire, une proportion plus élevée que la moyenne nationale de 25% (PDR Limousin, page 109). De manière générale, les forêts peuvent avoir trois effets majeurs en termes d'atténuation du changement climatique :

- séquestration du carbone en forêt ;
- stockage dans les produits bois transformés ;
- substitution du bois à d'autres matériaux énergivores (béton par exemple)

Le PDR Limousin ne soutient plus (révision du PDR à l'issue du processus d'harmonisation des PDR Limousin, Aquitaine, Poitou-Charentes, à la suite de la fusion des régions) la création de surfaces forestières en tant que telle. De plus, le dispositif de reconstitution du potentiel forestier endommagé n'a pas eu à être activé en Limousin. Dès lors, le PDR ne contribue pas directement à l'augmentation ou au maintien des surfaces forestières et du puit de carbone associé à ces surfaces.

La stratégie adoptée en Limousin en ce qui concerne l'objectif de séquestration du carbone repose ainsi, en priorité, sur le développement de la production de bois d'œuvre en région. Ce développement de la mobilisation du bois à des fins de transformation (bois d'œuvre) contribue in fine à l'amélioration du bilan carbone régional dans son ensemble.

Pour ce faire, le PDR Limousin soutient les opérations suivantes :

- actions d'information et de démonstration visant à accroître les connaissances spécifiques des acteurs de la filière en matière de gestion forestière durable
- projets d'investissements en faveur du développement de la desserte forestière et l'approvisionnement de la filière aval. Le développement de la desserte contribue également, en parallèle, au renforcement du dispositif de lutte contre les feux de forêts.
- projets d'investissements matériels et immatériels des entreprises de travaux forestiers permettant là encore une meilleure récolte et donc une meilleure mobilisation de la ressource en bois. Dans le même temps, il s'agit d'aider à améliorer la gestion forestière par un accompagnement des prestataires à s'équiper en matériel performant et adapté.

Au regard de ces typologies d'actions, et à ce stade de la programmation, il n'est pas possible de quantifier précisément les effets de ces interventions en termes de tonnes de carbone supplémentaires séquestrées.

Au-delà du rôle des forêts, les écosystèmes agricoles représentent un potentiel important de stockage de carbone dans le sol et la biomasse, lorsque les pratiques n'engendrent pas de retournement des terres ou de surexploitation. A cet effet, l'objectif du PDR 2014-2020 est aussi de favoriser les systèmes de production valorisant la production d'herbe, notamment par l'activation de MAEC dans les zones herbagères (mesure 10).

Indicateur additionnel : Surface soutenue au titre des MAEt/MAEc contribuant à la séquestration du carbone (surfaces en herbe)

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone se situant, en moyenne, autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO₂/ha/an (bien que variable selon les modalités de gestion - chargement animal, mode d'utilisation, fertilisation - de 500 et 1200 kgC/ha/an).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les MAEC représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 611ha** soit 4,8% de la surface agricole utile (SAU) régionale (871 800 - données 2010).

Elles contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (7 374 ha soit 17,7%). Cela représente **1,3% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (7 374ha/

566 670 ha).

Indicateur additionnel : Conversion des surfaces soutenues en tonnage de carbone séquestré

Au total, les surfaces en herbe ayant bénéficié entre 2015 et 2017 de mesures agro-environnementales et climatiques en Limousin représentent un stock annuel de carbone de 7374 tC/an, soit 27 063 teqCO₂/an.

Au-delà de cette donnée chiffrée, les résultats de l'enquête menée auprès d'exploitants agricoles ayant bénéficié d'une aide au titre des MAEC (et des soutiens FEADER en faveur de l'agriculture biologique) montrent que ces aides sont incitatives et participent à l'adoption de pratiques favorables au maintien des systèmes pastoraux et des surfaces en herbe en région. En outre, ces pratiques favorisées et maintenues ont pour une majorité de répondants, vocation et capacité à se maintenir à moyen et long terme.

Les répondants ont été amenés, au titre de cette enquête, à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements et adopté certains types de pratiques environnementales, dont le maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité.

Parmi les 177 exploitants ayant répondu à cette question,

- 26% estiment avoir maintenu cette pratique, à la suite de l'obtention de l'aide FEADER.
- 67,8% estiment adopter cette pratique ou l'avoir renforcé, à la suite de l'aide FEADER, dont 41,8% des répondants pour lesquels l'intensité du changement de pratique est élevée ou très élevée.

In fine, les pratiques favorables au maintien de surfaces en herbe et de prairies sont fortement encouragées et amplifiées par les mesures clefs du programme que sont l'agriculture biologique et les MAEC. Le niveau d'adoption ou maintien est, au total, de près de 94%.

59% des répondants estiment que cette pratique pourra être maintenue à long terme (plus 26% à moyen terme). Enfin, l'enquête montre que l'aide FEADER a un impact clair sur le maintien ou l'adoption de ces pratiques environnementales. 47% des répondants, dans leur ensemble, jugent son impact important (35%) à déterminant (12%) dans l'évolution de leurs pratiques.

En conclusion, les interventions du PDR, en soutenant le maintien de surfaces herbagères contractualisées MAEC, contribuent clairement à l'objectif de renforcement des volumes de carbone stockés en région.

C153 - Les interventions du PDR ont participé à la mise en place d'une gestion durable de la ressource forestière

On notera ici que les dispositifs de prévention des dommages causés aux forêts par des incendies ou catastrophes naturelles (8.3.1) et d'amélioration de la résilience des peuplements forestiers (8.5.1) n'ont pas été activés en Limousin.

Le T.O. 4.3.1 en soutenant le développement des dessertes forestières conforte (au-delà d'un accès renforcé à la ressource) le dispositif régional de lutte contre les feux de forêts et participent plus globalement d'une gestion plus durable des forêts. En l'absence de données quantitatives relatives aux linéaires de dessertes créées ou améliorées, il n'est toutefois pas possible de quantifier les effets du PDR en termes de surfaces forestières préservées.

On soulignera par ailleurs le rôle des actions d'information et projets de démonstration dans la diffusion de connaissances et de bonnes pratiques concernant la gestion durable des forêts. Une enquête auprès des structures bénéficiaires de la mesure 1.2.1 a été menée à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine. Si les

résultats de cette enquête (taille de l'échantillon, nombre de retours limité) ne permettent pas de dégager des constats étayés et quantitatifs concernant les effets de ces actions, ils illustrent malgré tout des tendances. A titre d'illustration, un programme de formation/ information, à destination de propriétaires forestiers, élus ou agents de communes forestières, a ainsi pu être redéployé en Limousin avec l'aide du FEADER. Cette action étant mise en œuvre par une structure bénéficiaire d'envergure et de rayonnement régional, ce programme de formation/ information a permis la diffusion de bonnes pratiques et de connaissances autour d'une gestion durable des forêts, auprès de plus de 490 participants.

En cela, on peut confirmer le rôle (et le potentiel pour la fin de période de programmation 2014-2020) du T.O. 1.2.1 en faveur d'une gestion plus durable de la ressource forestière en Limousin.

7.o7) Conclusions et recommandations

7.o7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les interventions du PDR, en soutenant à la fois l'accès la ressource et la mobilisation du bois, à des fins de bois d'œuvre, contribuent à l'amélioration de la séquestration du carbone en région. Par ailleurs, les interventions du PDR à ce stade de la programmation contribuent à la mise en œuvre de pratiques qui favorisent une gestion durable de la ressource forestière.

Toutefois, l'analyse des effets relatifs à la gestion durable de la ressource forestière reste, à ce stade, partielle. L'absence de données de suivi des résultats relatives aux surfaces forestières desservies par le biais du T.O. 4.3.1, en particulier, ne permet pas d'apprécier de manière étayée l'impact de l'aide FEADER sur l'amélioration du dispositif régional de prévention du risque incendie.

In fine, compte tenu du poids des surfaces herbagères et prairies en Limousin, les interventions du PDR en faveur du maintien et de l'entretien de surfaces en herbe, à savoir, en particulier, les MAEC, constituent un outil clef au service de l'objectif de séquestration et conservation du carbone.

Recommandation:

Dans la perspective de l'évaluation finale du PDR Limousin, et en l'occurrence l'évaluation de la contribution du programme à l'objectif de séquestration du carbone, il serait utile de prévoir un suivi détaillé des linéaires de dessertes forestières aménagées et leur conversion en surfaces préservées afin de pouvoir apporter une appréciation plus fine du critère de l'amélioration de la gestion forestière.

7.a16) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?

7.a16.a) Réponse à la question d'évaluation

16.1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- 7.4.1. Installation de projets économiques

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6B :

- O1911. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement
- O1921. Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement
- O1931. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL
- O1941. Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

16.2) Méthodes appliquées

Dans la mesure où le TO 0641 Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles n'a pas été mobilisé, la méthode appliquée cible prioritairement les résultats générés par les projets soutenus au titre du TO 0741 Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques. A ce titre, comme précisé ci-après, une enquête téléphonique auprès des 4 bénéficiaires concernés a été réalisée.

Au titre des contributions secondaires, l'apport des stratégies Leader (M19 -Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement) a été résumé, au regard d'éléments recueillis dans le cadre des RAMO Leader.

Il a été considéré, dans les analyses évaluatives, que ces éléments contribuaient de manière équivalente aux critères de jugement 161 (emploi) et 162 (petites entreprises) rappelés dans le tableau ci-avant.

Inversement, aucune de ces mesures ne contribuent de manière suffisamment directe au critère 163 « Les agriculteurs ont diversifié leur activité » pour que des éléments de réponse puissent y être apportés.

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

- R21 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien : Nombre total d'emplois créés en équivalent temps plein (ETP) par le biais des projets aidés exprimés en ETP[RB1]

Méthodes qualitatives :

Enquête sur les impacts du soutien du PDR Limousin à la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois

Indicateur additionnel : dynamiques de maintien et de création d'emplois au titre du TO 0741

Indicateur additionnel : dynamiques de soutien aux petites entreprises en milieu rural au titre du TO 0741

Une enquête téléphonique a été menée au cours du mois d'avril 2019 auprès des 4 porteurs de projet ayant bénéficié *a minima* d'un 1er paiement au titre du TO 0741. Il s'agit de la Commune de St Hilaire La Treille pour des travaux d'aménagement d'un bâtiment et de l'acquisition de matériel pour faciliter le maintien d'une activité de bar-restaurant, de la Commune de Rancon pour des travaux d'aménagement d'un bâtiment et de l'acquisition de matériel pour faciliter la création d'une activité de bar-restaurant, de la Commune de Liginiaac pour la création d'un bar-tabac-restaurant et de la Commune de Soursac pour des travaux de rénovation d'un local communal en vue de l'ouverture d'une épicerie générale de proximité. Le questionnaire était structuré en deux parties : 1) Présentation de votre entreprise et du projet aidé et 2)

Impact économique du projet. En matière d'impact économique, des questions étaient notamment posées sur les types d'impacts sur l'activité financée et l'évolution des performances économiques de l'entreprise ainsi que sur l'évolution des emplois au sein de l'entreprise bénéficiaire.

Indicateurs additionnels valorisés au titre des contributions secondaires :

Indicateur additionnel : Typologie d'investissements prévus.

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant de répartir les nombres de projets, montants programmés et montants réalisés pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population.

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GALS

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant d'indiquer l'intensité des résultats des actions menées au titre de leur programme Leader pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population. L'intensité des résultats était notée de 1 basse à 4 très élevée.

10 GAL sur 11 ont renseigné le cadre de restitution de l'intensité des résultats des projets financés via leurs fiches action - dans le cadre de leurs programmes Leader. Il leur était demandé d'attribuer une note d'intensité (de 1 "intensité basse" à 4 "intensités très élevée") à une liste de types de résultats proposés par thème d'intervention des GAL. Ne sont analysés que les résultats pour lesquels au moins 4 notes ont été attribuées. La mention autre précisez, permettait aux GAL d'identifier d'autres types de résultats. Elle a été peu mobilisée.

Le tableau ainsi renseigné permet de produire deux types d'indicateurs au regard des types de résultats de l'action des GAL :

- l'intensité du résultat, à partir de la moyenne des notes attribuées,
- le caractère plus ou moins répandu du type de résultat au sein des GAL à partir du nombre de GAL ayant attribué une note

Afin de produire cette analyse, nous avons associé ces deux dimensions afin de calculer un indice de synthèse à partir de la somme de l'ensemble des notes attribuées ramenée au nombre de résultats proposés : l'ampleur du résultat.

La formule de calcul est donc la suivante : **Indice de synthèse** = sommes des notes d'intensité attribuées

pour chacun des résultats du thème / nombre de résultats

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de projets ainsi que le montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique ont été fournis par l'AG.

16.3) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Il est notable que pour les indicateurs additionnels dynamiques de maintien et de création d'emplois au titre du TO 0741 et dynamiques de soutien aux petites entreprises en milieu rural au titre du TO 0741, **le petit nombre de dossiers ayant pu faire l'objet d'une enquête (4) rend les résultats purement illustratifs**. En aucun cas ils ne peuvent avoir de valeur statistique ni servir de base à une extrapolation de résultats

Par ailleurs, les éléments relatifs aux dynamiques de création d'emploi et de soutien au développement des petites entreprises issues des stratégies des GAL constituent une extrapolation d'éléments recueillis auprès des GAL en vue de valoriser leurs investissements et les résultats pouvant en être attendus.

16.4) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

O0641. Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles Aucune programmation sur ce TO au 31/12/2016.

O0741. Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Au 10/11/2018, ce sont 8 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 796 609 € représentant 33,7% de la maquette. Le principe d'intervention de ce TO est basé sur la substitution des acteurs privés par des porteurs de projet publics si la carence d'initiative privée est démontrée. Le dépôt de la demande de financements est effectué généralement par les mairies, principaux porteurs de projets sur ce TO et dans tous les cas par des structures publiques.

Mesure 19 – LEADER

11 GAL ont été conventionnés, couvrant une population de 536 987 habitants et une enveloppe FEADER attribuée à LEADER de 30,7 millions d'euros.

Les 3 thématiques prioritaires régionales sont :

- La montée en débit : accompagnement au développement des infrastructures, numériques de proximité, ainsi qu'au développement des usages. Il s'agit d'un thème obligatoire à toutes les candidatures LEADER.
- Le développement de la culture, des sports, des patrimoines et du tourisme (activités et équipements).
- L'approche innovation territoriale sur les thématiques privilégiées des politiques territoriales : filières du bien vieillir, économie sociale et solidaire, économie verte, adaptation au changement climatique (projets de méthanisation notamment), stratégies alimentaires territoriales, maintien et accueil de populations et d'activités, démarche territoriale emploi et formation, politique des temps, égalité femme-homme.

Au 10 novembre 2018 :

- le TO1911.- Soutien préparatoire aux GAL soutenait 1 opération engagée pour un montant de 10000 € de contrepartie FEADER, soit 33% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.
- le TO1921.- Stratégie des GALs LEADER soutenait 163 opérations engagées pour un montant de 2 786 715 € de contrepartie FEADER, soit 10,2% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO. Ce montant était payé à 4,3% (8 dossiers).
- le TO1931- Coopération des GAL soutenait 0 opérations engagées.
- le TO 1941- Frais de fonctionnement et d'animation des GAL soutenait 10 opérations engagées pour un montant de 1 331 645 € de contrepartie FEADER, soit 26,6% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

II. Analyse par critère de jugement

Les interventions du PDR ont permis de maintenir/développer l'emploi dans les zones rurales (C161)

Rappel du périmètre de l'analyse

L'emploi est un enjeu majeur en termes de lutte contre la perte d'attractivité des territoires ruraux, de dynamisation de la vie économique, de la cohésion sociale et de lutte contre la déprise démographique qui caractérise les zones rurales limousines.

Le RAMO 2017 indiquait que l'approche développée par le PDR en la matière **présentait deux dimensions complémentaires** : d'un côté, des actions déployées en faveur du maintien et de la création de l'emploi en tant que tel au travers du TO 0641, et de l'autre **la volonté de créer un cadre favorable à la création d'emplois en agissant sur l'attractivité des territoires par le TO 0741**. Pour rappel, le TO0641 n'a bénéficié d'aucune programmation.

Les **actions des GAL** viennent en complément de ces deux dynamiques. Ces derniers, bien que fléchés en contribution secondaire, accordent une place prépondérante à l'enjeu de l'emploi et en font un facteur d'attractivité du territoire. Ces actions prévues permettent de répondre au besoin 5 « Promouvoir un tissu rural « viable, vivable et équitable » maillé de pôles structurants », au besoin 6 "Conforter un regain démographique", au besoin 9 "Valoriser l'organisation de territoires de projet pour le développement des zones rurales ", au besoin 13 " Renforcer la dynamique de la création/transmission des exploitations

agricoles" du PDR Limousin.

Indicateur additionnel : dynamiques de maintien et de création d'emplois au titre du TO 0741

Le TO 0741 vise à soutenir des actions permettant de créer des conditions favorables au maintien de la population rurale et à l'installation de nouvelles populations porteuses d'activités économiques afin de faire face au défi du déclin démographique dans les zones rurales limousines. Pour ce faire, le PDR a défini un ensemble de critères de sélection permettant de cibler géographiquement et thématiquement le soutien accordé.

Au niveau géographique, la proximité avec le centre-bourg est un critère mis en avant, avec une attribution des points variant selon l'éloignement du projet par rapport au centre-bourg.

Ensuite, au niveau thématique, une pondération est effectuée selon la nature de l'activité, montrant la prise en compte des enjeux spécifiques auxquels font face les territoires ruraux limousins : les activités de bâtiments (1 point), les services aux particuliers (2 points) et l'offre de services alimentaires (3 points) constituent les thématiques principales.

Par ailleurs, le développement d'une approche multi-services, mise en avant par le PDR, permet de maximiser l'effet des investissements effectués, en concentrant les services fournis à un point précis (poste, alimentaire...).

Ainsi la sélection des opérations du TO 0741 semble favoriser la structuration de l'offre de services de la population en zone rurale bien que l'objectif de ce TO soit le développement de l'emploi en zone rurale, précisons cependant qu'en égard au nombre réduit d'opérations soutenues (2), la masse critique nécessaire pour constater un effet tangible n'est pas encore atteinte.

Pour rappel, les 4 projets présentant au moins un paiement, pour lesquels une interview du bénéficiaire a pu être réalisé concernaient le maintien (1) ou la création (2) d'une activité de bar-restaurant et l'ouverture d'une épicerie (1).

Le montant total moyen de l'investissement aidé était de 260 000 € et celui des aides attribuées de 160 000 € environ (dont 83 000 € au titre du FEADER).

Selon les répondants, l'impact de l'aide FEADER sur le plan de financement de l'investissement a été déterminant notamment en raison des taux de subventions et des difficultés pour les petites communes de réaliser des investissements conséquents, tout en maintenant un équilibre de trésorerie. Sans l'aide du FEADER, les bénéficiaires auraient été contraints de reporter dans le temps le projet, voire de réviser à la baisse les montants de l'investissement prévu.

L'impact des projets étudiés sur l'évolution des emplois au sein de l'entreprise bénéficiaire est modéré conformément à la nature des activités concernées et à l'échelle des projets soutenus. Au total, 5 emplois ont été créés et 1 préservé. Par ailleurs, ces établissements mobilisent des emplois ponctuels et saisonniers (restauration)

Selon les bénéficiaires, ces emplois devraient être maintenus sur le long terme.

Enfin, les projets soutenus ont un impact, modéré, sur l'évolution des emplois au-delà de l'établissement bénéficiaire. 3 des 4 établissements soutenus contribuent à la préservation des activités en milieu rural en

faisant appel aux producteurs locaux pour l'achat des produits de restauration et d'épicerie.

- **Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales (C162)**

Les micros et petites entreprises constituent la base du tissu économique du limousin et sont également les principales pourvoyeuses d'emplois. Leur développement permet de renforcer l'attractivité des territoires en ayant un effet positif tant sur le développement de l'emploi sur le territoire que sur le renforcement de l'offre de services, facteurs d'attractivité du territoire.

Indicateur additionnel : dynamiques de soutien aux petites entreprises en milieu rural au titre du TO 0741

Le TO 0741 a pour but de promouvoir le développement dans les zones rurales et de contribuer au renforcement des résultats économiques des micro et petites entreprises, garants de leur pérennité sur le territoire. Pour ce faire ce dispositif soutient la dynamique d'installation de projets économiques (commerces, bar-restaurants,) répondant aux critères de sélection susmentionnés. Par exemple, le PDR permet le soutien à l'acquisition et à l'installation de matériel nécessaire à la poursuite ou au développement d'une activité économique structurante pour la vie économique et sociale d'un territoire rural (bar-restaurant). En soutenant l'accès des commerçants, chefs de micro-entreprises, à de nouveaux équipements, le PDR contribue à les insérer dans une dynamique positive de développement de leurs activités, pouvant mener à la création d'emplois sur le territoire et à l'accroissement de leurs revenus.

A cet égard, l'analyse des impacts économiques des 4 projets soutenus permet d'identifier les niveaux d'impacts suivants sur l'activité de l'entreprise : (une note de 1 à 3 était demandée aux bénéficiaires afin d'évaluer les impacts de l'investissement aidé sur l'activité de leur entreprise)

- Valorisation et développement des commerces de proximité (mentionné par les 3 bénéficiaires)
- Développement de l'activité de l'entreprise (mentionné par les 3 bénéficiaires)
- Maintien de l'activité de l'entreprise (mentionné par 2 bénéficiaires)
- Maintien du lien social dans une commune rurale (mentionné par 2 bénéficiaires)
- Augmentation des capacités de production (mentionné par 1 bénéficiaire)
- Amélioration des conditions de travail (mentionné par 1 bénéficiaire)

Pour illustration, les travaux d'aménagement d'un bâtiment et l'acquisition de matériel ont permis de redynamiser la vie locale, de proposer un lieu de vie et de rencontres dans les communes concernées, de capter les visiteurs de passage en demande d'un lieu de convivialité pour faire une halte dans la commune et de travailler en partenariat les producteurs locaux.

Concernant l'évolution des performances économiques des entreprises, leurs Chiffre d'Affaire (CA) et Valeur Ajoutée en % du CA ont eu tendance à augmenter.

Dans 3 cas sur 4, l'investissement aidé peut être considéré comme la cause principale de ces évolutions.

Contribution aux critères 161 et 162 au titre de la mesure 19 LEADER,

L'attractivité des territoires est notamment abordée au sein des stratégies des GAL par le biais du développement touristique facteur de développement de l'emploi. Ce développement touristique portera à la fois sur l'amélioration des services au client, la valorisation des ressources locales, l'amélioration des

infrastructures touristiques (patrimoniales, hébergements, culturelles...). La valorisation touristique du territoire est également un facteur de promotion de ce dernier auprès de nouvelles populations. Cette dimension est largement intégrée au sein des stratégies déployées par les GAL.

En matière de tourisme, l'analyse des résultats des actions des GAL positionne le tourisme comme le 2^{ème} domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (8,67) avec 4 GAL sur 5 répondants y ayant contribué. En matière de tourisme, le renforcement de l'offre (2,8) et de la capacité d'accueil touristique du territoire (3) présentent des intensités élevées, avec certains GAL très investis. Au titre de la mesure 19, le développement touristique a bénéficié de 840 000€ programmés, dont 120 000 € payés, pour 40 projets. Cependant, il est notable qu'aucun montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique n'a été programmé au titre du TO O0742. Accroître l'offre de services.

Autre contribution, le thème « Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire » mobilise 490 000 € programmés (dont 0 € payés) pour 37 projets. Sur ce thème, les niveaux de résultats valorisés par les GAL sont significatifs avec une intensité de 2,1/4.

D'autres thèmes d'intervention des GAL peuvent produire des résultats économiques mais de manière trop indirecte pour être valorisés ici.

16.5 Conclusions et recommandations

Conclusion / Recommandation 1

C1 – A l'échelle du PDR, les mesures identifiées comme contribuant à la création d'emplois et au développement des petites entreprises (DP6A) représentaient une contribution prévisionnelle très limitée. L'absence de mobilisation du TO 641, Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles, a encore réduit ce potentiel. In fine, seul le TO O0741 y apporte une contribution directe. Celle-ci reste, à ce stade de la programmation très limitée, avec seulement 8 projets programmés dont 4 projets ayant bénéficié d'au moins un paiement. De fait, l'enquête menée auprès des bénéficiaires permet simplement d'illustrer les types d'impacts économiques pouvant être générés par l'aide FEADER mais sur un périmètre très limité.

R1 – Plusieurs pistes peuvent être évoquées pour mieux valoriser les impacts des projets aidés au titre du PDR sur l'emploi et les petites entreprises en milieu rural et leur valorisation. En termes de valorisation, il pourrait être envisagé de mieux valoriser les différents types de contributions des projets soutenus au titre de la mesure 19 (cf – recommandation suivante) en réalisant des études de cas. Surtout, d'autres mesures contribuent, de manière significative, à la création d'emplois en milieu rural (notamment les TO 0.411 - mesure Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles et 0.421 Investissements des IAA) mais leurs contributions n'ont pas été identifiées dans le PDR.

Conclusion / Recommandation 2

C2 - Les opérations programmées et prévues au sein des stratégies des GAL semblent favoriser globalement la structuration de services et la valorisation des territoires en faveur d'un maintien et d'un potentiel regain d'attractivité démographique. Leur contribution au développement économique de ces territoires est diffuse et notamment présente via leurs interventions au bénéfice du développement touristique et de l'économie locale.

R2 – Au regard des niveaux de paiement des opérations, l'évaluation des impacts sur l'emploi de ces

dispositifs ne peut être réalisée à ce stade. Il serait néanmoins nécessaire de prévoir un dispositif permettant de les observer de manière directe, sur une typologie de projets portés par les GAL afférents aux principales thématiques potentiellement contributives au développement économique des territoires.

Recommandation générale relative à l'évaluation des effets sur l'emploi des mesures des PDR : au regard des aides financières consenties dans le cadre du FEADER et des enjeux économiques et d'emplois pour les territoires ruraux de Nouvelle-Aquitaine, il apparaîtrait intéressant, à l'issue de la programmation 2014-2020, de réaliser une évaluation transversale dédiée à l'analyse des effets des aides attribuées au titre des mesures des PDR sur les dynamiques économiques et d'emplois au sein des différentes filières économiques et, plus globalement, des territoires bénéficiaires.

7.a17) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?

7.a17.a) Réponse à la question d'évaluation

17.1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- 7.4.2. Accroître l'offre de services
- 7.4.3. Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux
- 7.6.5. Patrimoine naturel et culturel des territoires ruraux
- 16.7.1. Stratégies locales de développement forestier
- 19.1.1. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement (LEADER)
- 19.2.1. Stratégie des GALs LEADER
- 19.3.1. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL
- 19.4.1. Soutien au fonctionnement et à l'animation du GAL

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6B :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne présente de contribution secondaire à ce domaine prioritaire.

1.) Méthodes appliquées

Les méthodes quantitatives décrivent les méthodes de calcul utilisées afin d'obtenir certains indicateurs. Les indicateurs de réalisation proviennent de l'outil OSIRIS.

Les méthodes qualitatives sont relatives à l'analyse de dossiers ou autres données dites « qualitatives » (enquête, étude, entretiens).

Méthodes quantitatives :

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du ratio: R22_T21 : pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local : pour le calcul de l'indicateur R22-T21, la population rurale totale prise en compte est de 746 230 habitants. La population totale concernée par les GAL étant de 536 987 habitants, 71.9% de la population rurale est concernée par les stratégies de développement local. De plus, 99.37% de l'indicateur cible « Population rurale concernée par les stratégies de développement local », avec 536 987 habitants concernés par les stratégies sur les 537 120 fixés pour 2023, sont atteints.

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel : Nombre de projets soutenus par typologie (Maisons de santé, maison de services publics, petite enfance, jeunesse) et population concernée par le service déployé

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de projets ainsi qu'à la population couverte par chacun des projets ont été fournies par l'AG. Le calcul des populations couvertes a été réalisé à partir de la somme des populations du territoire impacté. Ce territoire correspond au périmètre de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de la commune où a été réalisé le projet.

Indicateur additionnel: Typologie d'investissements prévus.

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant de répartir les nombres de projets, montants programmés et montants réalisés pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population.

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GALS

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant d'indiquer l'intensité des résultats des actions menées au titre de leur programme Leader pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population. L'intensité des résultats était notée de 1 basse à 4 très élevée.

10 GAL sur 11 ont renseigné le cadre de restitution de l'intensité des résultats de leurs actions dans le cadre de leurs programmes Leader. Il leur était demandé d'attribuer une note d'intensité (de 1 intensité basse à 4 intensité très élevée) à une liste de types de résultats proposés par thème d'intervention des GAL. Ne sont analysés que les résultats pour lesquels au moins 4 notes ont été attribuées. La mention autre précisez,

permettait aux GAL d'identifier d'autres types de résultats. Elle a été peu mobilisée.

Le tableau ainsi renseigné permet de produire deux types d'indicateurs au regard des types de résultats de l'action des GAL :

- **l'intensité** du résultat, à partir de la moyenne des notes attribuées,
- **le caractère plus ou moins répandu** du type de résultat au sein des GAL à partir du nombre de GAL ayant attribué une note

Afin de produire cette analyse, nous avons associé ces deux dimensions afin de calculer un indice de synthèse à partir de la somme de l'ensemble des notes attribuées ramenée au nombre de résultats proposés : **l'ampleur** du résultat.

La formule de calcul est donc la suivante : **Indice de synthèse** = sommes des notes d'intensité attribuées pour chacun des résultats du thème / nombre de résultats

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de projets ainsi que le montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique ont été fournis par l'AG.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Ces indicateurs ne concernent que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de patrimoine concerné et Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé ont été fournies par l'AG.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Sur cette question évaluative, 6 des 7 indicateurs additionnels ont pu être renseignés.

Cela a nécessité, la constitution de cadres de renseignement et de compilation ad hoc (tableau Excel mentionné plus haut), dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation, aux formats de RAMO transmis aux GAL.

L'indicateur additionnel : « Composition des comités de programmation GAL (M19) partenariat public-privé, typologie des partenaires présents » n'a pu être valorisé du fait de données intermédiaires nécessitant un traitement approfondi de la gouvernance lors de l'évaluation finale des GAL.

17.3 Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici qu'afin de donner une vision élargie des dynamiques de concrétisation des objectifs du

programme, les analyses des dispositifs présentées ci-après ne se sont pas limitées aux données de réalisation (projets et montants payés) mais ont été complétées à partir :

- de données de programmation (projets et montants programmés)
- d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets et capitalisées par les Services référents de l'AG.

Ces deux dernières sources d'informations ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

17.4 Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre des dispositifs relatifs au DP 6B

Au 10 novembre 2018 :

- le TO 7.4.2 - Accroître l'offre de services soutenait 6 opérations programmées pour un montant de 630 808 € de contrepartie FEADER, soit 9,2% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- le TO 7.4.3 - Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux soutenait 5 opérations programmées pour un montant de 1 474 328€ de contrepartie FEADER, soit 27% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- le TO0765. Patrimoine naturel et culturel des territoires ruraux soutenait 5 opérations programmées pour un montant de 474 655€ de contrepartie FEADER, soit 11,2% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- le TO1671 - Stratégies locales de développement forestier, doté de 801 360 € n'était pas mobilisé.

Mesure 19 – LEADER

Au 10 novembre 2018 :

- le TO1911.- Soutien préparatoire aux GAL soutenait 1 opération engagée pour un montant de 10000 € de contrepartie FEADER, soit 33% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- le TO1921.- Stratégie des GALs LEADER soutenait 163 opérations engagées pour un montant de 2 786 715 € de contrepartie FEADER, soit 10,2% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO. Ce montant était payé à 4,3% (8 dossiers).

- le TO1931- Coopération des GAL soutenait 0 opérations engagées.

- le TO 1941- Frais de fonctionnement et d'animation des GAL soutenait 10 opérations engagées pour un montant de 1 331 645 € de contrepartie FEADER, soit 26,6% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

I- Analyse par critère de jugement

La question 17 cible l'analyse des effets des mesures du PDR favorables au développement local en zone rurale. L'analyse se focalisera en particulier sur la mise en œuvre de LEADER.

L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations (C171)

Indicateur additionnel : Nombre de projets soutenus par typologie (Maisons de santé, maison de services publics, petite enfance, jeunesse) et population concernée par le service déployé

Au 30/03/2019, **8 dossiers ont été programmés** au titre du TO 742 et **6 dossiers ont été programmés** au titre du TO 743 (6 Maisons de santé, 5 projets Enfance Jeunesse et 3 projets culturels) **dont 5 ont bénéficié d'au moins 1 paiement**. Il s'agit de 3 maisons de santé (Tulles, Corrèze, Bellac), de l'agrandissement de l'ALSH de Darnets et de la construction du Pôle Ado à Magnac-Bourg. **97 300 habitants ont bénéficié de ces nouveaux services**.

Afin de relativiser la portée de cet impact, à noter que cela représente **13% de la population régionale** (746 230 habitants environ). En extrapolant ce résultat sur l'ensemble des projets programmés (nous considérons une moyenne de 10000 habitants par projet dans la mesure où les projets réalisés concernent certaines des zones les plus densément peuplées), il peut être considéré qu'environ 90 000 habitants supplémentaires bénéficieront de nouveaux services, soit **190 000 habitants au total (25%)**. **Au regard des montants restants à engager (90% pour le 742 et 73% pour le 743), l'impact de cette mesure pourrait in fine être significatif à l'échelle régionale.**

Indicateur additionnel: Typologie d'investissements prévus.

Les données recueillies auprès des GAL permettent de donner à voir les thèmes d'intervention des projets aidés au titre du dispositif M19 et donc de contribuer à répondre au critère de jugement.

10 GAL sur 11 (pas de réponse du GAL PALOMA) ont renseigné le cadre de valorisation des typologies d'investissements consentis dans le cadre de leurs programmes Leader.

Sur les 14 thématiques, 8 ont été mobilisées :

- le thème le plus investi est, de loin, le thème Culture/patrimoine avec 1M€ (dont 69 k€ payés) et 74 projets programmés.
- Viennent ensuite 2 thèmes situés entre 840 et 900 K€ programmés : Accueil/services à la population (895 k€ - dont 39 payés, 38 projets) et Tourisme (840 k€- dont 120 payés, 40 projets)
- Le thème Sports/loisirs mobilise 690 K€ programmés (dont 19 payés) pour 38 projets,
- Le thème Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire mobilise 490 K€ programmés (dont 0 payés) pour 37 projets,
- Les thèmes Numérique/TIC (265 / 0 / 15) et Agriculture/circuit court alimentaire (284 / 23 / 7)

viennent ensuite,

- Enfin, le thème Environnement/climat/transition énergétique mobilise 115 K€ programmés (dont 0 payés) pour 10 projets,

Les thèmes Santé, Enfance/jeunesse, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Logement/habitat/urbanisme rural n'ont pas été investis par les GAL du Limousin.

A ce stade de la programmation (2,5 M€ au titre du suivi de l'AG, 4,5 M€ selon les GAL) moins de 20% de la maquette prévue a été mobilisé. 259 projets ont été engagés par les 10 GAL répondants.

Globalement, il peut être considéré que l'ensemble des projets concourent à l'amélioration de l'attractivité des territoires bénéficiaires. S'il n'est pas directement porteur de plus-value en termes de services à la population, le thème « développement économique » **contribue néanmoins largement à l'attractivité du territoire à travers la création d'emplois et la dynamisation du tissu économique**. Pour les autres thèmes, **la contribution est directe, tant en matière d'offre de services que d'attractivité**.

Quelques ratios peuvent permettre de relativiser, à ce stade, l'impact Leader :

- la programmation représente un projet pour 3 communes couvertes (709 communes au total) et 2 00 habitants **ce qui apparaît très significatif** ;
- néanmoins, les **montants programmés restent faibles** (entre 2,5 M€ et 4,5 M€ à l'échelle de l'ensemble des GAL) alors que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 M€ par GAL [MJ1] [RB2] le seuil minimum pour avoir un véritable impact et permettre une compensation du coût de mise œuvre / gestion (masse critique).

Les stratégies LEADER ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (C172)

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GALs.

Sur les 11 GAL du Limousin, 5 ont répondu. Les GAL n'ont pas identifié de résultats pour les thèmes Enfance/jeunesse, Lien ville-campagne, Bois/forêt et Logement/habitat/urbanisme rural.

Au regard de l'indice de synthèse, les deux premiers thèmes, présentant des indices situés entre 8 et 10 sont liés au **développement de l'attractivité des territoires ruraux**. Il s'agit du tourisme, et du thème culture/patrimoines.

Sur ces deux thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est situé entre 2,6 et 3, soit une intensité élevée à très élevée. En moyenne, 3 à 4 des 5 GAL répondants sont concernés par les types de résultats proposés sur ces thèmes.

En matière de culture et de patrimoine, 4 GAL considèrent fortement contribuer à l'amélioration de la valorisation des patrimoines historiques et culturels de leur territoire.

Les 3 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 5,5 et 6,5 : il s'agit des thèmes Sports/loisirs (intensité 2,3), Santé (intensité 3) et Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire (intensité 2,1). Sur ces trois thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est assez hétérogène de peu élevé à élevé. 2 à 3 des 5 GAL répondants sont concernés par ces résultats. Les GAL identifient notamment des résultats en termes de maintien, renforcement de l'offre médicale et paramédicale (intensité 3), Renforcement de l'offre de sports et de loisirs du territoire (intensité 3) et Développement de

nouveaux services répondants à des besoins non couverts (intensité 2,8)

Pour les 5 derniers thèmes, seuls 1 à 2 GAL ont identifié des résultats, avec des niveaux d'intensité très hétérogènes (de 2,7 pour les services à la population à 1,3 pour le numérique).

- Accueil/services à la population (intensité 2,67)
- Environnement/climat/transition énergétique (intensité 2,5)
- Agriculture/circuit court alimentaire (intensité 2,00)
- Mobilité (intensité 1,67)
- Numérique/TIC (intensité 1,33)

L'offre touristique en zone rurale s'est améliorée favorisant l'attractivité des territoires et leur développement (C173)

En matière de tourisme, l'analyse des résultats présentée ci-avant positionne le tourisme comme le 2^{ème} domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (8,67) avec 4 GAL sur 5 répondants y ayant contribué.

En matière de tourisme, le renforcement de l'offre (2,8) et de la capacité d'accueil touristique du territoire (3) présentent des intensités élevées, avec certains GAL très investis. Pour exemple, le GAL Territoire Ouest Corrèzien a lancé une étude de la mise en place d'un schéma directeur des chemins de randonnée.

840 000 € ont été programmés par les GAL en faveur du développement touristique (120000€ payés).

A noter néanmoins que 0€ ont été programmés en faveur de l'amélioration de l'offre touristique au titre de la partie « tourisme » du TO 7.4.2 Accroître l'offre de services.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Si aucun paiement n'a été enregistré à cette date au titre du TO 765, il peut être noté que parmi les 5 projets programmés, se trouvent 2 projets d'inventaire général du patrimoine sur le territoire du PNR Périgord Limousin et du PNR Millevaches en Limousin (au sein de l'inventaire, certains projets sont classés), un projet (réalisé) d'aménagement muséographique « Maison Martin Nadaud » (CdC Bourgneuf Royère de Vassivière), un projet (réalisé) de « Mise en scène et valorisation du patrimoine historique de la commune de Les Cars sur la route Richard Cœur de Lion » (Site Classé, en cours) et des « Travaux sur le site Soudaine-Lavinadière (CdC Vézère Monédières Millesources, Site Classé, en cours). Sur ces cinq projets, un concerne des vestiges archéologiques, trois du patrimoine rural bâti et un du patrimoine industriel.

Focus numérique : l'offre numérique et leurs usages se sont développés améliorant les services à la population.

Alors que la montée en débit figure parmi les 3 priorités régionales identifiées lors de l'AAP Leader de 2014, cela ne transparaît pas, ni dans la programmation avérée ni dans la dynamique de programmation à venir. Ainsi, **le thème Numérique/TIC arrive en avant dernière position des types d'investissements soutenus par les GAL**, tant en montants programmés qu'en nombre de projets. **Ce thème arrive en dernière position dans le cadre de l'évaluation des résultats** pouvant être attendus des actions soutenues

par les GAL. Pour autant, les projets devraient faire l'objet d'un engagement en 2019.

17.6 Conclusions et recommandations

Conclusion / Recommandation 1

C1: Le soutien a permis de contribuer à l'amélioration des infrastructures et services. Au regard des nombres de projets, montants mobilisés et niveaux de réalisation observés, l'impact apparaît néanmoins limité à l'échelle des zones rurales régionales, à ce stade de la programmation.

R1 : Il conviendra d'accélérer et amplifier la dynamique de programmation afin d'atteindre un niveau d'intervention permettant d'apporter une plus-value significative et visible et, in fine, un réel effet levier en matière de renforcement de l'attractivité des territoires et d'accueil de nouvelles populations. Si des éléments ont permis de donner à voir la contribution des actions menées aux enjeux thématiques liés à l'amélioration de l'attractivité et de l'offre de services en milieu rural, aucune évaluation factuelle des effets de ces soutiens, basée sur une observation directe n'a pu être réalisée à ce stade. Il conviendra lors de l'évaluation finale de mesurer plus précisément ces effets, par exemple dans le cadre d'études de cas par domaine d'intervention.

Conclusion / Recommandation 2

C2 : L'intensité des investissements réalisés en faveur de l'amélioration de l'offre touristique apparaît, à ce stade, limitée. Les GAL identifient néanmoins, au regard des projets en cours de programmation, cette thématique comme étant porteuse des impacts les plus importants à l'échelle de leurs stratégies d'intervention.

R2 : Il conviendra lors de l'évaluation finale de réaliser une analyse spécifique visant à donner à voir plus précisément les types et nombre de projets soutenus afin d'être en capacité d'en analyser les impacts réels.

Conclusion / Recommandation 3

C3 : Il était attendu que les actions prévues par les GAL contribuent à développer le maillage numérique des territoires ruraux, en prévoyant la construction d'infrastructures nécessaires à la montée en débit des zones rurales, ainsi qu'en prévoyant des actions de sensibilisation aux usages du numérique. Il s'avère que le volet infrastructure THD a été mis en œuvre mais que les projets ne sont pas encore engagés et payés. La portée des actions contributives au développement des usages numériques sera à analyser lors de l'évaluation finale.

R3 :

Il conviendrait d'ajuster les objectifs et niveaux d'ambition sur ce volet numérique au regard de l'abandon de la partie liée aux infrastructures.

7.a18) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accès, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?

7.a18.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accès, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales ?

7.r1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne contribue de façon principale à de domaine prioritaire.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6C :

- M19. LEADER

7.r2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a participé à l'amélioration de l'accès, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.	R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	
Le PDR a participé à l'amélioration de l'accès, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.		Typologie d'investissements prévus sur le numérique

1. r3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

La mesure 19 n'a fait l'objet d'aucune programmation. Aucune méthode quantitative n'a pu être mise en

œuvre

- a. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du ratio T24-R25

Calcul du ratio (en %) suivant = $Y/X * 100$ Y : population directement bénéficiaire de l'action

X : population totale du territoire du PDR

- a. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La mesure 19 n'a fait l'objet d'aucune programmation. La non disponibilité de la donnée d'opérations achevées et payées sur ce TO ne permet pas de calculer la valeur de cet indicateur[RB1]

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel : Typologie d'investissements prévus sur le numérique

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant de répartir les nombres de projets, montants programmés et montants réalisés pour les investissements dédiés au numérique au sein de la typologie suivante 1) infrastructure THD, 2) espaces dédiés aux usages (coworking, Fab Lab, ...), 3) formation et sensibilisation aux usages.

7.r4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de résultat commun	R25 / T24 : pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	Non	A renseigner AG			
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie d'investissements prévus sur le numérique	Non	5 espaces numériques 10 projets de sensibilisation aux usages			

7.r5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

1. r6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

Mesure 19 – LEADER

Au 10 novembre 2018 :

- le TO1911.- Soutien préparatoire aux GAL soutenait 1 opération engagée pour un montant de 10000 € de contrepartie FEADER, soit 33% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.
- le TO1921.- Stratégie des GALs LEADER soutenait 163 opérations engagées pour un montant de 2 786 715 € de contrepartie FEADER, soit 10,2% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO. Ce montant était payé à 4,3% (8 dossiers).
- le TO1931- Coopération des GAL soutenait 0 opérations engagées.
- le TO 1941- Frais de fonctionnement et d'animation des GAL soutenait 10 opérations engagées pour un montant de 1 331 645 € de contrepartie FEADER, soit 26,6% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

II - Analyse par critères de jugement

Le PDR a participé à l'amélioration de l'accessibilité, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.

L'accès à l'internet haut débit se développe en Limousin, avec des zones blanches en ruralité. Dans les zones mieux desservies, les équipements doivent être adaptés aux dernières évolutions de l'offre (fibre, très haut débit). En l'état actuel, le réseau d'infrastructures numériques est insuffisant pour permettre le développement des nouveaux services (télémédecine, télétravail, e-éducation, e-santé...), facteurs d'attractivité du territoire. Les phénomènes conjugués de vieillissement de la population et de numérisation de plus en plus de services accentuent la fracture numérique générationnelle et sociale. Les stratégies des GAL contribuent à la résorption de la fracture numérique, à la fois territorialement (infrastructures) et socialement (compétences, usages, lutte contre l'isolement) et à l'amélioration de l'accès aux TIC et à leurs usages pour tous les limousins (besoin 7), favorisant la cohésion sociale (accès aux services, à la culture, ...) et la mixité, facteurs de cohésion territoriale, et d'attractivité. GAL Combrailles en Marche : Fiche 3 "Montée en débit et usage du numérique " (513 088€).

Selon les données transmises par les GAL (7 répondants sur 11), aucun projet concernant l'amélioration des infrastructures Très Haut Débit n'a été programmé. 5 projets soutenant la création d'espaces dédiés au numérique (coworking, tiers lieu...) ont été programmé pour un montant total de 70,6 K€. Enfin, concernant la formation et la sensibilisation aux usages numériques et les outils de communication, 10 projets ont été programmé pour un montant total de 194,5 K€.

7.r7) Conclusions et recommandations

7.r7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1 – Le développement des infrastructures numériques qui correspond à l'une des 3 priorités régionales, n'a pas été mis en œuvre.

R1 – Il apparaît en effet que les programmes Leader ne sont pas adaptés à ce type d'opération de grande envergure et représentant des montants très élevés. Il apparaîtrait opportun de valider l'exclusion de ce type de projets des programmes des GAL.

C2 – Un petit nombre (15) de projets dédiés au développement des usages du numériques ont été programmés. Les GAL ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine au regard des typologies de territoires au sein desquels ils interviennent. Cela, notamment au regard de deux enjeux majeurs pour l'avenir des territoires ruraux : l'accès à distance aux services au public (déclarations d'impôts, démarches administratives, ...) et le développement du travail à distance pouvant permettre à ces territoires d'attirer des nouveaux habitants

R2 – Il conviendrait de concentrer les stratégies des GAL sur ces deux volets (formation de tous les publics aux usages numériques et constitution d'une offre d'accueil en télétravail) et d'accélérer la dynamique de projets dédiés.

7.a19) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

7.a19.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

s1) Synergies du programme et effet transversal

Les matrices en annexes présentent les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) et les synergies entre domaines prioritaires du PDR Limousin (annexe 2).

Ces contributions principales et secondaires des mesures du PDR Limousin par Domaine Prioritaire (annexe 1) ont significativement évolué par rapport à la version initiale de la logique d'intervention du PDR.

En effet, le processus d'harmonisation des PDR Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes (engagé suite à la

fusion des régions), d'une part, et les arbitrages de programmation ayant conduit à la non-activation de certains dispositifs, d'autre part, expliquent largement les évolutions de contributions attendues et observées entre mesures et entre domaines prioritaires.

Les synergies entre mesures et DP perçues à l'occasion du présent RAMO divergent donc en partie des synergies observées au début de la programmation.

7.s2) Méthodes appliquées

L'analyse est basée sur une approche qualitative. Les éléments mobilisés sont :

- L'analyse de la logique d'intervention actualisée du PDR (annexe 1 : contributions principale et secondaire des mesures par Domaine Prioritaire) ;
- Des matrices de cohérence (annexe 2 : Synergies entre domaines prioritaires du PDR Limousin) ;
- Les réponses aux autres questions évaluatives.

7.s5) Réponse à la question d'évaluation

La révision du PDR et les évolutions de maquettes ont conduit à recentrer la stratégie du PDR Limousin autour de 11 domaines prioritaires (sur les 18 domaines prioritaires prévus et proposés par le règlement communautaire). Par ailleurs, parmi les mesures bénéficiant d'une enveloppe FEADER en date du 14/11/2018, 13 types d'opération restent à ce jour non activés, non ouverts ou ne font l'objet d'aucune programmation (ou minime).

Ces types d'opération peuvent être des dispositifs forestiers (prévention et réparation des dommages causés aux forêts, investissement améliorant la résilience des forêts...), des soutiens visant le renforcement de l'offre de services et d'activités non agricoles en milieu rural (installation de projets économiques, services de santé...), les dispositifs Coopération, les investissements pour la transformation de produits agricoles...

En l'absence de programmation sur ces dispositifs, les synergies observées entre mesures et entre DP se resserrent davantage.

Les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) montrent que :

- La mesure 1 (T.O. 1.2.1) en faveur du transfert de connaissances dans les zones rurales est définie comme transversale et ciblée sur plusieurs domaines prioritaires 1A, 2A, 4B et 5E
- La mesure 4 compte plusieurs sous-mesures lesquelles présentent des effets nombreux et diversifiés. Elle contribue ainsi à titre principal aux DP 2A, 3A, 4B, 5B et 5E ainsi qu'elle contribue au DP 4A de manière secondaire. La multitude d'objectifs poursuivis par cette mesure est perçue au travers de l'enquête exploitants menés auprès d'un échantillon de bénéficiaires de la mesure 4.1. Il ressort de cette enquête des contributions variées sur le plan économique et environnemental notamment.

La matrice des synergies entre domaines prioritaires du PDR (annexe 2) nous permet de souligner les synergies fortes entre :

- La priorité 1 et les DP 2A, 4B et 5E
- Les domaines prioritaires 2A et 2B
- Les domaines prioritaires 2A et 3A
- Les domaines prioritaires 2A et 5A

Nous présentons ici les principales synergies entre mesures et priorités.

Priorité 1

La mesure 1 (Transfert de connaissances et actions d'information) vise à permettre aux acteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'agro-alimentaire d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis notamment en matière de développement durable. La mesure 16 vise à permettre le développement d'actions de coopération favorisant l'émergence de projets de recherche et de développement, axés sur la coopération pour le développement de circuits courts ou de proximité ou sur la problématique de l'adaptation au changement climatique.

Ces mesures contribuent donc à la priorité 1 visant à favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales.

Selon les thématiques visées par ces mesures, plusieurs domaines prioritaires sont concernés: DP 2A, 4B et 5E : ces actions d'information et de démonstration ciblent en effet 2 secteurs que sont la forêt et l'agriculture, et portent sur des thématiques compétitivité des exploitations agricoles (2A), performance environnementale (4B), filière Bio (4B), et gestion durable des forêts (5E).

Synergies entre la DP 2A et 2B

La mesure "Investissements physiques" soutient notamment les actions de modernisation des exploitations ou d'investissements matériels collectifs. Le cahier des charges PCAE précise que les objectifs de la mesure 4 (DP 2A) sont de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et donc de favoriser le renouvellement des générations, en synergie avec les objectifs du DP 2B, notamment du dispositif DJA. Une majoration de l'investissement est d'ailleurs effectuée pour les jeunes agriculteurs bénéficiaires de la DJA.

Synergies entre la DP 2A et 3A

Le cahier des charges PCAE de soutien aux investissements productifs favorise et contribue fortement à la diversification agricole via notamment la mise en place de production et transformation à la ferme. De fait, les producteurs primaires améliorent leur compétitivité grâce à une meilleure intégration des chaînes de commercialisation locales.

Synergies DP 2A et 5A

Le dispositif 4.3.2 "Infrastructures d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource eau", contribuant de manière prioritaire au DP 2A permet de mettre en évidence des synergies avec le DP 5A, dont l'objectif est le développement de l'usage efficace de l'eau dans l'agriculture, répondant à un des principes de l'agroécologie.

Aucune synergie négative n'est perçue entre mesure ou DP du PDR Limousin.

7.s6) Conclusions et recommandations

7.s6.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les synergies entre les domaines prioritaires existent au sein du PDR Limousin. Elles se retrouvent notamment :

- Du fait des thématiques d'action d'information et de démonstrations déployées qui répondent à des enjeux (et donc à des DP) différents.
- Du fait de la prise en compte des jeunes agriculteurs et de l'objectif de double performance (économique et environnementale) dans les investissements du PCAE.
- Du fait de l'importance des mesures environnementales programmées au titre de la priorité 4.

Recommandation:

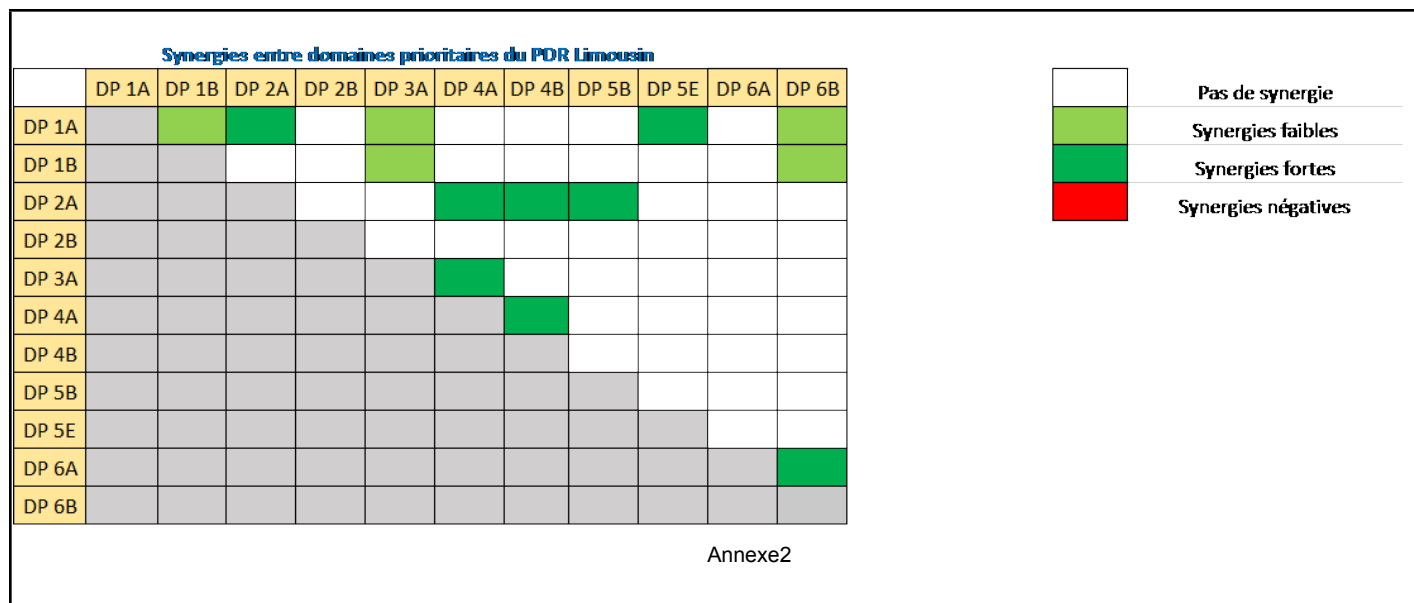
Mettre en place un suivi des synergies effectivement réalisées, par le suivi des bénéficiaires souscrivant à différentes mesures du PDR, sur la base de réalisations effectives (en particulier pour les dispositifs n'ayant pas encore été activé ou pour lesquels peu de dossiers ont été engagés ou soldés)

Priorité de l'Union		Priorité 1			Priorité 2		Priorité 3		Priorité 4			Priorité 5					Priorité 6		
		1A	1B	1C	2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A	6B	6C
Domaine Prioritaire																			
M01	Transfert de connaissances et actions d'information																		
1.2.1	Démonstration et diffusion des connaissances																		
M03	Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires																		
3.1.1	Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et denrées alimentaires (bio)																		
3.2.1	Soutenir la promotion des signes officiels de qualité																		
M04	Investissements physiques																		
4.1.1	Plan de modernisation des élevages																		
4.1.2	Maîtrise de l'énergie (PPE)																		
4.1.3	Investissements matériels collectifs																		
4.1.4	Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation																		
4.1.5	Plan Végétal environnement																		
4.2.1	Investissements des IAA																		
4.2.2	Investissements pour la transformation et commercialisation de produits agricoles																		
4.2.3	Instruments financiers																		
4.3.1	Dessertes forestières																		
4.3.2	Infrastructure de gestion quantitative de la ressource en eau (irrigation)																		
4.4.1	Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques																		
M06	Développement des exploitations agricoles et des entreprises																		
6.1.1	Dotations aux jeunes agriculteurs DIA																		
6.1.2	Prêts bonifiés																		
M07	Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales																		
7.1.1	Elaboration et révision des DOCOB Natura 2000																		
7.4.1	Installation de projets économiques																		
7.4.2	Accroître l'offre de services																		
7.4.3	Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux																		
7.6.1	Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites NATURA 2000																		
7.6.2	Investissements milieux humides et des zones naturelles remarquables																		
7.6.3	Animation des MAEC																		
7.6.4	Actions de sensibilisation à la protection de l'environnement																		
7.6.5	Patrimoine naturel et culturel des territoires ruraux																		
7.6.6	Animation Natura 2000																		
M08	Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts																		
8.3.1	Prévention des catastrophes naturelles																		
8.4.1	Réparation des dommages causés aux forêts																		
8.5.1	Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts																		
8.6.1	Soutien aux équipements d'exploitation forestière																		
M10	Agroenvironnement - climat																		
M11	Agriculture biologique (CAB et MAB)																		
M12	Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau																		
M13	Paiements en faveur des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques (ICHN)																		
M16	Coopération																		
16.1.1	Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)																		
16.4.1	Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts																		
16.7.1	Coopération dans le développement rural forestier																		
M19	Soutien au développement local Leader																		
19.1	Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement																		
19.2	Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement																		
19.3	Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL																		
19.4	Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement																		
M20	AT																		

Légende

	contribution principale
	contribution secondaire
	contribution principale envisagée mais aucune réalisation à ce stade (mesure non activée)

Annexe1



7.a20) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

7.a20.a) Réponse à la question d'évaluation

1. CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013 ?

7.t1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Mesure 20 Assistance technique

7.t2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)		Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR
Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)		Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe)

		communication/contrôle/évaluation
Les capacités des partenaires au sens de l'article 5, paragraphe 1, du règlement UE n°1305/2013 ont été renforcées (C202)		Nombre et types de sessions de formation
Le public a été informé du PDR et l'information a été diffusée. (C203)		Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR
Le suivi a été amélioré (C204)		Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.
La mise en œuvre du PDR s'est améliorée. (C206)		Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

7.t3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Aucune méthode quantitative n'a été mobilisée.

Méthodes qualitatives :

Nota : les indicateurs ont été calculés intégralement à partir de fichiers fournis par l'Autorité de Gestion.

Indicateur additionnel : Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR

Les éléments présentés sont issus du « *Tableau des effectifs FESI - Région Nouvelle-Aquitaine* » transmis par l'AG au format Excel. Ce fichier présente la liste des agents impliqués sur la mise en œuvre des FESI en Région Nouvelle-Aquitaine. Il donne le détail des types de programmes et, notamment pour les PDR, les ex-Régions concernées. Ainsi, la répartition des ETP investis sur le FEADER s'établit 1) en additionnant les ETP dédiés et 2) en appliquant une clé de répartition aux ETP transversaux (échelle Nouvelle-Aquitaine). Cette clé de répartition est la suivante : 57% AQU, 12% LIM, 31% POC.

Indicateur additionnel : Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)

Les éléments présentés sont issus d'un tableau de la Région Nouvelle-Aquitaine transmis au format Excel détaillant les dépenses d'Assistance Technique selon 3 typologies d'opérations : dépense personnel

interne, prestation externe réseau rural et prestation externe communication.

Indicateur additionnel : Nombre et types de sessions de formation

Les éléments présentés sont issus du fichier Excel « Bilan Formation » fourni par l'AG. Ce fichier présente notamment un onglet par année, de 2017 à 2019, présentant les sessions de formation, les nombres et types de stagiaires.

Indicateur additionnel : Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR

Les éléments présentés sont issus d'une note de synthèse rédigée par le chargé de communication de l'AG relative à la stratégie de communication mutualisée, transmise le 16 mai 2019.

Indicateur additionnel : Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.

La synthèse proposée a été rédigée sur la base de l'expérience vécue par l'évaluateur.

Indicateur additionnel : Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

Cet indicateur a été calculé à partir d'une extraction Osiris en date du 12 Mai 2019 pour chacun des 3 PDR de la Région Nouvelle Aquitaine. Le calcul de la durée est réalisé en considérant la date de dépôt du dossier et la date du 1er paiement. Les dossiers Osiris étant fléchés par TO, un tableau croisé dynamique a permis de décliner ce calcul par sous-mesures des PDR.

7.t4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de résultat commun			A renseigner AG			

Indicateur de résultat supplémentaire	Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR	Non	10,8 ETP (2019) 1 ETP pour 14,5 M€ prog (hors AT, ICHN, MAEC et BIO)			Données suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)	Oui	68% RH 10% RRR 22% COM			Données suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et types de sessions de formation	Non	16			Données suivi AG (échelle Nouvelle Aquitaine)
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR		187 évènements 177 retombées Presse			Données suivi AG (2017)
Indicateur de résultat supplémentaire	Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.					Dire de l'évaluateur
Indicateur de résultat supplémentaire	Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement	Non	540 jours			Osiris

7.t5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'absence d'éléments explicatifs relatifs aux indicateurs calculés ne permet pas une interprétation optimale des données.

1. t6) Réponse à la question d'évaluation (12 764 / 10 500)

I. Bilan de mise en œuvre

Au 10 novembre 2018, la mesure 20, assistance technique présente un taux de programmation de 25,1% pour un montant programme de 1 508 361 € répartis sur 3 dossiers.

I. Analyse par critère de jugement

Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)

Indicateur additionnel : Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR

Pour la gestion du PDR Limousin, l'effectif mobilisé a été très fortement renforcé depuis 2017 : il est passé de 2,2 ETP à 10,8 ETP en 2019 (9,1 en 2018).

A noter qu'aucun ETP n'était spécifiquement dédié à la gestion du PDR Limousin en 2017 (les 2 ETP étaient des ETP transversaux Nouvelle-Aquitaine, répartis selon la clé de répartition suivante : 12% pour le PDR Limousin).

Ceci démontre néanmoins une montée en puissance tardive en termes de mobilisation de moyens humains dédiés à la gestion de ce PDR.

En termes de perspectives, selon les données de l'AG, cet effectif devrait se stabiliser à 11 ETP en 2020.

Indicateur additionnel : Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)

En termes de dépenses, en 2019, 1ère année durant laquelle le Réseau Rural Régional (RRR) sera actif, la répartition des dépenses par typologie d'opération est la suivante :

- | | |
|--------------------------------------|--------------------|
| • Dépenses de personnel interne | 68% (491 500,00 €) |
| • Prestations externes RRR | 10% (75 000,00 €) |
| • Prestations externes communication | 22% (158 730,00 €) |

Le total des dépenses d'assistance technique dédiées à la gestion du PDR Limousin s'élèvent à 725 230,00 € soit 12% de la maquette (6M€).

Les capacités des partenaires au sens de l'article 5, paragraphe 1, du règlement UE n°1305/2013 ont été renforcées (C202)

Indicateur additionnel : Nombre et types de sessions de formation

Nota : pour rappel, les données relatives aux formations ne sont disponibles qu'à l'échelle Nouvelle-Aquitaine.

En termes de dynamique de formation, 16 sessions de formation ont été organisées entre 2017 et 2019 : 6 en 2017 puis 5 en 2018 et 2019 (année en cours).

A chaque fois, cela a concerné 4 sessions différentes.

- 2017 a été dédiée à la formation services instructeurs au travers des sessions : Réviser les bases du FEADER, Aides d'état, Commande publique (3 sessions) et OSIRIS calcul de l'aide.
- 2018 a permis de former au suivi-évaluation, à l'utilisation d'OSIRIS, à la thématique Industries Agroalimentaires (FEADER) et au suivi des MAE BIO sur ISIS.
- 2019 a notamment permis de former à la commande et aux marchés publics (5 sessions), aux règles de gestion

Au total, 307 stagiaires ont bénéficié de ces formations : à 39% les services instructeurs Etat, principalement sur la commande et les marchés publics, à 20% les GAL Leader, notamment sur les aides d'Etat et la commande publique et à 18% les services instructeurs Région, notamment sur les bases du FEADER (2017), les aides d'Etat, Osiris et les IAA.

Le public a été informé du PDR et l'information a été diffusée (C203)

Indicateur additionnel : Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR

Mise en œuvre

Pour présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Objectifs stratégiques

- Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens,
- Faciliter la mise en œuvre de la programmation,
- Transmettre les valeurs européennes et régionales, et montrer l'impact des fonds européens pour le développement régional,
- Mieux faire connaître le rôle et l'implication de la Région et les nouveautés de la période de

programmation 2014-2020,

- Démultiplier la communication en mobilisant le partenariat régional mais aussi national.

Les grands types de cibles

- Les bénéficiaires potentiels
- Les bénéficiaires
- Le grand public
- Les partenaires du programme
- Les élus
- Les relais
- Les médias

Le message

« La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire » est le message générique présent généralement sur les supports grand public. Lorsque l'on évoque les ressources humaines, en fonction des thématiques et des cibles, ce message est décliné et devient : « La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre avenir ».

Principales actions mutualisées Nouvelle-Aquitaine – 2017

1. Les actions interfonds

La mise en ligne du nouveau site des fonds européens en Nouvelle-Aquitaine www.europe-en-nouvelle-aquitaine.ue et l'animation des comptes Facebook Europeennouvelleaquitaine et Twitter UEenNvelleAqui

Symbole de cette stratégie harmonisée, le site se substitue aux sites web des 3 ex-Régions. Il s'adresse prioritairement au grand public, aux porteurs de projets et bénéficiaires.

Le site permet de :

- s'informer sur les programmes européens et les différentes possibilités de financements européens, l'actualité européenne....
- identifier, selon le projet, les contacts pertinents avant de déposer une demande de subvention européenne en ligne.
- consulter et répondre aux appels à projets mobilisables
- télécharger les documents et outils mis à disposition (la réglementation, les différents programmes, les outils d'information et de communication, la liste des bénéficiaires, les communiqués de presse....)
- accéder directement aux intranets, plateforme d'échanges et de travail

Le joli mois de l'Europe (JME)

La Région consacre un espace dédié sur le web, où sont recensés tous les événements européens organisés en mai. L'utilisation d'un même visuel (le papillon) et d'un même message (le Joli Mois de l'Europe) permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

Elle dote en supports de communication (affiches, dépliants, goodies) toutes les structures recensées adhérant au Joli Mois de l'Europe. Via une agence spécialisée, elle assure également une couverture presse du JME durant tout le mois de Mai.

Chiffres clefs JME 2017 :

- **187 événements organisés par 90 structures pour près de 10 000 personnes touchées**
- **Impact sur les réseaux sociaux important**
- **177 retombées Presse**

2. Les actions spécifiques au FEADER

Le forum de la coopération le 23 novembre à Brive. Ce forum avait pour mission de réunir dans un même lieu tous les acteurs des territoires de la région. Organisé sous forme d'ateliers, de tables rondes et d'un village européen, il a favorisé les échanges et les rencontres autour de la thématique de la coopération.

La mise en ligne des appels à projets sur le site <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/appels-a-projets.html> . Une fois l'appel à projet clôturé, celui-ci reste archivé sur le site.

L'accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité : Une notice sur les obligations de publicité et des autocollants Europe ont été imprimés et largement diffusés. https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/sites/alpc_eu/files/2018-03/Notice_FEADER_NA_2018_0.pdf

Le suivi a été amélioré (C204)

Indicateur additionnel : Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.

Afin de porter un regard équilibré sur ce critère de jugement, il convient de relever les points forts, positifs en matière de suivi et d'évaluation des PDR de Nouvelle-Aquitaine ainsi que les points faibles, pouvant encore être améliorés.

En termes de points positifs il convient de relever les éléments suivants :

-l'AG dispose d'un référentiel de suivi-évaluation proposant une « Grille de réponse aux questions évaluatives communes (QEC) des programmes de développement rural 2014-2020 Nouvelle Aquitaine, PDR Aquitaine, Limousin, Poitou Charentes » finalisé à l'automne 2017. Ce document, présenté au format Excel, détaille, à partir du croisement entre mesures retenues et contributions considérées (principales et secondaires), un ensemble d'indicateurs communs ou additionnels permettant de contribuer à l'apport

d'éléments de réponses aux critères de jugements et questions évaluatives de référence. Au total, ce fichier comporte 380 indicateurs dont environ 180 indicateurs additionnels.

-l'AG a mis à disposition de l'évaluateur un fichier intitulé « Etat_avancement_DPR_NA », proposant notamment, pour chaque PDR, un état d'avancement détaillé par sous-mesures en termes de nombre de dossiers et montants programmés, engagés et payés.

Ces deux documents ont été précieux tout au long du processus et ont permis à l'évaluateur de disposer d'éléments de référence en termes évaluatifs et de repères en termes de données chiffrées indispensables au bon déroulé de la démarche.

Lors de la 1ère phase de la mission, l'évaluateur a proposé, sur la base d'échanges avec les personnes référentes sur les mesures concernées, une redéfinition du périmètre des indicateurs additionnels. En effet, l'expertise des 180 indicateurs additionnels identifiés au sein de la grille de réponse aux QEC en termes d'opportunité et de faisabilité a révélé un important delta entre ce qui était proposé et ce qu'il était réellement possible et pertinent de mobiliser pour répondre aux QEC. Ce travail a abouti à la sélection d'une cinquantaine d'indicateurs additionnels qui, in fine, ont été renseignés et ont permis de répondre aux questions évaluatives.

L'importance de l'écart observé entre indicateurs définis et indicateurs maintenus démontre :

1. que cette étape de vérification d'opportunité et de faisabilité aurait dû être réalisée lors de la conception de ce DSE ;
2. que cela aurait permis de renforcer le niveau de connexion entre ce DSE et la réalité du dispositif de suivi mis en place par l'AG et de gommer le caractère parfois trop théorique des indicateurs additionnels proposés.

De fait, il apparaît que ce DSE a été conçu en logique de déclinaison des informations potentiellement disponibles au regard des mesures identifiées comme contributives à la QEC de référence sans interroger la plus-value de chaque information collectée et, collectivement, leur complémentarité pour répondre, globalement, à cette QEC. Plus globalement, ce DSE ne prend pas ou trop peu en considération les données pouvant être recueillies auprès des bénéficiaires et permettant de produire des éléments pertinents pour les réponses aux QEC.

La mise en œuvre du PDR s'est améliorée (C206)

Indicateur additionnel : Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

En moyenne globale, pour le PDR Limousin, la durée moyenne entre la date de dépôt du dossier de demande de soutien et le 1er paiement afférent, est, sur la période 2014 à 2017 **de 540 jours soit 1,5 an et 18 mois**. Elle est légèrement inférieure à celle des autres PDR (respectivement 569 et 613 jours pour le PDR Poitou-Charentes et le PDR Aquitaine). A noter cependant que le nombre de dossier traité en Limousin ne représente respectivement que 61% et 17% du nombre de dossiers traités pour ces deux programmes.

Par mesure, notons que les dossiers correspondants aux sous-mesures 3.2.1 Promotion des produits de qualité*, 7.6.3 Animation des MAEC* et 19 Leader*, présentent des durée moyennes situées entre 1100 et 1200 jours soit plus de 3 ans. Cinq sous-mesures sont situées entre 900 et 1000 jours (30 à 33mois), par

ordre décroissant : 4.4.1 Investissements agroenvironnementaux*, 1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances*, 7.6.6 Animation NATURA 2000, 3.1.1 Système de qualité (bio) et 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE)*. Trois sous-mesures présentent des moyennes situées entre 730 et 820 jours (24 à 27 mois) : 8.6.1 Equipements d'exploitation forestière, 4.1.3 Investissements collectifs et 431 Dessertes forestières. Enfin, les sous-mesures, 6.1.1 DJA (288 jours), 4.1.5 Plan Végétal environnement* (441 jours) et 4.1.1 Plan de modernisation des élevages (596 jours) présentent des durées inférieures à 2, voire à 1 an.

**Sous-mesures pour lesquelles la durée moyenne est calculée avec entre 4 à 8 dossiers.*

Enfin, il doit être noté que **la durée constatée entre la date de dépôt du dossier de demande de soutien et le 1er paiement afférent a systématiquement diminué parfois de manière très importante** si l'on considère la 1ère (2015) et la dernière année de programmation (2017) des dossiers présents dans le fichier transmis par l'AG.

7.t7) Conclusions et recommandations (2 481 / 6000)

7.t7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1 - In fine, l'efficience du DSE mobilisé, c'est-à-dire le rapport entre l'énergie nécessaire à sa mise en œuvre et la qualité de l'information produite pour répondre aux questions évaluatives apparaît pouvoir être largement optimisée.

R1 - Il conviendrait, à l'issue de cette évaluation :

- de porter un regard à posteriori sur la plus-value réelle de chacun des indicateurs additionnels retenus in fine pour la réponse aux QEC

- de relever les critères de jugements et / ou questions évaluatives pour lesquelles les éléments de réponses apportés apparaissent insuffisants et / ou devoir être complétés

- de revoir ce dispositif en conséquence notamment en l'amendant afin d'y intégrer plus fortement les informations pouvant être recueillis en dehors du système de suivi classique (AG, Osiris, Isis, ODR, ...) notamment au travers d'enquêtes directes auprès des bénéficiaires

7.t7.b) Conclusion / Recommandation 2

C2 - L'absence d'éléments explicatifs relatifs aux indicateurs calculés ne permet pas une interprétation optimale des données relatives à la mise en œuvre du PDR (RH, durée 1er paiement, type de formations, types de dépenses d'assistance technique, ...).

R2 - Il conviendrait, dans le cadre de la prochaine évaluation, que l'AG puisse fournir à l'évaluateur des éléments permettant de relativiser les données chiffrées produites au regard d'éléments de contexte, notamment :

- l'adéquation des moyens humains mobilisés par PDR au regard des besoins constatés et de leur évolution

-les facteurs expliquant les durées moindres ou plus importantes en termes de traitement des dossiers par TO et les éventuels points d'amélioration

-les niveaux de satisfaction quant aux sessions de formations, leur plus-value et les éventuels besoins non satisfaits au regard des enjeux prioritaires de mise en œuvre des PDR

7.17.c) Conclusion / Recommandation 3

C3 – Au-delà du bilan proposé par le chargé de communication, il n'existe pas d'éléments permettant d'évaluer l'efficacité des actions de communication auprès des publics ciblés.

R3 - S'il est difficile de mesurer la notoriété des PDR auprès du grand public, peu directement concerné, il apparaîtrait utile de disposer, à l'issue de cette programmation 2014-2020, de ce type d'informations pour les bénéficiaires (potentiels et confirmés). Cela pourrait être pertinent notamment en vue de la prochaine génération de programmes au regard de l'enjeu de mobilisation de porteurs de projets pour certaines mesures qui seraient insuffisamment programmées.

7.a21) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

7.a21.a) Réponse à la question d'évaluation

Q.E 21 : Dans quelle mesure le RRN a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013 ?

1. Liste des mesures contribuant au DP (3000 caractères max)
2. Lien entre critères d'appréciation, indicateur de résultats communs et supplémentaires
3. Méthode appliquée max 7000 caractères
4. Valeurs quantitatives des indicateurs
5. Problèmes rencontrés : 1750 caractères
6. Réponse à la QE 10 500 caractères
7. Conclusion (3000 caractères) et recommandations (3000 caractères)

7.e1) Logique d'intervention du RRR (1780 caractères)

La sélection d'un prestataire pour l'animation externalisée du réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine, a été actée au cours du dernier trimestre 2018 (sélection au mois d'Octobre et première rencontre avec la cellule d'animation le 30 Novembre 2018). Le choix de l'autorité de gestion s'est porté sur la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine.

La logique d'intervention de ce réseau est, en date du 15 Avril, toujours en phase de consolidation et de validation par les principales parties prenantes de la mise en œuvre de ce RRR, et notamment les différentes Directions du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine.

A ce stade, ex-ante, les activités envisagées du Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine semblent en effet converger de manière satisfaisante vers les 4 objectifs d'un réseau rural tels qu'établis à l'article 54. 2) du règlement (UE) n° 1305/2013 :

1. Accroître la participation des parties prenantes à la mise en œuvre de la politique de développement rural : organisation d'assemblées générales du réseau et séminaires thématiques mobilisant largement le partenariat régional, implication spécifique des Groupes d'Actions locale autour de rencontres techniques sur la Coopération Leader ou encore l'évaluation des stratégies locales de développement...
2. Améliorer la qualité de mise en œuvre des programmes de développement rural : diffusion et communication d'outils en faveur de l'évaluation Leader, ou autres publications en provenance du réseau rural national ou du réseau européen du développement rural...
3. Informer le grand public et les bénéficiaires potentiels sur la politique de développement rural et sur les possibilités de financement : mise en avant de projets FEADER soutenus, animation de réunions et atelier de présentation des mesures du PDR auprès de bénéficiaires potentiels, ...
4. Favoriser l'innovation dans le secteur de l'agriculture, de la production alimentaire, les activités forestières ainsi que dans les zones rurales : exploration de sujets thématiques nouveaux, dans une logique de prospective (par exemple : numérique, mobilité, transition écologique et accueil des migrants en milieu rural...)

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le nombre et le type des partis prenantes contribuant aux actions d'animation du PDR ont augmenté (C211)		Nombre et répartition par typologie (voir ci-dessous) d'acteurs participant à des activités du réseau en tant qu'intervenants / contributeurs
Le nombre et le type des partis prenantes contribuant aux actions d'animation du PDR ont augmenté (C211)		Analyse de la couverture territoriale des interventions du RRR et des partenaires impliqués
Un large public et les bénéficiaires potentiels comprennent la politique de développement rural et les possibilités de financement grâce aux activités du RRN (C213)		% des acteurs du monde rural estimant disposer d'informations suffisantes sur le PDR et qualification du degré de compréhension des principaux objectifs et outils de financement mis leur à disposition
Un large public et les bénéficiaires potentiels comprennent la politique de développement rural et les possibilités de financement grâce aux activités du RRN (C213)		Nombre de personnes qui ont été informées à propos de la politique de développement rural et des opportunités de financement grâce aux outils de communication du RRR

Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés aux conseillers et/ou aux services de soutien à l'innovation
Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés à la coopération territoriale (yc. aux GAL)
Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Perception de la plus-value des actions auprès des bénéficiaires des mesures visées

7.e3) Méthode appliquée (1298 caractères)

Méthodes quantitatives : non mobilisées

En raison du lancement tardif du Réseau Rural Régional Nouvelle Aquitaine, dont la mise en œuvre a démarré effectivement sur l'année 2019, aucune donnée de suivi des réalisations et résultats du réseau n'a pu être et n'a été exploitée. Ces éléments sont jugés non pertinents pour le présent RAMO remis en 2019.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

En raison de l'absence de réalisations et de résultats du réseau rural régional à valoriser à ce stade, il a été décidé par l'Autorité de Gestion et l'évaluateur d'apporter à la connaissance de la Commission, dans le cadre de la réponse à la question évaluative n° 21, des éléments de justification et de contexte qualitatifs permettant d'expliquer le lancement tardif du RRR.

Description des méthodes utilisées

Un entretien qualitatif a été conduit avec Cécile Bonnefoy-Claudet, chargée de mission au sein du Service Pilotage des mesures de développement local du Conseil Régional le 15 Avril 2019.

Cet entretien a permis de mettre en avant les facteurs explicatifs du lancement tardif du RRR ainsi que de projeter, à ce stade et dans les grandes lignes, sa logique d'intervention.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Rien à signaler

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
-------------------	-------------------------------------	------	------------------------	-----------------------	-----------------------	-------------------------------------

Indicateur de réalisation commun							
Indicateur de réalisation commun							
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et répartition par typologie (voir ci-dessous) d'acteurs participant à des activités du réseau en tant qu'intervenants / contributeurs		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse de la couverture territoriale des interventions du RRR et des partenaires impliqués		-				
Indicateur de résultat supplémentaire	% des acteurs du monde rural estimant disposer d'informations suffisantes sur le PDR et qualification du degré de compréhension des principaux objectifs et outils de financement mis leur à disposition		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de personnes qui ont été informées à propos de la politique de développement rural et des opportunités de financement grâce aux outils de communication du RRR		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés aux conseillers et/ou aux services de soutien à		0				

	l'innovation						
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés à la coopération territoriale (yc. aux GAL)		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Perception de la plus-value des actions auprès des bénéficiaires des mesures visées		-				

7.e5) Problèmes rencontrés (211 caractères)

La principale limite rencontrée dans la réponse à la question évaluative tient à la mise en place effective du réseau rural régional sur l'année 2019, soit une absence de réalisation et de résultats à démontrer sur la période d'observation 2014-2018.

7.e6) Réponses à la question évaluative (4816 caractères)

I. Bilan de mise en œuvre du réseau rural Nouvelle-Aquitaine

Une cellule externalisée a été recrutée par voie de consultation par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine afin d'animer et coordonner les activités du Réseau rural régional à l'échelle des 3 PDR Aquitaine, Poitou-Charentes, Limousin.

Une première consultation a ainsi été lancée en mars 2018. Elle a néanmoins été déclarée sans suite, faute de répondants, en avril 2018.

Une nouvelle phase de consultation a dès lors été relancée en Juillet 2018 sur la base d'un programme d'actions 2019-2020 plus ciblé, et notamment revu à la baisse en ce qui concerne la réalisation de vidéos communicantes (le présent marché ne concerne plus que le calibrage des vidéos – storyboard et le repérage des expériences à valoriser, et non plus la réalisation des films). Cette seconde vague d'appels d'offre a donné lieu à la sélection d'un prestataire et à la formation d'une cellule d'animation du RRR au mois d'Octobre 2018. Le candidat retenu est la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine, au travers de son antenne de Poitiers (laquelle avait été animatrice du réseau rural Poitou-Charentes sur la précédente période de programmation 2007-2013).

Le lancement officiel des discussions quant au programme d'actions du RRR a fait l'objet d'une première réunion de mobilisation des services de la Région Nouvelle-Aquitaine le 11 Février 2019. Cette réunion a notamment associé les 3 Directions impactées : la Direction des Fonds Européens, Direction des politiques contractuelles et la Direction de l'Agriculture, des IAA et de la Pêche, en plus des services attachés aux activités du développement rural (Patrimoine, Transport...). Ce premier temps de travail visait à définir les

champs thématiques que le RRR pourraient explorer de manière prospective en complément des actions menées d'ores et déjà par la Région. L'objectif résidait à la fois dans le décloisonnement des actions (croisement entre le monde agricole, les Groupes d'Action Locale, les acteurs du PEI-Agri...) et dans l'émergence de champs exploratoires nouveaux.

Dans la poursuite de cette première étape, une enquête a été diffusée largement auprès de l'ensemble des acteurs du développement agricole, alimentaire, forestier et des zones rurales afin de collecter leurs besoins et attentes vis-à-vis de ce futur réseau. Cette enquête (ouverte jusqu'au 10 Mai 2019) doit permettre de préparer la feuille de route du RRR Nouvelle-Aquitaine pour 2019-2020, en s'appuyant sur les réponses, qui seront exploitées, présentées et débattues, à l'occasion de l'Assemblée Générale de lancement prévue le 19 juin prochain. Elle a été doublée, dans les mêmes délais, d'une enquête spécifique aux 52 GAL de la Région.

A ce stade, parmi les différentes missions du réseau, ont été prévues les activités suivantes :

- Animation d'échanges en faveur d'une implication large du partenariat régional en faveur de l'agriculture, l'agroalimentaire, la foresterie et les zones rurales (assemblées générales, séminaires thématiques) et gestion d'une base contacts actualisée des membres du réseau
- Actions visant à faire connaître les modalités de mise en œuvre du FEADER en Nouvelle-Aquitaine, notamment par le biais de réunions publiques de présentation du FEADER. Plus largement, la cellule d'animation du réseau réalisera en continu différentes actions d'information et de communication autour des PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin (infolettre semestrielle...) et alimentera la page du Réseau Rural National dédiée au réseau rural Nouvelle-Aquitaine ou encore les actualités du site L' »Europe s'engage en Nouvelle-Aquitaine ».
- Mission d'appui spécifique auprès des 52 GAL de la région Nouvelle-Aquitaine via l'animation d'un séminaire annuel, d'un accompagnement dédié à la mise en œuvre de projets de Coopération Leader (appui à la recherche de partenaires...) et au suivi et à l'évaluation des stratégies locales de développement (production à venir d'un résumé citoyen par GAL, d'un résumé citoyen par PDR, et d'un résumé citoyen à l'échelle de l'ensemble des 52 GAL)
- Articulation avec les niveaux national et européen : diffusion des informations nationales et européennes aux publics concernés, remontée d'informations vers le site du RRN et de l'ENRD concernant les fiches de présentation des projets et les actions de coopération des GAL de la région, participation aux réunions nationales et européennes...
- Actions de capitalisation d'expériences et projets innovants sous la forme de fiches et de vidéos de valorisation.
- Travaux et temps d'animation spécifiques dédiés à de nouveaux champs d'investigation à valider lors de l'AG de lancement : par exemple, les questions générationnelles en agriculture, la question des migrations en milieu rural

II. Appréciation générale

En raison du démarrage réel des activités du Réseau Rural Nouvelle Aquitaine en 2019, il n'est pas possible de conclure que ce dernier a contribué de manière effective à la réalisation des objectifs fixés à

l'Article 54.2) du règlement (UE) n° 1305/2013.

La mise en place de ce réseau en fin de période de programmation s'explique par un ensemble de facteurs externes cumulés. La fusion des régions a ainsi entraîné un processus d'harmonisation des PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin ainsi qu'une réorganisation importante des services de la Région Nouvelle-Aquitaine et d'autres structures régionales. Par ailleurs, l'échec de la première consultation lancée début mars 2018 par la Région a largement retardé la sélection de la cellule d'animation externalisée du réseau.

Pour autant, bien que ces facteurs subis justifient cette mise en place tardive du Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine, on peut s'attendre à une contribution in fine plus limitée de ce réseau aux objectifs communautaires, dans la mesure où son programme d'action ne couvre que deux années sur la totalité de la période de programmation : 2019 et 2020.

7.e7) Conclusions et recommandations

Conclusion 1

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 1

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Oeuvre

Conclusion 2

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 2

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Oeuvre

Conclusion 3

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 3

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Oeuvre

7.a22) CEQ22-EM - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 %?

7.a22.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ22-UE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au

moins 75 % ?

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Cible prioritaire : 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans doit être employée.

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la priorité 6 :

DP6A – Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

6.4 Aides aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles

6.4.1 Investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

7.4.1 Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

DP6B – Promouvoir le développement local dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

7.4.2 Accroître l'offre de services

7.4.3 Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux

7.6.5 Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux

M19 Soutien au développement local Leader

19.1 Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement

19.2 Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement

19.3 Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL

19.4 Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative au maintien de l'emploi agricole doivent être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment, par ordre d'importance décroissant :

M04 - Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (notamment sous-mesure 4.1.1 Plan de modernisation des élevages – 30 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles (notamment sous-mesure 4.2.1 Investissements IAA – 6 M€)

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

6.1 Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (notamment sous-mesure 6.1.1 Dotations aux jeunes agriculteurs - DJA – 28 M€)

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 19,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (393,8 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 22 recouvre 8 mesures et 12 sous-mesures **pour un total de 547,8 M€ soit 87,6% de la maquette du PDR.**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, d'indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont maintenu et généré de l'activité et de l'emploi et	2B / 6A/ 6B	QE 4 / 5 / 6 / 16/ 17	I.14 : Taux d'emploi rural	-Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant d -Taux de renouvellement des installations -Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des inst 2014-2018

contribué à
l'augmentation
du taux d'emploi
de la population
âgée de 20 à 64
ans

- Nombre d'installations Hors Cadre Familial
- Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 35 ans
- Moyenne d'âge des bénéficiaires de la DJA.
- Nombre et % d'exploitation bénéficiaires de l'ICHN (année n-1)
- Poids économique de l'ICHN dans les revenus des exploitations agricoles
- Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les IA.
- Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les exploitations agricoles
- Impacts de la conversion en agriculture biologique sur l'activité économique et l'emploi
- Intensité des investissements et résultats des projets de développement dans des domaines impactant le dynamisme économique des territoires ruraux
- Nombre d'ETP créés post-projet
- T5 : % d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PIA
- T20 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien financier
- T23 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien technique

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif « taux d'emploi » présentent des types de contributions très différentes :

- les **mesures « défensives »** contribuent au maintien voire, dans certains cas, à la sauvegarde des activités et donc des emplois afférents à travers :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), **contribuant ainsi au « renouvellement » des emplois des agriculteurs en cessation d'activité**
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN), **contribuant ainsi au maintien de la viabilité économiques de ces activités et emplois associés qui, sans ces aides, seraient menacés.**
- les **mesures « offensives »** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique de l'activité** ;
 - la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires** et / ou **augmenter les revenus générés par l'activité**,
 - l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux, dont les impacts en matière d'emplois sont plus indirects mais bien réels, à travers **le dynamisme**

démographique et économique générés.

Les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution au maintien du taux d'emploi.

31 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Concernant la **DJA**, la méthode vise à isoler les impacts du PDR sur la dynamique de reprise d'activités agricoles. Ces impacts se mesurent principalement à partir de trois indicateurs pertinents, déjà mobilisés pour la réponse à la QEC n°5.

Concernant l'**ICHN**, la méthode recommandée vise à isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par l'activité.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles et, ce faisant, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur le maintien des activités agricoles

Comme évoqué dans la partie méthode, l'évaluation de l'impact net de l'ICHN sur le maintien de l'activité des exploitations bénéficiaires ne peut être mesuré qu'au regard d'une analyse approfondie de son poids dans les recettes globales de l'exploitation et, in fine, la valeur ajoutée et les revenus produits. La 1ère estimation proposée ici nécessiterait d'être largement affinée et spécifiée en fonction des types d'exploitations bénéficiaires de l'ICHN.

Cela nécessiterait par ailleurs une étude plus approfondie de ces impacts économiques, qui pourrait comporter ou associer :

- une analyse « comptable » (excédent brut et résultat d'exploitation) reposant sur un échantillon plus pertinents pour représenter la réalité économique des 7817 exploitations agricoles ;
- une enquête directe auprès des bénéficiaires
- des études de cas permettrait de préciser cette mesure et, surtout, de qualifier plus précisément les incidences de l'aide sur les exploitations bénéficiaires.

Impacts des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles

Les impacts économiques relevés à partir de l'étude de l'INSEE « *Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ?* » ne le sont qu'à titre illustratif. Une évaluation plus fine

des impacts économiques des aides à l'agriculture biologique, nécessiterait qu'une étude y soit consacrée.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « défensives » représentent **69,5% du sous-total opérationnel** (hors AT) **du PDR Limousin 2014-2020**.

*Impacts de la **Dotation Jeunes Agriculteurs** sur la dynamique de reprise d'activités agricoles*

Sur la période 2014-2018, **756 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier **de 21 033 €** (médiane : 21 120 €). Elles représentent **65% du total des installations en 2015, 43% en 2016** (forte fluctuation difficile à interpréter).

Globalement, **le taux de renouvellement fluctue entre 62% et 73%** sur les années 2014 à 2018 (il était de 55% en 2013, 62% en 2014, 72,6% en 2016). Il donc **conduit inéluctablement à une réduction continue du nombre d'exploitations et, ce faisant, du nombre d'emplois agricoles.**

Pour conclure, la DJA contribue, à travers le soutien d'une part significative des installations, au renouvellement des chefs d'exploitation. Cela participe au maintien des activités et emplois agricoles notamment dans les zones défavorisées. Cependant, ce dispositif ne réussit pas à inverser la tendance lourde au non-renouvellement d'une minorité significative des exploitations agricoles en cessation d'activité.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur le maintien des activités agricoles

L'ICHN permet de diminuer l'écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l'ensemble des élevages, et, ce faisant, **au maintien des élevages herbagers et des emplois associés.**

Les ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **8 719 exploitations agricoles** soit **62% des exploitations limousines**. Le Limousin est particulièrement impacté par les zones menacées de déprise liée à des conditions d'exploitation difficiles : 99,8 % de la SAU limousine se situe en zones présentant des contraintes naturelles, dont 28,9 % en zone de montagne. Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **25 470 € soit 6 370 € par an sur 4 ans**.

L'analyse suivante **est proposée ici à titre uniquement illustratif**. En effet, les éléments relatifs au bilan comptable des exploitations et leur analyse n'ont pu être mobilisés que pour l'ex-région Aquitaine. À noter par ailleurs que cette analyse nécessiterait d'être largement affinée, et, comme présenté ci-après, croisée avec d'autres sources d'analyse. Compte tenu de la structure économique des exploitations du PDR Limousin et de l'écart des montants moyens attribués (5650€ pour Aquitaine), il est probable que l'impact serait sensiblement amplifié pour le PDR Limousin.

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Il peut être noté qu'en 2013 (source Agreste, chiffres et données du Réseau d'Information Comptable Agricole, n°123, mars 2015), en considérant l'échantillon des exploitations en OTEX bovin viande (pertinent au regard de l'ICHN) une exploitation produit, en moyenne, 92 500€ de recettes liées aux ventes d'animaux leur permettant de générer **16 800 € de valeur ajoutée hors fermage (VAHF)**. Dans le bilan comptable, la VAHF **est augmenté de 37 500 € de subventions d'exploitation et indemnités d'assurance** (36 400 € en 2012). Ces subventions d'exploitation permettent notamment aux exploitations **d'assumer l'amortissement des investissements nécessaires au maintien de l'activité** (dotation aux amortissements :

-22 400€) pour, enfin, pouvoir « sortir » **un revenu moyen par UTA non salariée à hauteur de 18 100€**. Ainsi, si l'on considère ce modèle d'analyse, il peut être conclu que les subventions d'exploitations contribuent à hauteur de 68% à l'excédent brut d'exploitation et, in fine au revenu moyen par UTA non salariée **dont 10,3% au titre de l'ICHN**. Compte-tenu du fait que l'ICHN est versée à des exploitations présentant un potentiel de production inférieur à la moyenne, **il est probable que cet impact soit supérieur en considérant un échantillon plus adapté**.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « offensives » représentent **19,8% du sous-total opérationnel (hors AT) du PDR Limousin 2014-2020**.

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur l'emploi

En l'absence de réalisation du PDR Limousin au cours de la période 2014-2018 sur la sous-mesure 4.2.1 (Cf – réponse à la QEC n°6), il n'est pas possible de conclure à ce stade de la programmation à un impact du PDR sur le niveau d'emploi. À noter néanmoins que l'un des 4 dossiers engagés prévoit la création de 6 emplois.

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Limousin, 45 emails ont été envoyés et 47 exploitants appelés pour 33 réponses obtenus (36%).

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **8 des 33 répondants** aux questions dédiées (25%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**. A noter que les répondants ayant indiqué un impact en termes de création d'emploi ont tous bénéficié de dispositifs de soutien aux investissements pour la modernisation et la diversification des élevages (dont PME, PMBE et AREA PMBE).

In fine, 8 des 33 répondants (25%) identifient **un total de 7,3 ETP créés** (soit 0,9 ETP par répondant). Aucun répondant n'a déclaré d'impact en termes de préservation d'emploi.

Le nombre restreint de réponses obtenues ne permet pas de produire un ratio de création d'emploi suffisamment représentatif pour permettre d'extrapoler l'impact global à l'échelle de l'ensemble des bénéficiaires de ces type d'aides. Néanmoins, un exercice d'extrapolation a été réalisé pour l'ensemble des bénéficiaires des PDR Aquitaine et Poitou-Charentes pour mesurer l'impact global.

Les résultats sont proposés ici à titre uniquement illustratif.

Pour le PDR Aquitaine :

- 501 emplois ont été créés ((1 317 bénéficiaires uniques x 18,3%) x 2,08 ETP))
- 290 emplois ont été préservés ((1 317 bénéficiaires uniques x 12,6%) x 1,75 ETP))
- Au total 791 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. Cela représente 1,6% de l'emploi agricole en Région Aquitaine.

Pour le PDR Poitou-Charentes :

- 105 emplois ont été créés ((494 bénéficiaires uniques x 19,4%) x 1,1 ETP))

- 59 emplois préservés ((494 bénéficiaires uniques x 9,2%) x 1,3 ETP))
- Au total 164 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. Cela représente 0,5% de l'emploi agricole en région Poitou-Charentes.

Pour le Limousin, 415 exploitations sont bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 avec une moyenne de 0,9 ETP créés. L'impact global semblerait donc tendre vers celui du PDR Poitou-Charentes (494 bénéficiaires, 1,1 ETP créé en moyenne). Si on applique ce ratio, cela donnerait 456 ETP créés.

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 87,9% des répondants, l'aide financière a été déterminante (48,5%) ou importante (39,4%)**. Seul 3% des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculteur biologique sur les revenus des activités agricoles

En Limousin, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 345 exploitations agricoles** (207 en conversion et 138 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 8 775€ en CAB et 4 994 € en MAB. Cela représente donc **2,3% des 14 640 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 77).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46 % supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;
- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, alors que le taux d'emploi des 20 à 64 ans a progressé de 1,2% entre 2014 (71,6%) et 2018 (72,8%) en 2018 (source : Eurostat) le PDR aura contribué, à fin 2018 :

- la création de **456 ETP agricoles en région Limousin soit 2,6% de l'emploi agricole en région Limousin** (17 200, PDR p.77) **au titre des investissements dans les exploitations agricoles** (sous-mesure 4.1) ;
- à la reprise de 756 exploitations agricoles via la DJA, soit 5% des exploitations limousines. Sachant que le Limousin dénombrait, en 2013, 17 200 UTA pour 14 640 exploitations (PDR, 2010), cela représente un enjeu total de 888 emplois en ETP soit 5% de l'emploi agricole régional

- à augmenter, au titre de l'ICHN, l'EBE et le revenus par UTANS, à **hauteur de 10,3% en estimation basse, pour 8 719 exploitations agricoles soit 62% des exploitations agricoles limousines** et un potentiel de **10 288 emplois**;
- En 2017, le soutien à l'agriculture biologique a bénéficié au renforcement des résultats économiques de 345 exploitations agricoles, soit 2,3% des exploitations limousines et 407 emplois.

In fine, à fin 2018, le PDR Limousin a déjà contribué à créer, renforcer ou préserver 12 039 emplois à des niveaux d'incidence variables soit 70% de l'emploi agricole régional (UTA) et 4% de l'emploi régional total.

7.a23) CEQ23-RE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie Europe 2020 visant à investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation?

7.a23.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Cible de la stratégie Europe 2020 : « investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement/ l'innovation ».

Priorité 1 pour le développement rural 2014-2020 : transfert de connaissances et innovation

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : 1A et 1B

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution directe aux DP1A et DP1B (pertinents au regard de la question évaluative n° 23) :

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations (2,8 M€)

M16 Coopération

16.1 Aide à la mise en place et au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (0,65 M€)

16.4 Aide à la coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place et du développement de circuits d'approvisionnement courts et de marchés locaux (0,5 M€)

16.7 Stratégies locales développement forestier (0,8 M€)

Ces deux mesures représentent une **proportion très faible de la maquette du PDR (hors AT), à hauteur**

de 0,8%.

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, d'autres dispositifs susceptibles de porter des effets en termes d'innovation sur les territoires et auprès des acteurs du monde agricole, agroalimentaire ou forestier, méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M19 LEADER (32,87 M€)

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (41,2 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles et les IAA (8,7 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 23 recouvre 4 mesures identifiées uniquement à titre de contribution « secondaire » **pour un total de 87,6 M€ soit 14,3% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de rés indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques	4A / 4B / 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	I.07 : Emissions de gaz à effet de serre par l'agriculture	Nombre de projets de coopération par axe thématique et par filière Caractère innovant des projets programmés Appréciation de l'émergence terrain de la démarche et de l'application opérationnelle du projet d'innovation (études de cas) (16.1) % de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus par le programme de développement rural Nombre et caractérisation de projets innovants (19) T1 : % des dépenses au titre des art 14,15 et 35 du reglt UE 1305/2013 qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR T2 : Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide de la mesure de coopération (art 35 du reglt UE 1305/2013) (groupes de réseaux et pôles, projets pilotes...)

et à
l'atténuation
de ces
changements

O16 : Nombre de groupes opérationnels créés (PEI)
O17 : Nombre des autres opérations de coopération (groupes, réseaux, pôles, projets pilotes...)

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Pour apprécier les impacts des interventions du programme en faveur de **l'objectif de stimulation de la R&D et de l'innovation impliquent**, deux types d'analyse sont mobilisés :

- Analyse du **niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation, mis en œuvre par le PDR** par rapport à la situation globale de l'investissement dans la R&D et l'innovation, en région Limousin (et à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine)
- Analyse et caractérisation du **potentiel contributeur des mesures clefs du PDR en faveur de l'innovation** dans le domaine de l'agriculture, de la transformation alimentaire, de la foresterie et les zones rurales.

Ces mesures contribuant de manière la plus significative à l'objectif UE 2020 de soutien à l'innovation sont pour rappel les actions d'information et projets de démonstration, ainsi que la mesure Coopération. Elles ne couvrent cependant que 0,8% de la maquette FEADER totale du PDR Limousin. De plus, le dispositif M16 Coopération n'a pas

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 23 est la **nature transversale** des potentiels effets du programme sur l'innovation.

Cette question suppose non seulement l'analyse des mesures du PDR visant spécifiquement l'amélioration de la base des connaissances, la démonstration de solutions nouvelles, la coopération et l'expérimentation (M01/ M16) mais aussi une **appréciation des effets « diffus » des aides FEADER en faveur de l'innovation**.

Or, à ce stade de la programmation, du fait de niveaux de réalisation et/ou paiement partiels pour certaines mesures (aides à l'investissement dans les IAA ; mise en œuvre des stratégies locales de développement - 19.2 - des GAL dont le taux d'engagement est de 10,2% mi-Novembre 2018) il n'a pas été possible de systématiser l'évaluation de ces effets « diffus » sur l'innovation. La plus-value de ces mesures n'est pas valorisable et valorisée dans le présent RAMO mais devra être traité dans le cadre de l'évaluation finale.

Étape 4 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 5 - Réponse à la Question Evaluative Commune

Impact des interventions du PDR sur le niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation

Les interventions du programme directement orientées vers la recherche (expérimentale et appliquée) et l'innovation relèvent, pour l'essentiel, des actions d'information et de démonstration d'une part et de la mesure Coopération, d'autre part. Comme évoqué précédemment, ces deux mesures représentent 0,8% de la

maquette totale du PDR, soit une proportion très faible des crédits FEADER régionaux.

En termes de dépenses effectives de R&D et d'innovation, ces mesures du PDR représentent, au 14/11/2018, 3 dossiers payés et une dépense publique totale de 93 901€, soit **0,05% du total de dépenses publiques totales versées ou générées au titre du PDR Limousin**.

Impacts des projets d'information et de démonstration sur l'amélioration des connaissances, la diffusion de solutions et techniques nouvelles, et la propension à innover des acteurs

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les résultats des actions d'information et projets de démonstration associées aux T.O. 1.2, dont l'appréciation repose sur une enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires (chambres d'agriculture départementales et régionale, interprofessions, institut de l'élevage (IDELE), centres de recherche et laboratoires d'expérimentations (ex : CIIRPO), etc.).

Cette sous-mesure présente des réalisations très partielles à ce stade de la programmation. Elle représente un volume de 6 opérations engagées, pour un montant FEADER engagé de 216 263€, soit 7,7% de la maquette à mi-Novembre 2018. Compte tenu du faible nombre de dossiers engagés et de bénéficiaires effectivement touchés, seuls 2 retours d'enquête ont été collectés. Ces retours, non significatifs en termes statistiques, ont néanmoins permis de conforter, à ce stade, quelques enseignements se dégageant des données de suivi AG des projets.

Les actions réalisées ou programmées au titre du T.O. 1.2 visent ainsi à la fois des actifs agricoles (exploitants & salariés), des conseillers et techniciens agricoles et des professionnels ou des propriétaires forestiers. Elles recouvrent un champ large de thématiques :

- L'amélioration de la performance environnementale (33%)
- Les innovations techniques (30%)
- La compétitivité des entreprises (20%)
- Les systèmes de commercialisation (7%)
- L'amélioration de la qualité des produits et des productions (7%)
- L'agroécologie (3%)

Les intitulés des actions programmées témoignent également de la diversité des filières couvertes : filières d'élevage, herbe et fourrages, fruits à coque, fruits rouges, viticulture...

Des retombées économiques notamment liées :

- à l'amélioration de l'autonomie alimentaire des exploitations,
- à l'émergence de projets structurants
- à une meilleure organisation de la filière
- à l'amélioration des revenus des exploitants (valorisation des produits...)

Des retombées environnementales relevant quant à elles :

- d'une gestion plus respectueuse des ressources disponibles par les publics visés
- de l'adoption de solutions adaptées aux effets du changement climatique

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion

de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au vu du faible nombre de dossiers engagés, et de l'avancement de ces dossiers, il est, cependant, à ce stade, difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

Impacts des actions de coopération sur la mise en réseau et le décroisement d'acteurs, la recherche appliquée et la propulsion à innover des acteurs

La mise en place de Groupes Opérationnels PEI (16.1) constitue un levier nouveau au service de l'objectif général de soutien à l'innovation, en ce qu'il rassemble l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval, sous une forme interactive et ascendante. L'effet attendu du dispositif PEI est un gain de proximité entre le monde de la recherche et les acteurs agricoles afin que ces derniers gagnent en connaissances et mettent en place de nouvelles pratiques et des solutions innovantes.

Ne disposant d'aucun élément de réalisation, à ce stade de la mise en œuvre du programme, il n'est toutefois pas possible de répondre formellement au critère d'évaluation ci-dessus.

A défaut de pouvoir apprécier les effets de projets réalisés, une analyse des candidatures et grilles de sélection a permis d'apprécier la diversité des partenariats construits en vue de la réponse à l'appel à projet PEI (lancé à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine). Les candidatures font état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Les structures les plus représentées sont les acteurs du conseil et développement, les experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

En synthèse, à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine, les dépenses intérieures de R&D des entreprises et des administrations (DIRD) en 2016 atteignent 2,194 milliards d'euros, soit une **relative stabilité de l'effort de recherche rapporté au PIB depuis 2013, qui équivaut à 1,33% du PIB régional** (source SRDEE/ MESRI-SIES). Ce taux est donc, encore, en 2016, significativement éloigné de l'objectif de 3% du PIB consacré aux dépenses de recherche et innovation.

En ce qui concerne la région **Limousin**, ces dépenses s'élevaient, en 2013, à 442,6 euros par habitant, contre 420,8 euros/habitant en 2010 (Eurostat), soit une **tendance à la hausse (+9,9% entre 2010 et 2013) des**

dépenses de R&D par habitant, qui sera à confirmer en ex post.

Dans la prolongation de cette évolution à la hausse, le PDR Limousin pourrait jouer un rôle, quoique modéré, au travers :

- de l'accroissement des dépenses d'innovation via les actions d'information et projets de démonstration :

Les dépenses engagées par le programme en faveur de l'innovation reposent essentiellement sur le dispositif 1.2 Actions d'information et de démonstration (aucune programmation sur la mesure Coopération). Sur ce T.O. la dépense publique totale effectivement payée au 14/11/2018 atteint 93 901€.

L'indicateur DIRD (dépenses intérieures de R&D) en Limousin est de 186,7 millions d'euros. Dès lors, en appliquant cette donnée (2012), on obtient un **poids relatif du PDR** (et de ses contreparties) **dans les dépenses intérieures de R&D équivalent à 0,05% en Limousin.**

Les premières analyses montrent que les actions et projets conduits au titre du T.O 1.2.1 sont susceptibles de contribuer significativement au développement de la base de connaissances et à l'innovation dans les zones rurales de la région Limousin.

En effet, les différentes actions menées ou programmées génèrent d'après les répondants des retombées importantes et positives pour les exploitations agricoles, parmi lesquelles des retombées économiques (autonomie des exploitations, lancement de projets structurants, organisation de la filière, meilleure valorisation locale des produits...) et environnementales (préservation des ressources, adaptation au changement climatiques...).

Mais la mise en œuvre de ces dispositifs reste cependant à ce jour très partielle : ainsi, en Novembre 2018, ce TO n'enregistre que 6 dossiers engagés, pour un montant de FEADER représentant seulement 7,7% de la maquette. Les premiers effets mis en évidence de la mesure devront donc être confirmés et étayés à l'occasion de l'évaluation finale du programme, et sur la base d'un nombre de dossiers réalisés et soldés plus important.

- du lancement d'une dynamique d'innovation, d'expérimentation et de coopération en particulier via l'appel à projet PEI-Agri

Les projets de coopération, en général, et le dispositif PEI en particulier (par sa dimension collaborative et expérimentale) requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants en termes d'innovation, de développement de la recherche appliquée, et de transformation des systèmes de production et des territoires. Or, à ce stade de la programmation, les coopérations se mettent juste en place (sélection des candidats en réponse à l'appel à projet PEI Nouvelle-Aquitaine lancé à 2018).

7.a24) CEQ24-CL - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990, ou de 30 % si les conditions le permettent, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20 %, et à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique?

7.a24.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ24-UE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie UE 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% par rapport aux niveaux de 1990, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20% et à augmenter de 20% l'efficacité énergétique ?

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Stratégie UE 2020 : croissance durable : promouvoir une économie basée sur une utilisation plus efficiente des ressources, plus durable et plus compétitive

Objectif cible : la cible énergie/climat dite des 3x20 (baisse des émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990, 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation globale, 20 % d'amélioration de l'efficacité énergétique)

Priorité 5 pour le développement rural 2014-2020 : promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : 5B, 5C, 5D (*cf. Guidelines assessing RDP achievements and impacts in 2019/ Part iii – Fiches for answering the common evaluation questions no. 22 – 30 / Aout 2018*)

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP5B, 5C et 5D (pertinents au regard de la question évaluative n° 24) :

DP 5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires

M04 Investissements physiques

4.4.1 Maîtrise de l'énergie – PPE (0,33 M€)

Le PDR Limousin ne mobilise, à titre principal, qu'un seul T.O pour le DP 5B et aucune mesure aux DP5C et 5D jugés pertinents au regard de la question évaluative susmentionnée. La part du budget du PDR directement affectée à cet objectif UE 2020 est donc très faible : 0,05% de la maquette totale FEADER.

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, l'ensemble des mesures contribuant de manière significative à l'amélioration de la performance énergétique des modes de production agricoles et agroalimentaires et au maintien d'activités extensives, peu consommatrices d'intrants (énergie, nitrates...) méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (41 M€ dont 4.1.5 Plan végétal environnement)

4.2 Investissements pour la commercialisation/ transformation des produits agricoles / IAA

M11 Agriculture Biologique (19,8 M€)

M10 Agroenvironnement-Climat (41,7 M€)

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (393,8 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 24 recouvre 4 mesures **pour un total de 505,3 M€ soit 82,4% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de résultats, d'impact additionnels)
Les activités soutenues par le programme	4A / 4B / 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	I.07 : Emissions de gaz à effet de serre par l'agriculture	-Constats d'économies d'énergie par les bénéficiaires (M4) -Energie renouvelable utilisée dans les structures soutenues par le

ont favorisé
une gestion
plus durable
des
ressources
naturelles,
contribué à
l'adaptation
des systèmes
aux
changements
climatiques
et à
l'atténuation
de ces
changements

Evolution du volume d'effluents valorisés dans les exploitations so

- Conversion des surfaces en tonnage de carbone (M10)

R15 : énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus

T16 : total des investissements dans la production d'énergie renou

T17 : pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans
gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet d
et/ou d'ammoniac (M.4)

T18 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visa
réduction des émissions

de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (M10)

R20 : % des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion
contribuent à la séquestration ou à la conservation du carbone

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif UE des « 20/20/20 » impliquent deux types de contributions différentes :

- les **mesures de transition « énergétique »**, contribuent à l'atténuation des changements climatiques, en minimisant les émissions de gaz à effet de serre de nature énergétique. Il s'agit essentiellement de soutiens à l'investissement dans les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires favorisant :
 - **une utilisation plus efficace de l'énergie par les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires** (réduction des consommations d'énergie par unité produite) : conversion et maintien de l'agriculture biologique et de pratiques agroenvironnementales
 - **l'amélioration de la fourniture et de la consommation d'énergie renouvelables par l'agriculture et des IAA** : investissements relevant du plan végétal environnement, investissements de modernisation...
- les **mesures visant la réduction des émissions agricoles de gaz à effet de serre, de nature « non-énergétique »**. Les émissions de gaz à effet de serre non énergétiques proviennent de la fertilisation des cultures et des activités d'élevage (fermentation entérique). Les mesures contribuant à cet objectif sont dès lors des mesures favorisant la réduction de l'utilisation d'intrants azotés ou encore une meilleure gestion des effluents d'élevage par les exploitations agricoles
- Certaines mesures favorisent par ailleurs la **séquestration du carbone par le maintien/ entretien de surfaces herbagères qui sont des puits nets de carbone** (maintien/ préservation des surfaces herbagères et pastoraux). Nb : En complément de ces effets, une analyse des effets des mesures forestières sur la capacité de séquestration du carbone par la forêt est proposée dans le cadre de la réponse à la QE n°28.

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 24 est l'absence de certaines données de

contexte susceptibles de capturer les impacts des interventions du programme sur la transition énergétique des opérateurs agricoles et forestiers (efficacité énergétique, ENR).

Cette faible disponibilité des données renvoie plus globalement à la faible mobilisation de crédits FEADER sur cet enjeu. Pour rappel, les domaines prioritaires 5C et 5D ne sont pas retenus en Limousin et un seul T.O (0,05% de la maquette FEADER totale du programme) est fléché à titre principal sur le DP 5B. L'essentiel de l'analyse évaluative repose dès lors sur l'appréciation d'effets indirects associés à certains dispositifs – aide à l'investissement, AB/MAEC/ICHN...

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la transition énergétiques des exploitations agricoles et des entreprises agroalimentaires

*Impacts des **soutiens à l'investissement** en faveur des exploitations agricoles sur la réduction et l'efficacité de l'utilisation d'énergie*

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les effets environnementaux des aides à l'investissement associées aux T.O. 4.1 (dont 4.1.7. Plan végétal environnement).

Une enquête a notamment été menée auprès de bénéficiaires des différents **dispositifs adossés à la mesure 4.1**. L'amélioration de la performance environnementale de l'exploitation est un des effets soulignés par les 33 répondants ayant apporté une réponse à cette question, mais il est significativement plus modéré que les impacts en termes d'amélioration des conditions de travail, des conditions sanitaires et de contrôle, que les effets en termes de bien-être animal, ou de productivité.

51,5% des exploitants interrogés estiment que l'impact du projet aidé sur leur performance environnementale a été élevé (33,3%) ou très élevé (18,2%).

Parmi les types d'effets environnementaux soulignés par ces bénéficiaires, on retrouve en particulier des **effets positifs en termes de réduction de la consommation d'énergie par unité produite**. Cet effet positif est signalé par 36% des répondants.

Parmi les autres effets cités, on trouve les impacts relatifs à l'utilisation de produits phytosanitaires (28% des répondants jugent l'effet du projet aidé positif sur ce point mais 48% s'abstiennent) ou encore, de manière très ponctuelle, des effets sur la production et/ou utilisation d'énergies renouvelables (10% des répondants estiment que le projet aidé a contribué à augmenter leur production/utilisation de sources renouvelables d'énergie ; 50% s'abstiennent).

*Impacts du dispositif **Plan de Performance Énergétique** sur les consommations d'énergies du secteur agricole et les émissions de GES associés*

Les premières analyses des opérations soldées ou réalisées (entièrement ou partiellement) au titre du T.O. 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE) indiquent que la typologie des investissements soutenus relève de trois grandes catégories :

- 15 dossiers ont contribué au financement de diagnostic énergétique dans les exploitations
- 10 dossiers concernent le financement de travaux d'isolation de bâtiments d'exploitations
- 2 dossiers soutiennent l'aménagement de séchoirs à partir d'énergies renouvelables
- 2 dossiers couplent à la fois la réalisation d'un diagnostic et de travaux d'isolation

Toutefois, la contribution des interventions du programme à l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires est limitée à un nombre restreint de bénéficiaires et d'investissements, et à un budget FEADER équivalent à 0,05% de la maquette totale du PDR.

32 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) non énergétiques

Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'Agriculture Biologique et les MAEC sur la réduction des émissions de GES liées à l'utilisation d'intrants azotés et aux effluents

En 2017, le **soutien à l'agriculture biologique** couvre, en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 154 ha** au total (dont 22 265 ha en conversion et 18 889 ha en maintien), **soit 4,7% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (871 800 ha - 2010).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les **MAEC** représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 611 ha** soit **4,8% de la SAU régionale**.

Une enquête en ligne, conduite auprès d'un échantillon de bénéficiaires de ces deux dispositifs AB et MAEC, a permis de démontrer le rôle incitatif des aides sur la prise en compte d'un certain nombre d'enjeux associés à la gestion durable des ressources naturelles et les actions climatiques.

La majorité des répondants indiquent avoir maintenu ou adopté les pratiques suivantes :

1. Diminution de l'utilisation d'intrants : engrais, phytosanitaires (maintien/ adoption 76%)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux : effluents (maintien/adoption : 65%)

Plus précisément, respectivement 59% et 45% des répondants estiment avoir amplifié ces deux types de pratiques grâce à l'aide accordée (i.e. les répondants jugent l'intensité du changement de pratique, élevée ou très élevée).

Ces retours témoignent (à l'échelle de l'échantillon interrogé) de la capacité du dispositif à soutenir des changements de comportements favorables à une réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'agriculture.

33 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur du maintien des surfaces herbagères et de la conservation du carbone par l'agriculture

Impacts des mesures agroenvironnementales et des paiements compensatoires de handicap (ICHN) sur le maintien de surfaces herbagères et la conservation du carbone

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage de carbone en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits nets de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone des surfaces en herbe se situent, en moyenne, autour de 1000 kgC/ha/an (bien que variable selon

les modalités de gestion, de 500 et 1200 kgC/ha/an).

A l'échelle régionale, les MAEC contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (7 374 ha soit 17,7%). Cela représente **1,3% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (7 374ha/ 566 670 ha).

Comme développé dans le cadre de la QEC n°8, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales qui sont bénéficiaires de l'ICHN (M13). le PDR précise (indicateur de contexte) que 46,74% des surfaces herbagères régionales bénéficient de l'ICHN (RAMO 2017 – p.97). Les surfaces en prairies permanentes et pâturages représentent 65% de la SAU régionale en 2010. En appliquant ce même ratio de référence, on obtient une surface herbagère couverte par des paiements compensatoires de handicap de **264 860 ha**.

In fine, à l'échelle de ces **deux dispositifs principaux** (MAEC/ICHN), les interventions du PDR ont contribué à maintenir/entretenir 326 125 ha de surfaces herbagères, pour un **potentiel de séquestration de carbone de l'ordre de 272 236 tC/an**.

En conclusion, à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine, les émissions de gaz à effet de serre issues des secteurs agricole et forestier passe de 14,081 M tC en 2010 à 13, 956 M tC en 2016, soit une baisse de 0,88% environ (source AREC). Dans cette évolution, le PDR Limousin a joué un rôle au travers des contributions suivantes :

- à la **réduction des consommations d'énergie de l'agriculture :**

Cet objectif est notamment atteint au travers des soutiens à l'investissement des exploitations agricoles (dont le T.O. Maîtrise de l'énergie PPE, quoi que doté d'une faible enveloppe financière). Pour 36% des bénéficiaires enquêtés en effet, les projets aidés ont permis une réduction des quantités d'énergie utilisées par unité produite, c'est-à-dire une efficacité énergétique plus marquée grâce aux projets aidés.

A contrario, l'effet de ces projets sur la production ou consommation d'énergies renouvelables est moins exprimé : 10% des répondants relèvent une hausse des énergies renouvelables produites ou consommées grâce au projet aidé.

- à la **stabilisation/ réduction des gaz à effet de serre, de nature « non énergétique » émis par l'agriculture**

Les dispositifs de soutien à l'agriculture biologique et les MAEC jouent également un rôle clef en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en favorisant une réduction de l'utilisation d'intrants azotés et par une meilleure gestion des effluents d'élevage.

Plus de 45% des répondants estiment avoir amplifié (fortement à très fortement) leurs pratiques dans ce domaine (et jusqu'à 59% des répondant en ce qui concerne l'utilisation réduite d'intrants de type engrais azotés).

- à une **meilleure séquestration des gaz à effet de serre, en particulier du carbone, par les sols**

Les émissions de gaz à effet de serre émises en 2010 en Limousin, représentait en 2008, 7,6 millions de teq/an. Les dispositifs MAEC et ICHN ont quant à eux permis de maintenir ou renforcer un potentiel de séquestration de 999 125 teq, soit un impact (estimation basse) de compensation des émissions à hauteur de **13% du total des émissions de CO2 régionales** pour l'année de référence, et 2,5 l'équivalent des volumes

de CO2 émis par l'agriculture en région.

7.a25) CEQ25-PO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté?

7.a25.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ25-UE. Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté ?

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Cible prioritaire UE : réduire de 20 millions les populations en situation de pauvreté

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée

A noter que, au regard des éléments d'analyse produits dans le cadre de la réponse aux QEC 16 et 17, les mesures correspondant aux DP6A et 6B (activités non agricoles, services à la population, développement local Leader) n'ont pas été retenues comme apportant une contribution significative en termes de réduction de la pauvreté. En effet, ces mesures présentent des niveaux de programmation trop restreints d'une part et des liens de causalité trop tenus au regard d'une participation à la réduction de la pauvreté.

Ainsi, n'ont été retenues comme pertinentes que les mesures ayant un impact direct et mesurable sur les revenus des acteurs économique du monde rural.

M04 - Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (notamment sous-mesure 4.1.1 Plan de modernisation des élevages – 30 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles (notamment sous-mesure 4.2.1 – 6 M€)

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

6.1 Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (notamment sous-mesure 6.1.1 Dotations aux jeunes agriculteurs - DJA – 28 M€)

6.4.1 Investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 19,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (393,8 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 25 recouvre 6 mesures et 9 sous-mesures **pour un total de 496 M€ soit 80% de la maquette du PDR.**

Dans la mesure où les logiques d'incidences en matière de revenus et de maintien / création d'emplois sont fortement corrélées, les analyses présentées dans les pages suivantes, reprennent, pour partie, les analyses présentées pour la réponse à la QEC n°22.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, d'indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont contribué à l'augmentation des revenus de la population	2A/ 2B /3A / 4A	QE 4 / 5 / 6	I.14 : Taux d'emploi rural	<ul style="list-style-type: none"> -Impact de l'ICHN sur l'excédent brut et le revenu d'exploitation des bénéficiaires -Nombre et % d'exploitation bénéficiaires de l'ICHN (année n) -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les IAA -Impacts de l'aide à l'investissement sur les performances économiques dans les IAA -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les exploitations agricoles (EA) -Impacts de l'aide à l'investissement sur les performances économiques dans les EA -Impacts de la conversion en agriculture biologique sur les revenus agricoles
				I.15 : Taux de pauvreté rural
				I.16 : PIB Rural par habitant

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

En France, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs soit à 855 euros, soit à 1 026 euros (Insee, données 2016), selon la définition de la pauvreté utilisée (respectivement au seuil à 50 % et à 60 % du niveau de vie médian). Ces revenus sont mesurés après impôts et prestations sociales.

Les mesures contributives à l'objectif « réduction de la pauvreté » ont pour point commun de présenter des incidences directes sur les revenus des acteurs économiques bénéficiaires :

- les **« subventions d'exploitation »** contribuent directement à l'amélioration des revenus des agriculteurs à travers un apport au bilan comptable, impactant positivement l'excédent brut d'exploitation, et, ce faisant, le revenu de l'exploitant :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), représentent ainsi un abondement de 8000 à 30000 € (en fonction de la zone d'installation du jeune agriculteur - zone de montagne, défavorisée, plaine..) versé à 80 % l'année de l'introduction de la demande d'aide pour son installation comme chef d'exploitation et à 20 % au cours de la 5e année (après contrôle de la bonne mise en œuvre du projet).
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN) apporte, chaque année, une compensation financière venant corriger les différences de revenus qui perdurent entre les exploitations situées en zones défavorisées et celles du reste du territoire. Le montant annuel de l'aide peut varier, selon le type d'exploitation et la zone, de 1 700 à 21 500 euros
- les **mesures d'amélioration de la performance économique des exploitations** qui contribuent à l'amélioration des revenus à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique et les revenus de l'activité** ;
 - la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires** et / ou **augmenter les revenus générés par l'activité**,

Il doit être noté, compte-tenu de l'absence d'anticipation et de préparation de l'évaluation des incidences du PDR sur l'emploi, que les méthodes « complexes » type contrefactuelles et / ou économétriques n'ont pu être mobilisées.

Néanmoins, comme nous le démontrons par la suite, il est notable, au regard des types d'impacts évalués, que les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution à l'amélioration des revenus et à la réduction de la pauvreté. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « complexes ».

31 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Concernant l'ICHN et la DJA, la méthode recommandée vise à **isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par l'activité**. C'est une méthode quantitative, estimative, simple à appliquer et permettant de donner à voir globalement l'importance économique de l'aide. Cela n'a pu être réalisé, dans le cadre de la présente évaluation, que de manière illustrative et nécessiterait une étude plus approfondie de ces impacts économiques.

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur **deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes**, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement. Une partie des deux questionnaires concernés était dédiée au recueil d'informations sur les impacts de ces aides notamment en matière de performance économique. Ce sont les résultats de ces enquêtes qui sont valorisés ici.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles et, ce faisant, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

*Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) et de la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) **sur le maintien des activités agricoles***

Comme évoqué dans la partie méthode, l'évaluation de l'impact net de l'ICHN et de la DJA sur le maintien de l'activité des exploitations bénéficiaires ne peut être mesuré qu'au regard d'une analyse approfondie de son poids dans les recettes globales de l'exploitation et, in fine, la valeur ajoutée et les revenus produits. La 1ère estimation proposée ici nécessiterait d'être largement affinée et spécifiée en fonction des types d'exploitations bénéficiaires de l'ICHN et de la DJA.

*Impacts des aides à l'agriculture biologique **sur les revenus des activités agricoles***

Les impacts économiques relevés à partir de l'étude de l'INSEE « *Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ?* » ne le sont qu'à titre illustratif. Une évaluation plus fine des impacts économiques des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des exploitations, serait nécessaire.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

A cet égard, il doit être noté, que le PDR Limousin relève, dans ses indicateurs de contexte, un niveau de vie des agriculteurs à 20 470,2 € / UTA (PDR, p.78 - niveau moyen français de 28 655€). L'intérêt de cet indicateur « niveau de vie » est qu'il permet de comparer des ménages de tailles et de composition différente et tient compte des économies d'échelle au sein du ménage. Il correspond au **revenu disponible par unités de consommation**.

En 1ère approche, il convient de noter :

- qu'il correspond à un revenu disponible par unité de consommation de 1 705,8€ soit au-dessus de

850,8€ et de 679,8€ respectivement des seuils de pauvreté à 50% et 60%.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur les revenus agricoles

Nota : le nombre d'unités de consommation du foyer n'a pu être pris en considération ici afin de calculer le niveau de vie par unité de consommation. Cela nécessiterait en effet une prise en compte des revenus additionnels des couples et / ou cohabitations ce qui s'avère impossible en dehors d'une étude statistiques dédiée.

Au 11 novembre 2018, 272 723 699 € étaient engagés et 222 102 131€ payés (soit 69,2% d'engagement et 81,4% de paiement FEADER). Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **8 719 exploitations agricoles** soit **62% des exploitations limousines**. Le Limousin est particulièrement impacté par les zones menacées de déprise liée à des conditions d'exploitation difficiles : 99,8 % de la SAU limousine se situe en zones présentant des contraintes naturelles, dont 28,9 % en zone de montagne. Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **25 470 € soit 6 370 € par an sur 4 ans**.

L'analyse suivante **est proposée ici à titre uniquement illustratif**. En effet, les éléments relatifs au bilan comptable des exploitations et leur analyse n'ont pu être mobilisés que pour l'ex-région Aquitaine. À noter par ailleurs que cette analyse nécessiterait d'être largement affinée, et, comme présenté ci-après, croisée avec d'autres sources d'analyse. Compte tenu de la structure économique des exploitations du PDR Limousin et de l'écart des montants moyens attribués (5650€ pour Aquitaine), il est probable que l'impact serait sensiblement amplifié pour le PDR Limousin.

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Il peut être noté qu'en 2013 (source Agreste, chiffres et données du Réseau d'Information Comptable Agricole, n°123, mars 2015), en considérant l'échantillon des exploitations en OTEX bovin viande (pertinent au regard de l'ICHN) une exploitation produit, en moyenne, 92 500€ de recettes liées aux ventes d'animaux leur permettant de générer **16 800 € de valeur ajoutée hors fermage (VAHF)**. Dans le bilan comptable, la VAHF **est augmenté de 37 500 € de subventions d'exploitation et indemnités d'assurance** (36 400 € en 2012). Ces subventions d'exploitation permettent notamment aux exploitations **d'assumer l'amortissement des investissements nécessaires au maintien de l'activité** (dotation aux amortissements : -22 400€) pour, enfin, pouvoir « sortir » **un revenu moyen par UTA non salariée à hauteur de 18 100€**. Ainsi, si l'on considère ce modèle d'analyse, il peut être conclu que les subventions d'exploitations contribuent à hauteur de 68% à l'excédent brut d'exploitation et, in fine au revenu moyen par UTA non salariée **dont 10,3% au titre de l'ICHN**. Compte-tenu du fait que l'ICHN est versée à des exploitations présentant un potentiel de production inférieur à la moyenne, **il est probable que cet impact soit supérieur en considérant un échantillon plus adapté**.

Ainsi, en prolongeant le cas de figure étudié ici au PDR Limousin, il peut être considéré que l'ICHN contribue à 50% à la dotation aux amortissement et 50% au revenu d'exploitation (soit à hauteur de 3 185 €).

Dans la mesure où le revenu moyen par UTA s'élève, en Limousin à 14 786 € (PDR p.78) contre 20 850 € en Aquitaine (PDR, p.159) d'une part et que d'autre part, les exploitations Limousines sont particulièrement exposées à des situations de fragilité économique, il est probable que l'impact de l'ICHN sur leur revenu soit supérieur aux résultats de l'étude de cas réalisée pour Aquitaine, présentée ci-dessous.

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Sans l'ICHN ce revenu serait donc de 15175 € soit 1264,5€ / mois. Ce revenu par UTA est supérieur de 23% au seuil de pauvreté à 60% (pour rappel 1026€). Il passe à 1500 € en tenant compte de l'ICHN soit 46% au-delà du seuil de pauvreté à 60%.

Ainsi, dans ce cas d'étude (échantillon bovin viande), **l'ICHN contribue à hauteur de 15,6% du revenu disponible par UTANS** et permet, en moyenne, **de doubler le niveau de dépassement du seuil de pauvreté à 60%** (de 23% à 46%).

Le revenu disponible de référence étant une moyenne, il est certain, que l'ICHN revêt, proportionnellement, une importance accrue dans les revenus d'une proportion non négligeable d'agriculteurs. En effet, considérant un revenu disponible par UTANS de 10 000 € (833 € mensuels), soit 34% inférieur au revenu moyen, l'impact de l'ICHN serait majeur : +28,5% sur le revenu disponible, +235,75€ mensuels dont 42 € au-delà du seuil de pauvreté à 60%.

*Impacts de la **Dotation Jeunes Agriculteurs** sur les revenus agricoles*

Nota : comme pour l'ICHN le nombre d'unités de consommation du foyer n'a pu être pris en considération ici.

Sur la période 2014-2018, **756 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier **de 21 033 €** (médiane : 21 120 €). Cette dotation est versée, en 2 versements, sur 5 ans soit, en moyenne, 4 206€ par an.

Estimation de l'impact de la DJA sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

En prolongeant **le cas de figure étudié pour l'ICHN, il peut être considéré que la DJA contribue à 50% à la dotation aux amortissements et 50% au revenu d'exploitation** (soit à hauteur de 1807 €). Sans la DJA ce revenu serait donc de 16193 € soit 1349€ / mois. Ce revenu par UTA est supérieur de 31% au seuil de pauvreté à 60% (pour rappel 1026€). Il passe à 1500 € en tenant compte de la DJA soit 46% au-delà du seuil de pauvreté à 60%.

Ainsi, dans ce cas d'étude (échantillon bovin viande), **la DJA contribue à hauteur de 10% du revenu disponible par UTANS** et permet, en moyenne, **d'augmenter d'un tiers le niveau de dépassement du seuil de pauvreté à 60%** (de 31% à 46%).

Comme pour l'ICHN, il est probable que **l'impact de la DJA serait plus important** compte-tenu du fait que **le revenu moyen par UTA s'élève, en Limousin à 14 786 € contre 20 850 € en Aquitaine** (PDR, p.159).

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur les performances économiques des entreprises et l'emploi

En l'absence de réalisation du PDR Limousin au cours de la période 2014-2018 sur la sous-mesure 4.2.1 (Cf – réponse à la QEC n°6), il n'est pas possible de conclure à ce stade de la programmation à un impact du PDR sur le niveau d'emploi. À noter néanmoins que l'un des 4 dossiers engagés prévoit la création de 6 emplois.

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur les performances économiques des exploitations et l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Limousin, 45 emails ont été envoyés et 47 exploitants appelés pour 33 réponses obtenus (36%).

Concernant l'effet de l'investissement sur les performances économiques des exploitations, plus de la moitié des exploitations agricoles enquêtées bénéficient d'une progression de leur CA (62,5%), de la VA (59,4%) et l'EBE (57,6%). Ces trois indicateurs économiques sont stables pour 34% de l'échantillon. Ainsi, les effets restent nets comme ceux concernant les entreprises agroalimentaires.

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **8 des 33 répondants** aux questions dédiées (25%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**. A noter que les répondants ayant indiqué un impact en termes de création d'emploi ont tous bénéficié de dispositifs de soutien aux investissements pour la modernisation et la diversification des élevages (dont PME, PMBE et AREA PMBE).

In fine, 8 des 33 répondants (25%) identifient **un total de 7,3 ETP créés** (soit 0,9 ETP par répondant). Aucun répondant n'a déclaré d'impact en termes de préservation d'emploi.

Le nombre restreint d'éléments obtenus relatifs au bilan comptable des exploitations limousines ne permet pas d'identifier l'impact global du PDR sur le niveau d'emploi. Néanmoins, un exercice d'extrapolation a été réalisé pour l'ensemble des bénéficiaires des PDR Aquitaine et Poitou-Charentes pour mesurer l'impact global. Les résultats sont proposés ici à titre uniquement illustratif.

Pour le PDR Aquitaine :

- 501 emplois ont été créés ((1 317 bénéficiaires uniques x 18,3%) x 2,08 ETP))
- 290 emplois ont été préservés ((1 317 bénéficiaires uniques x 12,6%) x 1,75 ETP))
- Au total 791 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. Cela représente 1,6% de l'emploi agricole en Région Aquitaine.

Pour le PDR Poitou-Charentes :

- 105 emplois ont été créés ((494 bénéficiaires uniques x 19,4%) x 1,1 ETP))
- 59 emplois préservés ((494 bénéficiaires uniques x 9,2%) x 1,3 ETP))
- Au total 164 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. Cela représente 0,5% de l'emploi agricole en région Poitou-Charentes.

415 exploitations sont bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 pour le PDR Limousin avec une moyenne de 0,9 ETP créés. L'impact global semblerait donc tendre vers celui du PDR Poitou-Charentes (494 bénéficiaires, 1,1 ETP créé en moyenne). Si on applique ce ratio, cela donnerait 456 ETP créés.

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 87,9% des répondants, l'aide financière a été déterminante (48,5%) ou importante (39,4%)**. Seul 3% des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles

En Limousin, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 345 exploitations agricoles** (207 en conversion et 138 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 8 775€ en CAB et 4 994 € en MAB. Cela représente donc **2,3% des 14 640 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 77).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46 % supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;
- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, à fin 2018, **le PDR a contribué à améliorer les revenus de 9 820 exploitations agricoles par l'intermédiaire de subventions directes** : ICHN, DJA et aides à l'agriculture biologique.

Les aides à l'investissement attribuées au titre des sous-mesures 4.1 et 4.2 **ont permis une amélioration significative des performances économiques exploitations bénéficiaires** (IAA, évolution positive de l'EBE dans 57% des cas).

7.a26) CEQ26-BI - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir?

7.a26.a) Réponse à la question d'évaluation

QEC26-UE. Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir ?

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : durable : pour promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources,

plus verte et plus compétitive.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la sylviculture.

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée

Ont été retenues comme pertinentes que les mesures identifiées comme contributives aux DP4A, 4B et 4C :

1.2.1 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4.4.1 Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

7.1.1 Élaboration et révision des DOCOC Natura 2000

7.6.1 Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000

7.6.2 Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

7.6.3 Animation des MAEC

7.6.4 Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous les publics

7.6.6 Animation Natura 2000

M10 Agroenvironnement-climat

M11 Agriculture biologique (CAB et MAB)

M12 Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

13.1.1 Paiements contraintes naturelles en zone de montagne

13.1.2 Paiements contraintes naturelles en zones de piémont et autres défavorisés

Dans la mesure où cette question couvre l'ensemble du périmètre lié à la biodiversité, les analyses présentées dans les pages suivantes, constituent une compilation des réponses aux QEC n°8 à 11.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de	DP pouvant QEC	Indicateur	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de
------------	----------------	------------	--

Jugement	être associé(s)	pouvant être associées	commun d'Impact	indicateurs additionnels)
1. La biodiversité et les services écosystémiques ont été restaurés	4A	QE 8	I.08 : Indice des oiseaux en milieu agricole	<p>Nombre d'hectares (et % ?) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de la biodiversité</p> <p>Surfaces converties et maintenues en agriculture biologique (M)</p> <p>Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les ex</p> <p>Nbre de colonies engagées</p> <p>Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAE a contribué, Nbre de postes et jours d'animation MAEC</p> <p>% surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN</p> <p>T8 : pourcentage de forêts ou d'autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)</p> <p>T9 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)</p> <p>T12 : pourcentage de terres agricoles sous contrats de gestion soutenant améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>T13 : pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion soutenant améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau (mesure 10)</p> <p>Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention (enquête)</p>
2. Amélioration de la qualité de l'eau et de l'efficacité de sa gestion	4B	QE 9 et 11	I.09 : Système agricole à haute valeur naturelle I.10 : Extraction d'eau pour l'agriculture I.11 : Qualité de l'eau	<p>Nombre de projets collectifs – Nombre de réseaux collectifs d'eau créés/soutenus (sauf POC)</p> <p>Nombre de réserves de substitution et/ou de réalimentation créées/agrandies (sauf POC)</p> <p>Cohérence entre grilles de sélection et projets sélectionnés dans le cadre du TO 4.3.1 (reformulation : quelle méthode de collecte ?)</p> <p>T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)</p> <p>T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion soutenant améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)</p> <p>T14: pourcentage de terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)</p>
Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation				
Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques				
<i>Concernant les étapes 3 et 5, les éléments de réponses à cette QEC reprenant les éléments issus des réponses aux QEC n°8, 9, 10 et 11, nous renvoyons vers ces QEC pour ce qui concerne les méthodes</i>				

mobilisées et difficultés méthodologiques rencontrées.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

Critère n°1 - La biodiversité et les services écosystémiques ont été restaurés

a. Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)

Indicateurs additionnels : NATURA 2000

-Nombre de sites animés, nombre de postes et jour d'animation

-Nombre de contrats par types d'actions

La Région Limousin dénombre 34 sites Natura 2000 qui disposent tous d'un DOCOB approuvé, dont 2 seraient à réviser. La dynamique de révision des DOCOB reste à relancer dans un contexte de perte de confiance dans le dispositif.

34 sites sont animés soit 100% des sites disposant d'un DOCOB approuvé, mobilisant 24 animateurs. Le coût d'animation varie d'un site à l'autre en fonction des caractéristiques et des enjeux du site et de l'ancienneté de l'animation sur le site.

Depuis 2015, on estime le nombre de contrats à 41 au titre du PDR Limousin (24 et 17 en 2018 et 2019). Au regard de la programmation 2014/2020, très chaotique selon la DREAL, il est difficile d'en tirer des informations pertinentes sur des tendances. En effet, les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019**. Par ailleurs, sur le Limousin, aucun outil n'était disponible jusqu'en 2018 et aucun contrat Natura 2000 n'a été engagé sur les années précédentes. Notons que sur les 41 contrats limousins, les contrats forestiers sont les plus nombreux.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité

Les MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **35 669 ha soit 77% (45 807 ha) des surfaces sous contrat de gestion et 4,1% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (pour rappel : 871 800 ha - données 2010).

Elles **ciblent très largement les opérations d'évolution des systèmes polyculture-élevage d'herbivores « dominantes élevage » (14 455 soit 40,5%)) ainsi que les opérations de maintien de ces systèmes (14 288 soit 40%)**. Cela représente **4,9% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (28 743 ha/ 566 670 ha). Les 20% restants (6 927 ha) sont dominés par les **surfaces en herbe** (6 433 ha soit 18%) et complétés par les **zones humides** (494 ha, soit 1,4%).

Indicateur additionnel : Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué

Pour le PDR Limousin, **21 sites Natura 2000 ont bénéficié d'une MAEC dédiée en 2017** (26 en 2015 et 2016) dans le cadre de 32 PAEC dont **22 à enjeux biodiversité**, 10 à enjeux eau et 1 à enjeux mixtes. Cela représente donc **62% des 34 sites de la région**. Les sites Natura 2000 concernés en 2017 couvrent une surface de 143 471 ha (146 432 en 2015 et 2016) soit 76% des 105 040 ha des Superficie Natura 2000 du domaine terrestre limousin (source : INPN, calculs SIG à partir de la BD-CARTHAGE). Notons, afin d'en

relativiser l'impact surfacique que les MAEC ont bénéficié, sur cette période, environ 35 670 ha au total (Cf -indicateur précédent).

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

Concernant la protection de la biodiversité animale, le PDR Limousin prévoyait 2 MAEC "non zonées" à vocation génétique dont la MAEC Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API).

En 2015, les aides attribuées au titre de la MAEC API en Limousin ont permis d'obtenir l'engagement de **31 626 colonies (ruches) sur 5 ans pour un montant de 1 106 910€ en coût total dont 830 182,50€ de FEADER**. Pour référence, la région Limousin dénombrait 510 exploitations détenant au total près de 20 000 ruches (*source MSA 2014*) en production. Parmi elles, 46 possèdent entre 70 et 300 ruches et 14 plus de 300. En moyenne, les bénéficiaires possèdent 250 ruches. Ceci implique 1) qu'une part importante des petites exploitations apicoles ne sont pas éligibles à cette aide, 2) que le taux de couverture du potentiel est élevé en nombre de ruches, mais 3) assez faible en nombre de producteurs : 24% (123 bénéficiaires, *RGA 2010*).

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 154 ha au total** dont **22 265 ha en conversion** (14 155 ha à engager pour 5 ans et 8 110 ha à engager sur une durée réduite) et **18 889 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 31 543 ha étaient certifiés (25 980) ou en conversion (5 563), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 154% pour les surfaces à engager pour 5 ans et **+300% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (25 980), le rythme de conversion annuel (7 400 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +28% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 3 départements de l'ex-région Limousin présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +14% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018 (DRAAF).

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Avec **une note moyenne de 7,07 / 10** (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, les répondants évaluent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des continuités écologiques dans leur exploitation après la mobilisation d'aide(s) au titre du FEADER 2014-2020.

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de six différents types de pratiques favorables à l'environnement

- (1) Maintien/entretien/recréation des bosquets, haies bocagères, arbres isolés ou en alignement, talus enherbés...
- (2) Maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité (prairies, surfaces en herbe...)
- (3) Maintien/amélioration de la biodiversité génétique de l'exploitation (protection des races

animales et ressources végétales menacées, apiculture, diversification des assolements, choix de cultures favorables à la biodiversité...)

(4) Préservation des zones humides et des milieux aquatiques (mares, cours d'eau, zones inondables...)

(5) Ouverture et entretien des milieux en déprise (travaux mécaniques ou manuels, pâturage d'entretien...)

(6) Entretien ou mise en défens d'habitats à enjeu au sein des parcelles

Pour chaque pratique, le répondant devait indiquer s'il l'avait adoptée, maintenue ou amplifiée au sein de son exploitation, à la suite de l'obtention de l'aide FEADER. En cas d'adoption ou d'amplification de la pratique concernée, il devait noter l'intensité du changement de pratique de 2 Très modérée, 3 Modérée, 4 Élevée, 5 Très élevée.

A cet égard, l'ensemble des pratiques ont été impactées de manière proche (80%). Les mesures 2 (surfaces pastorales) et 3 (biodiversité génétique) présentent des niveaux d'amélioration importants (68%), en comparaison aux mesures 1 (bosquets, haies), 4 (zones humides), 5 (milieux en déprise) (60%) et à la mesure 6 (mise en défens) (50%).

Les niveaux de changements de pratiques sont assez proches quel que soit le type d'aide (MAB, CAB, MAEC).

En termes de durabilité, il est notable que les pratiques 1, 2 et 4 présentent une proportion élevée de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme (supérieur à 55%), en comparaison aux mesures 5 et 6 (30%), qui présentent également une forte proportion d'indécis (25% à 30%). La mesure 3 présente un taux de 44% des bénéficiaires en capacité de maintenir les changements à long terme, mais également une part importante qui ne se positionne pas (18%).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (35%) à déterminant (12%) pour 47%% des répondants. 33% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 78% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

b. Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages.

L'évaluation ex-post du PRDH 2007-2013 avait montré que les dispositifs ICHN et PHAE participent au maintien de l'occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe.

Au 11 novembre 2018, 36 531 opérations étaient engagées, pour 272 723 699 € et 222 102 131 € payés soit 69,2% d'engagement et 81,4% de paiement FEADER. Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **8 719 exploitations agricoles** soit **62% des exploitations limousines**. En termes de surface, cela représente **610 890 ha** soit **70% de la SAU régionale**. Le Limousin est particulièrement impacté par les zones menacées de déprise liée à des conditions d'exploitation difficiles : 99,8 % de la SAU limousine se situe en zones présentant des contraintes naturelles, dont 28,9 % en zone de montagne. 36% des exploitations (31% des surfaces) sont situées dans la Corrèze, 35% dans la Creuse (39%) et 29% dans la Haute-Vienne (31%).

Comme indiqué dans la partie de présentation méthodologique, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN. A noter que le PDR précise (indicateur de contexte) que 46,74% des surfaces herbagères régionales

bénéficient de l'ICHN (RAMO 2017 – p.97).

Critère n°2 - Amélioration de la qualité de l'eau et de l'efficacité de sa gestion

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau

Les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **5 942 ha soit 12,3% des surfaces sous contrat de gestion à enjeu eau** (48 216 ha) pour un montant total d'aides FEADER de 2 202 201 €. Celles-ci sont largement dominées par les zones humides (4 627 ha, soit 78%). Ces surfaces restent néanmoins très limitées à l'échelle de la SAU totale de la région limousine (0,07% de la SAU).

Enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 6,72 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de gestion des consommations d'eau et de limitation des pollutions de l'eau dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de trois différents types de pratiques favorables à l'environnement :

1. Diminution de l'utilisation d'intrants (engrais azotés, produits phytosanitaires)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux (effluents d'élevage)
3. Utilisation plus efficace et durable de la ressource en eau (développement de cultures légumineuses dans les systèmes irrigués, en substitution de cultures dont les besoins en eau sont plus importants...)

A cet égard, les trois pratiques sont impactées de manière similaire avec un niveau de maintien/d'adoption proche ou supérieur à 80%. En revanche, la pratique 1 (diminution des intrants) présente un taux d'amélioration très élevée de 46%, contre 32% et 19% pour les mesures 2 (diminution des flux azotés) et 3 (utilisation de la ressource en eau). Par ailleurs, 25% des bénéficiaires n'ont pas adopté la mesure 3 (contre 8% et 13% pour les mesures 1 et 2).

Les niveaux de changements de pratiques sont assez proches quel que soit le type d'aide (MAB, CAB, MAEC). En termes de durabilité, il est notable que les pratiques 1 et 2 présentent une proportion de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme supérieure à 55%. La mesure 3 est en retrait, avec 38% de bénéficiaires en capacité de maintenir les changements sur le long terme et 28% qui ne

se positionnent pas.

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (35%) à déterminant (12%) pour 47% des répondants. 33% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 78% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

La prédominance de la filière élevage en territoire Limousin et les enjeux climatiques (épisodes de sécheresse) nécessitent le soutien des exploitations d'élevage dans l'optimisation de la ressource eau. Le PDR Limousin a inscrit cet enjeu dans un objectif plus global d'accompagnement des exploitations d'élevage à la modernisation et développement de leur compétitivité. De fait, les TO de soutien à la modernisation des systèmes de production (0411 et 0432) peuvent avoir un effet indirect sur une meilleure optimisation et utilisation efficace de l'eau par les exploitations d'élevage. Les exploitants peuvent aussi favoriser leur changement de pratique sur le volet ressource eau via la contractualisation des MAEC – IRRIG. Cependant, cet engagement unitaire ne semble pas avoir été ouvert par le PDR Limousin, et il semble ainsi délicat à ce stade de la programmation d'être en capacité d'analyser des premières tendances des MAEC et MAEC sur l'utilisation efficace de l'eau.

Le TO 0432 n'ayant pas été à ce stade programmé et étant un TO impactant en matière d'irrigation, seule une analyse qualitative sur un échantillon d'opérations programmées au titre du TO 0411 a pu être menée. Cette analyse a été réalisée à partir de l'intitulé des opérations soutenues. Un critère de sélection est inscrit dans l'appel à projet PCAE « optimisation de la ressource en eau ». D'après notre première analyse qualitative, 14 projets à ce stade de la programmation prévoient la mise en place de système d'irrigation selon les caractéristiques suivantes :

- La majorité des projets concernent la production Bovin viande.
- Le montant total des investissements publics privés programmés est de plus de 1,2 millions d'euros
- Le montant d'aide FEADER programmé est de 517 667€

Les typologies d'investissement soutenus sont : système de récupération d'eau pluviale et pompe à eau pour abreuvement des animaux, acheminement eau d'un captage de parcelle, filtration d'eau avec pompe doseuse, forage, achat de matériel de pulvérisation

Afin de ne pas être contraint de répéter la liste d'indicateur (et mobiliser inutilement des caractères), nous avons intégré à ce tableau la colonne dédiée à l'identification des sources et données chiffrées (étape 4 dans la guidance)

7.a27) CEQ27-CO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC consistant à stimuler la compétitivité de l'agriculture?

7.a27.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Un des cinq objectifs de la PAC est formulé comme suit : *accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique et en assurant un emploi optimum des facteurs de production, notamment*

de la main-d'œuvre.

Au sein du PDR de la région Limousin, cet objectif de la PAC est pris en compte par la priorité P2 : amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts.

Cible prioritaire : dans le cadre de performance, la valeur cible est commune au DP 2A et DP 2B.

Définition ; *Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A) + exploitations avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)*

Cible 2023 : 2 387 exploitations agricoles

Valeur intermédiaire 2018 (en %) : 24,76%

Valeur absolue de la valeur intermédiaire : 591,02

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Le terme « agriculture » est pris dans son sens restrictif : le secteur forestier et les IAA sont considérés comme hors champ de la QE.

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la priorité 2 :

DP2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole

M01 - Transfert de connaissances et actions d'information

1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances

M04 - Investissements physiques

4.1.1 Plan de modernisation des élevages

4.1.3 Investissements dans les exploitations agricoles en CUMA

4.1.4 Instruments financiers de modernisation

4.1.5 Plan végétal environnement

4.3.2 Infrastructure irrigation

M16 – Coopération

16.1.1 Aide au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI et à la réalisation de leurs projets pilotes

DP6A - faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

Sous mesure 7.4 Aide aux investissements dans la mise en place, l'amélioration ou le développement des services de base au niveau local pour la population rurale, y compris les activités culturelles et récréatives, et des infrastructures qui y sont liées.

7.4.1 Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Comme expliqué plus avant, les DP 3A et 4A contribuent aussi de façon secondaire à l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles.

Pour le Limousin, le périmètre pour la réponse à la QE 27 recouvre au minimum les mesures fléchées sur le DP 2A soit 4 mesures et 8 types d'opération **pour un total dans la maquette 47,55 M€ soit 7,8% du sous-total opérationnel (hors AT)** de la maquette du FEADER en région Limousin.

Certaines mesures des DP 3A et 4A mériteraient d'être incluses dans ce périmètre, même si le cadre méthodologique réalisé pour les 3 PDR de la Nouvelle Aquitaine ne le prévoit pas.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de résultat, indicateurs additionnels)	
1. Le revenu des entreprises agricoles a augmenté	2A	QE 4	I.01 : revenu d'entreprise agricole I.02 : revenu des facteurs agricoles	Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)	
2. Des compléments de revenus ont été générés par les exploitants	2A/6A	QE 4 / QE 16		Typologie d'investissements réalisés (OTEX/filières, des investissements) (4.1; 4.2; 4.3; 4.4; 8.6) Nombre de bénéficiaires d'un soutien à l'investissement (pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles) TO 4.2.2 Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises/un soutien à l'investissement des activités non agricoles dans des zones rurales (6.2)	

3. La productivité agricole a augmenté	2A	QE 4	I.03 : Productivité totale des facteurs agricoles	Changement du poids des charges d'exploitations / C (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, d'intrants) (M4)	
				Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires	
				Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiaires d'un soutien (M4)	
				R2: changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiaires d'un soutien/UTA	

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Compréhension de la question évaluative

L'objectif de « *stimuler la compétitivité de l'agriculture* » recouvre deux sous-objectifs :

- Stimuler la compétitivité « prix ». Elle peut se mesurer par les soldes intermédiaires de gestion : marge brute, valeur ajoutée et excédent brut d'exploitation exprimés en € par UTA.
- Stimuler la compétitivité hors « prix » ou « structurelle » : elle consiste pour l'exploitation à choisir une stratégie de différenciation. Les deux principales sont soit la segmentation par la qualité (via les SIQO essentiellement) soit la transformation à la ferme et/ou la commercialisation en circuits courts.
 - Dans le premier cas le prix est a priori supérieur et moins volatil et la concurrence moins forte ;
 - Dans le second cas, la marge brute et la valeur ajoutée attendues sont a priori plus élevées. Par contre le niveau de l'EBE est très dépendant de la productivité du travail et notamment de celle des deux nouvelles fonctions introduites dans l'exploitation (transformation et commercialisation).

Si les 3 critères de jugement proposés par le cadre méthodologique national sont pertinents, **il semble manquer un critère de jugement sur la compétitivité structurelle portée par une stratégie de différenciation**. Plusieurs types d'opérations du PDR Limousin soutiennent cette stratégie mais dans des domaines prioritaires différents du DP 2A :

- 3.1.1 Système de qualité (agriculture biologique) DP 3A
- 4.2.2 Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles DP 2A
- 11.1.1 Conversion à l'agriculture biologique DP 4A
- 11.1.2 Maintien de l'agriculture biologique DP 4A

Méthode quantitative

Les trois indicateurs d'impacts (revenu de l'exploitation agricole, revenu des facteurs agricoles et productivité totale des facteurs agricoles) nécessitent de disposer d'une analyse des résultats économiques d'un échantillon représentatif des bénéficiaires de l'univers des TO définis dans l'étape 1 et ce pour les années 2013 et 2017. Idéalement, pour que le jugement soit robuste, il faut conduire une analyse contrefactuelle avec un échantillon jumeau de non bénéficiaires.

Les travaux de l'ODR INRA permettent de renseigner certains indicateurs pour étayer le critère du jugement n°3 « *La productivité agricole a augmenté* ».

L'ODR fournit aussi, en se basant sur le RICA, l'évolution entre 2013 et 2017 de trois données économiques (CA, EBE et VA par UTA) pour les bénéficiaires du PDR, les non bénéficiaires et les bénéficiaires « jumeaux » c'est-à-dire les bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR.

L'ODR INRA a renseigné l'indicateur R2 « *changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien/UTA* » : le calcul de l'impact du PDR est basé sur l'indicateur « *assiette de cotisation brute par quantité de travail (UTA)* » exprimée en € qui présente une bonne corrélation avec le revenu. L'impact causal du PDR est la différence en 2017 entre les bénéficiaires et leurs jumeaux hypothétiques, c'est-à-dire ces mêmes bénéficiaires sans l'effet du PDR.

Méthode qualitative

Les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires d'au moins un des types d'opérations de la mesure M04, aborde au travers de plusieurs questions les thématiques clés en rapport avec les deux types de compétitivité (prix et hors prix) :

- La partie 2 du questionnaire portait sur la restructuration et la modernisation : augmentation du volume de production (impact sur le CA), amélioration de la qualité de la production, amélioration de la productivité du travail et donc effets sur les soldes intermédiaires de gestion calculés par UTA.
- La partie 3 du questionnaire est consacrée à l'évolution avant et après projet des indicateurs économiques clés (CA, VA, EBE) et précise le lien de causalité entre le projet aidé et ces évolutions déclarées.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Méthode quantitative

Face aux difficultés inhérentes et à la faisabilité sans doute assez faible d'une analyse contrefactuelle basée sur les données du RICA (2013 et 2017) concernant les résultats économiques des bénéficiaires des seuls TO contribuant au DP2A, l'Autorité de gestion a décidé de ne pas réaliser de travaux de ce type dans le cadre du RAMO 2019 et de s'appuyer exclusivement sur ceux de l'ODR INRA.

Les données fournies par l'ODR concernent tous les bénéficiaires du PDR, quel que soit le type d'opération réalisé. **On ne dispose donc pas d'une analyse spécifique à l'univers des bénéficiaires d'une part des mesures contribuant à l'améliorations de la compétitivité (voir la liste présentée en Etape 1) et d'autre part de la mesure M04.**

De ce fait, les indicateurs suivants ne sont pas disponibles :

- Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)

- Changement du poids des charges d'exploitations / CA (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, charge d'intrants) (M4)
- Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires(M4)
- Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)

Faute de mieux, la réponse à la question évaluative se basera néanmoins sur les données fournies par l'ODR INRA.

Méthode qualitative

L'enquête a été réalisée par courriel : en ce qui concerne les évolutions des données économiques avant et après la réalisation du projet aidé, il s'agit **du déclaratif des chefs des exploitations agricoles enquêtées**. Il n'y a pas eu de collecte et d'analyse des documents comptables de ces exploitations agricoles. Pour la région Limousin, seulement 33 réponses ont été obtenues, soit un échantillon très limité (La région compte 13 695 exploitations agricoles en 2013 selon Agreste).

Solutions aux problèmes identifiés

La priorité serait de réviser dans le document « *Grille de réponse aux questions évaluatives communes des PDR 2014-2020 Nouvelle Aquitaine* » l'approche de la QE n°27 : le mot de « compétitivité » présent dans la question **recouvre aussi la compétitivité « hors prix » ou « structurelle »**. Or, celle-ci n'est pas prise en compte dans l'approche proposée.

Il faut donc rajouter à minima un critère de jugement portant sur ce sujet :

CJ 4 – Les exploitations ont amélioré leur compétitivité en adoptant des stratégies de différenciation.

Domaines prioritaires : 2A, 3A et 4A

QE n°6 : *Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ?*

Indicateurs : R4/T6 « *pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts* »

De plus, compte tenu de la démarche adoptée pour traiter cette QE n°27, il semblerait logique que dans le cadre méthodologique présenté dans le tableau de la page précédente, les indicateurs qui sont, à ce stade, fléchés uniquement sur l'univers de la M04 prennent en compte l'ensemble de l'univers des TO identifiés lors de l'Etape 1 comme susceptibles de contribuer à « *stimuler la compétitivité* ».

Pour disposer des « autres indicateurs » de type comptable préconisés pour les critères de jugement n°1 et n°3, il conviendra de conduire une expertise lors de la préparation de l'évaluation ex-post 2023 sur la faisabilité et la pertinence de les renseigner pour les seuls bénéficiaires de la mesure M04 :

- Les données du RICA 2014-2020 seront-elles facilement disponibles et complètes (notamment sur le

nombre d'UTA au sein de l'exploitation agricole) ?

- Les échantillons d'exploitations agricoles présentes dans la base RICA aussi bien en 2014 qu'en 2020 sont-ils de taille suffisante ?
- Une fois réalisée l'identification des bénéficiaires d'au moins un des TO de la M04 sur la période 2014-2020 via les fichiers OSIRIS, l'appariement via le N°SIRET entre ce fichier et la base de données du RICA fournit-il un échantillon de taille suffisante pour les principales OTEX bénéficiaires des principaux TO ?
- Quelle méthodologie pour réaliser l'analyse contrefactuelle sans biais de sélection ? définition de l'échantillon des « non bénéficiaires » et de l'échantillon des bénéficiaires sans effet du PDR ?

En ce qui concerne le revenu, notion éminemment complexe à définir et à interpréter au sens comptable du terme, il convient de retenir la méthode de l'ODR INRA, à savoir que l'approche de l'évolution du revenu se fait via le « proxy » constitué par **l'évolution de l'assiette de cotisation brute par UTA** ; ce choix implique d'avoir accès aux données de la MSA et comme pour le RICA de pouvoir les apparier avec celles du fichier OSIRIS via le n° SIRET.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

CJ 1 - Le revenu des entreprises agricoles a augmenté.

Les conclusions des analyses de l'ODR INRA sont très mitigées en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaire (CA), de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et de la valeur ajoutée (VA) par UTA :

- Pour le CA, l'ODR INRA conclue que, entre 2013 et 2017, le changement de production par quantité de travail des exploitants bénéficiant d'un soutien du PDR n'est pas significativement différent des exploitations non bénéficiaires. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 se limite à +167,32 €;
- Il en est de même pour la VA : la différence de valeur de cet indicateur entre les 2 groupes d'exploitations agricoles n'est pas significativement différente entre 2013 et 2017. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est marginale (51,71 €) ;
- Enfin, pour l'EBE, l'ODR INRA conclut de façon identique aussi : la double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est aussi marginale (64,05 €).

Mais, selon l'ODR INRA, **pour isoler de façon robuste l'impact causal du PDR**, il faut se baser sur la différence en 2017 de l'assiette de cotisation entre les bénéficiaires et les bénéficiaires hypothétiques (échantillon jumeau) pour gommer tous biais de sélection.

Le calcul de l'indicateur R2 amène à des conclusions défavorables aux effets du PDR : les bénéficiaires des aides du PDR ont *un revenu par UTA* en 2017 inférieur de 6% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est négative (-628,49 €)

Ces données de l'ODR INRA témoignent que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR seraient inférieures à celles qui ne l'ont pas été. Mais ce résultat ne répond que partiellement au critère de jugement car il n'est pas spécifique à l'univers des types d'opérations présenté dans le § Etape 1.

CJ 2 - Des compléments de revenus ont été générés par les exploitants.

Au sein du PDR de la Région Limousin, la sous mesure 7.4.1 est ouverte avec 2,36 M€ de FEADER et un

fléchage sur le DP 6A. Mais sur la base de l'état d'avancement du programme, **aucun dossier n'a été engagé sur ce TO, qui donc n'a pu contribuer à générer des compléments de revenus.**

En ce qui concerne le TO 4.2.2 - *Soutien à l'investissement pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles*, le nombre de bénéficiaires se limite à 4 dans le bilan des réalisations à fin 2018.

Le PDR Limousin, à l'échelle de l'ensemble des exploitations agricoles éligibles aux actions du programme, n'a pas contribué à générer des compléments de revenus.

CJ3 - La productivité agricole a augmenté.

L'enquête auprès des bénéficiaires (33 réponses) témoigne des effets positifs de la réalisation des projets aidés par le PDR A noter, qu'au sein de cet échantillon limité, 85% des projets des exploitations ayant répondu relèvent du seul TO 4.1.1 *Investissements pour la modernisation et la diversification des élevages*.

Effets du projet aidé sur la restructuration et la modernisation de l'exploitation agricole.

Trois effets en lien avec les deux types de compétitivité (« prix » et « hors prix ») ressortent clairement des réponses:

- Amélioration des conditions de travail: pratiquement tous les projets aidés concourent à cet effet (97% des réponses positives) ;
- Amélioration de la productivité / efficacité du travail : impact sur la compétitivité par UTA et sur le temps de travail par unité produite permise par les nouveaux bâtiments ou leur aménagement, notamment distribution de l'alimentation, paillage, gestion des effluents (77% de réponses positives) ;
- Amélioration de la qualité de production (compétitivité « hors prix »). 73% de réponses positives.

Effets du projet aidé sur les performances économiques

L'approche dans le questionnaire se limitait à trois indicateurs clés (CA, VA et EBE) sans approfondir jusqu'au résultat d'exploitation ou au revenu, données perçues par les agriculteurs comme relativement confidentielles et pour lesquelles on sait que le taux de réponse aurait été très faible.

Les résultats de l'enquête sont contradictoires avec le diagnostic réalisé par l'ODR INRA mais la faiblesse de l'échantillon (33 réponses) rend fragile les constats présentés ci-après.

Les effets en termes économiques sont positifs : plus de 50% des exploitations agricoles enquêtées bénéficient d'une progression de leur chiffre d'affaires (CA), de la valeur ajoutée (VA) et de l'excédent brut d'exploitation. Compte tenu du profil des exploitations enquêtées et de la typologie des projets aidés, les évolutions déclarées des indicateurs de la performance économique et le projet aidé sont fortement à très fortement liées dans près des deux tiers des cas.

Le projet aidé a eu un effet positif sur l'augmentation du volume et de la qualité de la production et la diminution des dépenses en intrants : moins de gaspillage alimentaire, meilleure productivité du cheptel dans de nouveaux bâtiments, amélioration de la productivité du travail.

In fine, l'ensemble des indicateurs rassemblés témoigne que le PDR en région Limousin n'aurait pas eu d'effets significatifs sur l'amélioration de la compétitivité de la production agricole.

Le référentiel d'évaluation et le cadre méthodologique proposée pour cette question QE n°27 sont

incomplets et mériteraient d'être enrichis d'un critère de jugement CJ 4 portant sur la compétitivité « hors prix ». Cette démarche permettrait peut-être d'identifier des effets positifs chez les bénéficiaires des TO sélectionnés dans l'étape 1.

Enfin, le calcul des indicateurs propres à cette question nécessite de réaliser un travail complexe de collecte et d'analyse de données (RICA et MSA) qui ne pourra sans doute se faire sans l'assistance d'une expertise extérieure.

7.a28) CEQ28-SU - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui consiste à assurer une gestion durable des ressources naturelles et l'action pour le climat?

7.a28.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Priorité PAC: assurer une gestion durable des ressources naturelles et actions pour le climat

Priorités pour le développement rural 2014-2020 :

- Priorité de l'Union 4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie ;
- Priorité de l'Union 5 : promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : DP4A, 4B, 4C, 5A, 5B, 5C, 5D, 5E

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la Priorité 4 :

DP 4A - Restaurer et préserver la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000 et les zones agricoles à haute valeur naturelle, et les paysages européens

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

7.1.1 DOCOB NATURA 2000 (0,2 M€)

7.6.1 Investissements Natura 2000 (2 M€)

7.6.3 Animation des MAEC (0,76 M€)

7.6.4 Sensibilisation à la protection de l'environnement (1 M€)

7.6.5 Animation NATURA 2000 (1,86 M€)

M10 Agroenvironnement-Climat (26,3 M€ fléchés sur le DP 4A)

M12 Paiements au titre de Natura 2000

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (393,8 M€)

DP4B - Améliorer la gestion de l'eau, y c. la gestion des engrais et des pesticides ;

M11 Agriculture Biologique (19,8 M€)

11.1 Conversion à l'agriculture biologique

11.2 Maintien de l'agriculture biologique

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

7.6.2 Investissements milieux humides et remarquables (2,05 M€)

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations

1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances (0,92 M€)

M04 Investissements physiques

4.4.1 Investissements agri environnementaux (0,60 M€)

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la Priorité 5 :

DP 5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires

M04 Investissements physiques

4.4.1 Maîtrise de l'énergie – PPE (0,33 M€)

DP 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ;

M10 Agroenvironnement-Climat (15,4 M€ fléchés sur le DP 5E)

M08 Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts (3,25 M€)

8.3.1 Prévention des catastrophes

8.4.1 Réparation des dommages causés aux forêts

8.5.1 Amélioration environnementale de peuplements dégradés

8.6.1 Equipements d'exploitations forestières

M04 Investissements physiques

4.3.1 Dessertes forestières (3,03 M€)

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations

1.2.1 Démonstration et diffusion des connaissances (0,10 M€)

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative à la transition des modes de production agricoles, alimentaires et forestiers vers une double performance économique et environnementale méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment, par ordre d'importance décroissant :

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (41 M€ dont 4.1.5 Plan végétal environnement)

4.2 Investissements pour l'irrigation agricole (1M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 28 recouvre 8 mesures **pour un total de 513,4 M€ soit 83,7% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de	DP	QEC	Indicateur	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de rés
------------	----	-----	------------	--

Jugement	pouvant être associé(s)	pouvant être associées	commun d'Impact	indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	4A / 4B/ 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15		<ul style="list-style-type: none"> • I.08 : Indice des oiseaux en milieu agricole <ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'hectares (et % ?) bénéficiant de MAE pertinentes pour préservation de la biodiversité et/ou la préservation des paysages - Surfaces converties et maintenue en AB (M11) - Changement des pratiques des bénéficiaires imputables à l'intervention (M10 ; M11) - Amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations agricoles (M10 ; M11) - Caractérisation des effets de l'AB (sur la biodiversité, l'eau, les sols, l'action climatique) • I.09 : Système agricole à haute valeur naturelle <ul style="list-style-type: none"> - % Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé (M10) - % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN - Changement des pratiques favorables à la gestion de l'eau imputables à l'intervention (M10 ; M11) - Evolution de la qualité de l'eau (Nitrates...) dans les zones à forte pression agricole • I.10 : Extraction d'eau pour l'agriculture <ul style="list-style-type: none"> - Surfaces irriguées - Nombre de réseaux collectifs d'irrigation créés/ soutenus - Nombre de réserves de substitution et/ou de réalimentation créées/ agrandies - Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion durable de l'eau • I.11 : Qualité de l'eau <ul style="list-style-type: none"> - Typologie des équipements soutenus M8 - Constats d'économies d'énergie par les bénéficiaires (M4) - Conversion des surfaces en tonnage de carbone (M10) • I.12 : Matière organique du sol dans les terres arables <ul style="list-style-type: none"> - Surface totale à protéger (ha) (8.3.A) - Surface de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des risques d'érosion (8.3.A) - Nombre d'opérations d'action et d'information soutenues en faveur de la thématique sur une gestion durable de la forêt (0121) et changements de pratiques R7 : % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et / ou la préservation des paysages R8 : % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau • I.13 : gestion de l'eau

érosion des sols	T12 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols R12 : % des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace R13 : Développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture les projets soutenus par le PDR R20 : % des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion qui contribuent à la séquestration ou à la conservation du carbone
---------------------	--

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif « gestion durable des ressources et actions climatiques » présentent des types de contributions très différentes :

- les **mesures en faveur de la qualité et de la résilience des écosystèmes naturels, agricoles et forestiers** contribuent à une gestion durable des ressources ainsi qu'à un potentiel d'adaptation plus fort des écosystèmes aux effets du changement climatique, (augmentation des températures moyennes, des épisodes de sécheresse, des phénomènes climatiques extrêmes, risques parasitaires renforcés, feux de forêts, etc.) à travers :
 - l'**adoption de pratiques favorables à l'environnement** (réduction des pollutions, maintien de systèmes de production extensifs...) : conversion et maintien de l'agriculture biologique et de pratiques agroenvironnementales
 - la **réduction des prélèvements** de l'agriculture et des IAA sur les ressources ; investissements relevant du plan végétal environnement, investissements de modernisation, investissements en matière d'irrigation agricole...
 - une **meilleure gestion des risques portant sur les écosystèmes**, en particulier dans le contexte de risques aggravés par les changements climatiques
- les **mesures liées à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre par l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter l'efficacité énergétique et la réduction des consommations d'énergie fossile... et in fine, de **réduire les émissions de gaz à effet de serre par les secteurs agricoles et les IAA** ;
 - la création et la reconstitution de surfaces boisées, ainsi que le maintien et l'entretien de prairies et systèmes herbagers favorables à la **conservation du carbone par les écosystèmes**,
- De manière transversale, les **mesures liées à la sensibilisation des acteurs agricoles, alimentaires, forestiers et du grand public en faveur du changement climatique et de la préservation des ressources** naturelles contribuent également à ces objectifs.

La question évaluative n°28 a été élaborée sous la forme d'une méta-évaluation, reprenant pour l'essentiel les méthodologies et résultats évaluatifs mobilisés ou obtenus au titre des questions évaluatives 8 à 15 d'une part, et des questions évaluatives 24 et 26 d'autre part. Une triangulation des résultats est proposée à la lumière d'indicateurs de contexte/impact communs ou proxy. **Au regard des types d'impacts évalués, les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en**

termes de contribution à la préservation des ressources et à la lutte contre le changement climatique. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « avancées » de type contrefactuelles et/ou économétriques.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la résilience des systèmes agricoles et forestiers, et des écosystèmes naturels, et de leur « adaptation » aux changements climatiques

Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'Agriculture Biologique et les MAEC sur la prise en compte de la biodiversité, de la ressource en eau et de la gestion des sols

En 2017, le **soutien à l'agriculture biologique** couvre, en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 154 ha** au total (dont 22 265 ha en conversion et 18 889 ha en maintien), **soit 4,7% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (871 800 ha - 2010).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les **MAEC** représentent, en Limousin, sur la période 2015-2017, **41 611 ha** soit **4,8% de la SAU régionale**.

Une enquête en ligne, conduite auprès d'un échantillon de bénéficiaires de ces deux dispositifs AB et MAEC, a permis de démontrer le rôle incitatif des aides sur la prise en compte d'un certain nombre d'enjeux associés à la préservation et la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes (biodiversité, eau, sols).

Plus de la moitié des répondants indiquent avoir maintenu ou adopté les pratiques suivantes :

- Pratiques favorables au **renforcement de la biodiversité**

1. Maintien / entretien de bosquets, haies bocagères, arbres isolés ou en alignement, talus enherbés (taux de maintien/adoption : 61% des répondants)
2. Maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité (maintien/adoption : 68%)
3. Maintien/hausse de la biodiversité génétique de l'exploitation (maintien/adoption : 68%)
4. Préservation des zones humides et des milieux aquatiques (maintien/adoption : 63%)
5. Ouverture et entretien des milieux en déprise (maintien/adoption : 58%)
6. Entretien/ mise en défens d'habitats à enjeu au sein des parcelles (maintien/adoption : 51%)

- Pratiques favorables à une **gestion qualitative et quantitative efficace de l'eau**

1. Diminution de l'utilisation d'intrants : engrais, phytosanitaires (maintien/ adoption 76%)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux : effluents (maintien/adoption : 65%)
3. Utilisation plus efficace et durable de la ressource en eau (maintien/ adoption : 56%)

- Pratiques favorables à la **qualité des sols et la lutte contre l'érosion**

1. Mise en place d'un couvert végétal des sols (maintien/ adoption : 61%)
2. Développement de pratiques agricoles sans labour (maintien/adoption : 50%)

3. Rotation culturale et maintien des jachères (maintien/ adoption : 51%)

Dans les cas (1), (2), (3), (4), (7), (8), (9) et (10), au moins 30% des répondants estiment avoir amplifié ces pratiques grâce à l'aide accordée (i.e. les répondants jugent l'intensité du changement de pratique, élevée ou très élevée). Ces éléments et enseignements sont valorisés au titre de la QEC n° 26.

Impacts des soutiens à l'investissement en faveur des exploitations agricoles et des industries agroalimentaires en faveur de la réduction des pollutions et des prélèvements exercés sur les ressources naturelles et les écosystèmes

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les effets environnementaux des aides à l'investissement associées aux T.O. 4.1 (dont 4.1.7. Plan végétal environnement), 4.2 et 4.3.A.

Une enquête a notamment été menée auprès de bénéficiaires des différents **dispositifs adossés à la mesure 4.1**. Les résultats de ces investigations qualitatives montrent en effet que les interventions du programme se sont accompagnées d'une relative amélioration des pratiques environnementales. En termes de taux de pénétration, ces effets positifs se limitent cependant aux répondants de l'enquête (36% des exploitations agricoles).

L'amélioration de la performance environnementale de l'exploitation est un des effets soulignés par les 33 répondants ayant apporté une réponse à cette question, mais il est significativement plus modéré que les impacts en termes d'amélioration des conditions de travail, des conditions sanitaires et de contrôle, que les effets en termes de bien-être animal, ou de productivité. 51,5% des exploitants interrogés estiment que l'impact du projet aidé sur leur performance environnementale a été élevé (33,3%) ou très élevé (18,2%).

Parmi les types d'effets environnementaux soulignés par ces bénéficiaires, on retrouve en particulier des **effets positifs en termes de réduction de la consommation d'énergie, de matières premières et de produits phytosanitaires par unité produite et des nuisances de l'exploitation en général**.

La mise aux normes environnementales de l'exploitation concerne près d'une exploitation sur deux. La certification concerne 30% des exploitations agricoles enquêtées.

Impacts des mesures de planification, animation et contrats Natura 2000 sur la préservation d'espaces naturels à haute valeur environnementale

Ce critère d'analyse renvoie à la question évaluative commune n° 26, qui détaille de nombreux résultats et impacts relatifs aux mesures de planification, animation et contrats Natura 2000.

Au regard des contrats Natura 2000 (travaux et entretien des milieux naturels), on notera toutefois que les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019**. Ainsi, sur le Limousin, aucun outil n'était disponible jusqu'en 2018 et aucun contrat Natura 2000 n'a été engagé sur les années précédentes. Notons que sur les 41 contrats limousins, les contrats forestiers sont les plus nombreux.

Impacts des mesures forestières et actions d'information et démonstration en faveur d'une gestion durable de la ressource forestière

On notera ici que les dispositifs de prévention des dommages causés aux forêts par des incendies ou catastrophes naturelles (8.3.1) et d'amélioration de la résilience des peuplements forestiers (8.5.1) n'ont pas été activés en Limousin.

Le T.O. 4.3.1 en soutenant le développement des dessertes forestières conforte (au-delà d'un accès renforcé à la ressource) le dispositif régional de lutte contre les feux de forêts et participent plus globalement d'une gestion plus durable des forêts[mv1] .

On soulignera par ailleurs le rôle des actions d'information et projets de démonstration dans la diffusion de connaissances et de bonnes pratiques concernant la gestion durable des forêts. Une enquête auprès des structures bénéficiaires de la mesure 1.2.1 a été menée à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine. Si les résultats de cette enquête (taille de l'échantillon, nombre de retours limité) ne permettent pas de dégager des constats étayés et quantitatifs concernant les effets de ces actions, ils illustrent malgré tout des tendances. A titre d'illustration, un programme de formation/ information, à destination de propriétaires forestiers, élus ou agents de communes forestières, a ainsi pu être redéployé en Limousin avec l'aide du FEADER. Cette action étant mise en œuvre par une structure bénéficiaire d'envergure et de rayonnement régional, ce programme de formation/ information a permis la diffusion de bonnes pratiques et de connaissances autour d'une gestion durable des forêts, auprès de plus de 490 participants.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de l'atténuation des effets du changement climatique (mitigation)

Impacts du dispositif Plan de Performance Energétique sur les consommations d'énergies du secteur agricole et les émissions de GES associés

Une analyse des opérations soldées ou réalisées (entièrement ou partiellement) au titre du T.O. 4.1.2 Maîtrise de l'énergie (PPE), présentée au titre de la question évaluative commune n° 24 montre une contribution du programme à l'objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique des opérateurs agricoles.

Toutefois, la contribution des interventions du programme à l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires est limitée à un nombre restreint de bénéficiaires et d'investissements, et à un budget FEADER équivalent à 0,05% de la maquette totale du PDR.

Impacts des mesures agroenvironnementales et des paiements compensatoires de handicap (ICHN) sur le maintien de surfaces herbagères et la conservation du carbone

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage de carbone en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits nets de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone des surfaces en herbe se situent, en moyenne, autour de de 1000 kgC/ha/an (bien que variable selon les modalités de gestion, de 500 et 1200 kgC/ha/an).

A l'échelle régionale, les MAEC contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (7 374 ha soit 17,7%). Cela représente **1,3% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (7 374ha/ 566 670 ha).

Comme développé dans le cadre de la QEC n°8, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales qui sont bénéficiaires de l'ICHN (M13). le PDR précise (indicateur de contexte) que 46,74% des surfaces herbagères régionales bénéficient de l'ICHN (RAMO 2017 – p.97). Les surfaces en prairies permanentes et pâturages représentent 65% de la SAU régionale en 2010. En appliquant ce même ratio de référence, on obtient une surface herbagère couverte par des paiements compensatoires de handicap de **264 860 ha**.

In fine, à l'échelle de ces **deux dispositifs principaux** (MAEC/ICHN), les interventions du PDR ont contribué à maintenir/entretenir 326 125 ha de surfaces herbagères, pour un **potentiel de séquestration de carbone de l'ordre de 272 236 tC/an**.

Impacts des dispositifs de création et reconstitution de surfaces boisées sur le potentiel de séquestration du carbone

En Limousin, le puits de carbone forestier permet de compenser environ 42% des émissions de GES du territoire, une proportion plus élevée que la moyenne nationale de 25%. Toutefois, le PDR ne soutient plus la création de surfaces forestières en tant que telle. Le dispositif de reconstitution du potentiel forestier endommagé n'a, de plus, pas eu à être activé en Limousin. Dès lors, le PDR ne contribue pas directement à l'augmentation ou au maintien des surfaces forestières et du puits de carbone associé à ces surfaces, sauf de manière indirecte en soutenant les acteurs de la filière bois et donc, par extension, le développement de la production de bois d'œuvre en région.

En conclusion, le PDR Limousin aura contribué, à fin 2018, pour l'essentiel :

- A l'atténuation des effets du changement climatique par une **meilleure séquestration des gaz à effet de serre, en particulier du carbone, par les sols**

Les émissions de gaz à effet de serre émises en 2010 en Limousin, représentait en 2008, 7,6 millions de teq/an. Les dispositifs MAEC et ICHN ont quant à eux permis de maintenir ou renforcer un potentiel de séquestration de 999 125 teq, soit un impact (estimation basse) de compensation des émissions à hauteur de **13% du total des émissions de CO2 régionales** pour l'année de référence, et 2,5 l'équivalent des volumes de CO2 émis par l'agriculture en région.

- A la **réduction du risque d'érosion hydrique**, quoique ce risque soit modéré en Limousin.

Les données Eurostat montrent que des tendances de prévention de l'érosion sont observées avant même le déploiement du PDR 2014-2020, avec un niveau d'érosion annuel qui passe de 1,32 à 1,10 tonnes érodées par hectare entre 2000 et 2012. Elles devraient a fortiori être renforcées positivement par l'adoption de pratiques favorables à la gestion des sols (couvert végétal, alternatives au labour, rotation culturale et jachères...) et le maintien de pratiques extensives et/ou surfaces en herbe sur le territoire.

- Une appréciation des impacts des interventions du programme sur la **biodiversité et la qualité de l'eau** est proposée au titre de la QEC 24

7.a29) CEQ29-DE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui vise à réaliser un développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, y compris la création et le maintien de l'emploi?

7.a29.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

DP6A - faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

6.4 Aides à l'investissement dans la création et le développement d'activités non agricoles

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

DP6B – Promouvoir le développement local dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

M19 Soutien au développement local Leader

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative au maintien de l'emploi agricole doivent être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment, par ordre d'importance décroissant :

M04 - Investissements physiques

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 19,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (393,8 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 22 recouvre 8 mesures et 12 sous-mesures **pour un total de 547,8 M€ soit 87,6% de la maquette du PDR.**

Dans la mesure où les logiques d'incidences en matière de développement rural et de maintien / création d'emplois sont fortement corrélées, les analyses présentées dans les pages suivantes,

reprennent, pour partie, les analyses présentées pour la réponse à la QEC n°22.

Étape 2 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Concernant **l'amélioration de l'offre de services et l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes, la méthode vise, à ce stade, à valoriser les investissements consentis et résultats des projets soutenus par le PDR sur des thématiques potentiellement bénéfiques pour le développement territorial et / ou génératrices de dynamisme économique et, ce faisant, d'emplois.

En matière d'impacts directs sur la **création et le maintien de l'emploi**, deux types de mesures coexistent :

1. les **mesures « défensives »** contribuent au maintien voire, dans certains cas, à la sauvegarde des activités et donc des emplois afférents à travers :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), **contribuant ainsi au « renouvellement » des emplois des agriculteurs en cessation d'activité**
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN), **contribuant ainsi au maintien de la viabilité économiques de ces activités et emplois associés qui, sans ces aides, seraient menacées.**

Concernant la **DJA**, la méthode vise à **isoler les impacts du PDR sur la dynamique de reprise d'activités agricoles**. Ces impacts se mesurent principalement à partir de trois indicateurs pertinents, déjà mobilisés pour la réponse à la QEC n°5 :

1. Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant de la DJA ;
2. Taux de renouvellement des installations ;
3. Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018.

Au-delà de ces trois indicateurs clé, d'autres indicateurs, apportent une information plus qualitative sur ces impacts : 1) Nombre d'installés DJA de moins de 40 ans, 2) -Nombre d'installations Hors Cadre Familial, 3) Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans et 4) Moyenne d'âge des bénéficiaires de la DJA.

Concernant **l'ICHN**, la méthode recommandée vise à **isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par l'activité**. C'est une méthode quantitative, estimative, simple à appliquer et permettant de donner à voir globalement l'importance économique de l'aide. Cela n'a pu être réalisé, dans le cadre de la présente évaluation, que de manière illustrative et nécessiterait une étude plus approfondie de ces impacts économiques.

1. les **mesures « offensives »** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique de l'activité** ;

- la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires** et / ou **augmenter les revenus générés par l'activité**,

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur **deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes**, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement. Une partie des deux questionnaires concernés était dédiée au recueil d'informations sur les impacts économiques de ces aides notamment en matière de maintien et / ou de création d'emplois. Ce sont les résultats de ces enquêtes qui sont valorisés ici.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Il doit être noté, compte-tenu de l'absence d'anticipation et de préparation de l'évaluation des incidences du PDR sur l'emploi, que les méthodes « complexes » type contrefactuelles et / ou économétriques n'ont pu être mobilisées.

Néanmoins, comme nous le démontrons par la suite, il est notable, au regard des types d'impacts évalués, que les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution au maintien du taux d'emploi. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « complexes ».

Étape 3 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Les éléments de réponses à cette QEC reprenant les éléments pour lesquels les difficultés méthodologiques ont déjà été exposées, nous renvoyons vers QEC 22 et 25. Pour la présentation des méthodologies employées pour le développement rural (partie 61), nous renvoyons vers la QEC n°17.

Étape 4 - Réponse à la Question Evaluative Commune

61 - Contribution du PDR à l'amélioration de l'offre de services et l'attractivité des territoires ruraux

Indicateur additionnel : Nombre de projets soutenus par typologie (Maisons de santé, maison de services publics, petite enfance, jeunesse) et population concernée par le service déployé

Au 30/03/2019, **8 dossiers ont été programmés** au titre du TO 742 et **6 dossiers ont été programmés** au titre du TO 743(6 Maisons de santé, 5 projets Enfance Jeunesse et 3 projets culturels) **dont 5 ont bénéficié d'au moins 1 paiement**. Il s'agit de 3 maisons de santé (Tulles, Corrèze, Bellac), de l'agrandissement de l'ALSH de Darnets et de la construction du Pôle Ado à Magnac-Bourg. **97 300 habitants ont bénéficié de ces nouveaux services.**

Afin de relativiser la portée de cet impact, à noter que cela représente **13% de la population régionale** (746 230 habitants environ). En extrapolant ce résultat sur l'ensemble des projets programmés (nous

considérons une moyenne de 10000 habitants par projet dans la mesure où les projets réalisés concernent certaines des zones les plus densément peuplées), il peut être considéré qu'environ 90 000 habitants supplémentaires bénéficieront de nouveaux services, soit **190 000 habitants au total (25%)**. **Au regard des montants restants à engager (90% pour le 742 et 73% pour le 743), l'impact de cette mesure pourrait in fine être significatif à l'échelle régionale.**

Indicateur additionnel : Typologie d'investissements prévus.

Les données recueillies auprès des GAL permettent de donner à voir les thèmes d'intervention des projets aidés au titre du dispositif M19 et donc de contribuer à répondre au critère de jugement.

10 GAL sur 11 (pas de réponse du GAL AURENCE OCCITANE) ont renseigné le cadre de valorisation des typologies d'investissements consentis dans le cadre de leurs programmes Leader.

Sur les 14 thématiques, 8 ont été mobilisées :

- le thème le plus investi est, de loin, le thème Culture/patrimoine avec 1M€ (dont 69 k€ payés) et 74 projets programmés.
- Viennent ensuite 2 thèmes situés entre 840 et 900 K€ programmés : Accueil/services à la population (895 k€ - dont 39 payés, 38 projets) et Tourisme (840 k€- dont 120 payés, 40 projets)
- Le thème Sports/loisirs mobilise 690 K€ programmés (dont 19 payés) pour 38 projets,
- Le thème Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire mobilise 490 K€ programmés (dont 0 payés) pour 37 projets,
- Les thèmes Numérique/TIC (265 / 0 / 15) et Agriculture/circuit court alimentaire (284 / 23 / 7) viennent ensuite,
- Enfin, le thème Environnement/climat/transition énergétique mobilise 115 K€ programmés (dont 0 payés) pour 10 projets,

Les thèmes Santé, Enfance/jeunesse, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Logement/habitat/urbanisme rural n'ont pas été investis par les GAL du Limousin.

A ce stade de la programmation (2,5 M€ au titre du suivi de l'AG, 4,5 M€ selon les GAL) moins de 20% de la maquette prévue a été mobilisé. 259 projets ont été engagés par les 10 GAL répondants.

Globalement, il peut être considéré que l'ensemble des projets concourent à l'amélioration de l'attractivité des territoires bénéficiaires. S'il n'est pas directement porteur de plus-value en termes de services à la population, le thème « développement économique » **contribue néanmoins largement à l'attractivité du territoire à travers la création d'emplois et la dynamisation du tissu économique**. Pour les autres thèmes, **la contribution est directe, tant en matière d'offre de services que d'attractivité**.

Quelques ratios peuvent permettre de relativiser, à ce stade, l'impact Leader :

- la programmation représente un projet pour 3 communes couvertes (709 communes au total) et 2000 habitants **ce qui apparaît très significatif** ;
- néanmoins, les **montants mobilisés restent faibles** (entre 2,5 M€ et 4,5 M€ à l'échelle de l'ensemble des GAL) alors que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 millions d'€ par GAL le seuil minimum pour avoir un véritable impact et permettre une compensation du coût de mise œuvre / gestion (masse critique).

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats de l'évaluation des GALs.

Sur les 11 GAL du Limousin, 5 ont répondu. Les GAL n'ont pas identifié de résultats pour les thèmes Enfance/jeunesse, Lien ville-campagne, Bois/forêt et Logement/habitat/urbanisme rural.

Au regard de l'indice de synthèse, les deux premiers thèmes, présentant des indices situés entre 8 et 10 sont liés au **développement de l'attractivité des territoires ruraux**. Il s'agit du tourisme, et du thème culture/patrimoines.

Sur ces deux thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est situé entre 2,6 et 3, soit une intensité élevée à très élevée. En moyenne, 3 à 4 des 5 GAL répondants sont concernés par les types de résultats proposés sur ces thèmes.

En matière de culture et de patrimoine, 4 GAL considèrent fortement contribuer à l'amélioration de la valorisation des patrimoines historique et culturels de leur territoire.

Les 3 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 5,5 et 6,5 : il s'agit des thèmes Sports/loisirs (intensité 2,3), Santé (intensité 3) et Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire (intensité 2,1). Sur ces trois thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est assez hétérogène de peu élevé à élevé. 2 à 3 des 5 GAL répondants sont concernés par ces résultats. Les GAL identifient notamment des résultats en termes de maintien, renforcement de l'offre médicale et paramédicale (intensité 3), Renforcement de l'offre de sports et de loisirs du territoire (intensité 3) et Développement de nouveaux services répondants à des besoins non couverts (intensité 2,8)

Pour les 5 derniers thèmes, seuls 1 à 2 GAL ont identifié des résultats, avec des niveaux d'intensité très hétérogènes (de 2,7 pour les services à la population à 1,3 pour le numérique).

- Accueil/services à la population (intensité 2,67)
- Environnement/climat/transition énergétique (intensité 2,5)
- Agriculture/circuit court alimentaire (intensité 2,00)
- Mobilité (intensité 1,67)
- Numérique/TIC (intensité 1,33)

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

En matière de tourisme, l'analyse des résultats présentés ci-avant positionne le tourisme comme le 2^{ème} domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (8,67) avec 4 GAL sur 5 répondants

y ayant contribué.

En matière de tourisme, le renforcement de l'offre (2,8) et de la capacité d'accueil touristique du territoire (3) présentent des intensités élevées, avec certains GAL très investis. Pour exemple, le GAL Ouest Corrèzien a lancé une étude de la mise en place d'un schéma directeur des chemins de randonnée.

840 000 € ont été programmés par les GAL en faveur du développement touristique (120000€ payés).

A noter néanmoins que 0€ ont été programmés en faveur de l'amélioration de l'offre touristique au titre de la partie « tourisme » de la mesure 7.4.2 Accroître l'offre de services.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Si aucun paiement n'a été enregistré à cette date au titre de la mesure 765, il peut être noté que parmi les 5 projets programmés, se trouvent 2 projets d'inventaire général du patrimoine sur le territoire du PNR Périgord Limousin et du PNR Millevaches en Limousin (au sein de l'inventaire, certains projets sont classés).

Focus numérique : l'offre numérique et leurs usages se sont développés améliorant les services à la population.

Alors que la montée en débit figure parmi les 3 priorités régionales identifiées lors de l'AAP de 2014, cela ne transparaît pas, ni dans la programmation avérée ni dans la dynamique de programmation à venir. Ainsi, **le thème Numérique/TIC arrive en avant dernière position des types d'investissements soutenus par les GAL**, tant en montants programmés qu'en nombre de projets. Ce **thème arrive en dernière position dans le cadre de l'évaluation des résultats** pouvant être attendus des actions soutenues par les GAL.

Contribution du PDR au maintien et à la création d'emplois

Impacts de la Dotation Jeunes Agriculteurs sur la dynamique de reprise d'activités agricoles

Sur la période 2014-2018, **756 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier **de 21 033 €** (médiane : 21 120 €). Elles représentent **65% du total des installations en 2015, 43% en 2016** (forte fluctuation difficile à interpréter).

Globalement, **le taux de renouvellement fluctue entre 62% et 73%** sur les années 2014 à 2018 (il était de 55% en 2013, 62% en 2014, 72,6% en 2016). Il donc **conduit inéluctablement à une réduction continue du nombre d'exploitations et, ce faisant, du nombre d'emplois agricoles.**

Plus qualitativement, il peut être noté :

1. que la moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA est de 28 ans et près des deux tiers des bénéficiaires de la DJA (64%) ont moins de 30 ans à la date prévisionnelle de leur installation. Cela impacte néanmoins faiblement l'augmentation du pourcentage d'agriculteurs de moins de 40 ans (+0,6%) sur la période 2014-2017 ;
2. qu'en Limousin, le poids relatif *des installations Hors cadre familial (HCF)* représente 21,5% du total des installations aidées sur la période 2014-2018 ;

3. que le nombre d'installations en zone de montagne est de l'ordre de 21,5%. Le poids relatif des installations en zones défavorisées est élevé : 51%.

Pour conclure, la DJA contribue, à travers le soutien d'une part significative des installations, au renouvellement des chefs d'exploitation (rajeunissement, installations hors cadre familial). Cela participe au maintien des activités et emplois agricoles notamment dans les zones défavorisées. Cependant, ce dispositif ne réussit pas à inverser la tendance lourde au non-renouvellement d'une minorité significative des exploitations agricoles en cessation d'activité.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur le maintien des activités agricoles

Cela implique donc que ce dispositif, **en permettant la valorisation des productions agricoles, contribue au maintien des emplois associés.**

Au 11 novembre 2018, 272 723 699 € étaient engagés et 222 102 131€ payés (soit 69,2% d'engagement et 81,4% de paiement FEADER). Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **8 719 exploitations agricoles** soit **62% des exploitations limousines**. Le Limousin est particulièrement impacté par les zones menacées de déprise liée à des conditions d'exploitation difficiles : 99,8 % de la SAU limousine se situe en zones présentant des contraintes naturelles, dont 28,9 % en zone de montagne. Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **25 470 € soit 6 370 € par an sur 4 ans**.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « offensives » représentent **19,8% du sous-total opérationnel (hors AT) du PDR Limousin 2014-2020**.

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur l'emploi

En l'absence de réalisation du PDR Limousin au cours de la période 2014-2018 sur la sous-mesure 4.2.1 (Cf – réponse à la QEC n°6), il n'est pas possible de conclure à ce stade de la programmation à un impact du PDR sur le niveau d'emploi. À noter néanmoins que l'un des 4 dossiers engagés prévoit la création de 6 emplois.

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Limousin, 45 emails ont été envoyés et 47 exploitants appelés pour 33 réponses obtenus (36%).

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **8 des 33 répondants** aux questions dédiées (25%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**. A noter que les répondants ayant indiqué un impact en termes de création d'emploi ont tous bénéficié de dispositifs de soutien aux investissements pour la modernisation et la diversification des élevages (dont PME, PMBE et AREA PMBE).

In fine, 8 des 33 répondants (25%) identifient **un total de 7,3 ETP créés** (soit 0,9 ETP par répondant). Aucun répondant n'a déclaré d'impact en termes de préservation d'emploi.

Le nombre restreint de réponses obtenues ne permet pas de produire un ratio de création d'emploi

suffisamment représentatif pour permettre d'extrapoler l'impact global à l'échelle de l'ensemble des bénéficiaires de ces type d'aides.

Pour le Limousin, 415 exploitations sont bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 avec une moyenne de 0,9 ETP créés. L'impact global semblerait donc tendre vers celui du PDR Poitou-Charentes (494 bénéficiaires, 1,1 ETP créé en moyenne). Si on applique ce ratio, cela donnerait 456 ETP créés.

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 87,9% des répondants, l'aide financière a été déterminante (48,5%) ou importante (39,4%)**. Seul 3% des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculteur biologique sur les revenus des activités agricoles

En Limousin, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 345 exploitations agricoles** (207 en conversion et 138 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 8 775€ en CAB et 4 994 € en MAB. Cela représente donc **2,3% des 14 640 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 77).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46 % supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;
- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, alors que le taux d'emploi des 20 à 64 ans a progressé de 1,2% entre 2014 (71,6%) et 2018 (72,8%) en 2018 (source : Eurostat) le PDR aura contribué, à fin 2018 :

- la création de **456 ETP agricoles en région Limousin soit 2,6% de l'emploi agricole en région Limousin** (17 200, PDR p.77) **au titre des investissements dans les exploitations agricoles** (sous-mesure 4.1) ;
- à la reprise de 756 exploitations agricoles via la DJA, soit 5% des exploitations limousines. Sachant que le Limousin dénombrait, en 2013, 17 200 UTA pour 14 640 exploitations (PDR, 2010), cela représente un enjeu total de 888 emplois en ETP soit 5% de l'emploi agricole régional
- à augmenter, au titre de l'ICHN, l'EBE et le revenus par UTANS, **à hauteur de 10,3% en estimation basse, pour 8 719 exploitations agricoles soit 62% des exploitations agricoles limousines et un potentiel de 10 288 emplois;**

- En 2017, le soutien à l'agriculture biologique a bénéficié au renforcement des résultats économiques de 345 exploitations agricoles, soit 2,3% des exploitations limousines et 407 emplois.

In fine, à fin 2018, le PDR Limousin a déjà contribué à créer, renforcer ou préserver 12 039 emplois à des niveaux d'incidence variables soit 70% de l'emploi agricole régional (UTA) et 4% de l'emploi régional total.

7.a30) CEQ30-IN - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC visant la promotion de l'innovation?

7.a30.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

La question évaluative 30 relève des trois objectifs généraux de la PAC, et de l'ensemble des Priorités du développement rural 2014-2020 et leurs domaines prioritaires

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution directe aux DP1A et DP1B (pertinents au regard de la question évaluative n° 30) :

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations (2,8 M€)

M16 Coopération

16.1 Aide à la mise en place et au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (0,65 M€)

16.4 Aide à la coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place et du développement de circuits d'approvisionnement courts et de marchés locaux (0,5 M€)

16.7 Stratégies locales développement forestier (0,8 M€)

Ces deux mesures représentent une **proportion très faible de la maquette du PDR (hors AT), à hauteur de 0,8%.**

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, d'autres dispositifs susceptibles de porter des effets en termes d'innovation sur les territoires et auprès des acteurs du monde agricole, agroalimentaire ou forestier, méritent d'être considérés dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M19 LEADER (32,87 M€)

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (41,2 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles et les IAA (8,7 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 30 recouvre 4 mesures identifiées uniquement à titre de contribution « secondaire » **pour un total de 87,6 M€ soit 14,3% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de rés indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	4A / 4B / 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	I.07 : Emissions de gaz à effet de serre par l'agriculture	Nombre de projets de coopération par axe thématique et par filière Caractère innovant des projets programmés Appréciation de l'émergence terrain de la démarche et de l'application opérationnelle du projet d'innovation (études de cas) (16.1) % de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus par le programme de développement rural Nombre et caractérisation de projets innovants (19) T1 : % des dépenses au titre des art 14,15 et 35 du reglt UE 1305/2013 qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR T2 : Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide de la mesure de coopération (art 35 du reglt UE 1305/2013) (groupes, réseaux et pôles, projets pilotes...) O16 : Nombre de groupes opérationnels créés (PEI) O17 : Nombre des autres opérations de coopération (groupes, réseaux, pôles, projets pilotes...)

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Pour apprécier les impacts des interventions du programme en faveur de **l'objectif de stimulation de la R&D et de l'innovation impliquent**, deux types d'analyse sont mobilisés :

- Analyse du **niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation, mis en œuvre par le PDR** par rapport à la situation globale de l'investissement dans la R&D et l'innovation, en région Limousin (et à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine)
- Analyse et caractérisation du **potentiel contributeur des mesures clefs du PDR en faveur de l'innovation** dans le domaine de l'agriculture, de la transformation alimentaire, de la foresterie et les zones rurales.

Ces mesures contribuant de manière la plus significative à l'objectif UE 2020 de soutien à l'innovation sont pour rappel les actions d'information et projets de démonstration, ainsi que la mesure Coopération. Elles ne couvrent cependant que 0,8% de la maquette FEADER totale du PDR Limousin. De plus, le dispositif M16 Coopération n'a pas

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 30 est la **nature transversale** des potentiels effets du programme sur l'innovation.

Cette question suppose non seulement l'analyse des mesures du PDR visant spécifiquement l'amélioration de la base des connaissances, la démonstration de solutions nouvelles, la coopération et l'expérimentation (M01/ M16) mais aussi une **appréciation des effets « diffus » des aides FEADER en faveur de l'innovation**.

Or, à ce stade de la programmation, du fait de niveaux de réalisation et/ou paiement partiels pour certaines mesures (aides à l'investissement dans les IAA ; mise en œuvre des stratégies locales de développement - 19.2 - des GAL dont le taux d'engagement est de 10,2% mi-Novembre 2018) il n'a pas été possible de systématiser l'évaluation de ces effets « diffus » sur l'innovation. La plus-value de ces mesures n'est pas valorisable et valorisée dans le présent RAMO mais devra être traité dans le cadre de l'évaluation finale.

Nota : les résultats proposés pour la présente question évaluative n° 30 sont issus des constats et enseignements relevés dans le cadre de la question évaluative commune n° 23 du PDR 'Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie UE 2020 visant à investir 3% du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation ?'

Étape 4 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 5 - Réponse à la Question Evaluative Commune

Impact des interventions du PDR sur le niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation

Les interventions du programme directement orientées vers la recherche (expérimentale et appliquée) et l'innovation relèvent, pour l'essentiel, des actions d'information et de démonstration d'une part et de la mesure Coopération, d'autre part. Comme évoqué précédemment, ces deux mesures représentent 0,8% de la maquette totale du PDR, soit une proportion très faible des crédits FEADER régionaux.

En termes de dépenses effectives de R&D et d'innovation, ces mesures du PDR représentent, au 14/11/2018, 3 dossiers payés et une dépense publique totale de 93 901€, soit **0,05% du total de dépenses publiques totales versées ou générées au titre du PDR Limousin**.

Impacts des projets d'information et de démonstration sur l'amélioration des connaissances, la diffusion

de solutions et techniques nouvelles, et la propension à innover des acteurs

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les résultats des actions d'information et projets de démonstration associées aux T.O. 1.2, dont l'appréciation repose sur une enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires (chambres d'agriculture départementales et régionale, interprofessions, institut de l'élevage (IDELE), centres de recherche et laboratoires d'expérimentations (ex : CIIRPO), etc.).

Cette sous-mesure présente des réalisations très partielles à ce stade de la programmation. Elle représente un volume de 6 opérations engagées, pour un montant FEADER engagé de 216 263€, soit 7,7% de la maquette à mi-Novembre 2018. Compte tenu du faible nombre de dossiers engagés et de bénéficiaires effectivement touchés, seuls 2 retours d'enquête ont été collectés. Ces retours, non significatifs en termes statistiques, ont néanmoins permis de conforter, à ce stade, quelques enseignements se dégageant des données de suivi AG des projets.

Les actions réalisées ou programmées au titre du T.O. 1.2 visent ainsi à la fois des actifs agricoles (exploitants & salariés), des conseillers et techniciens agricoles et des professionnels ou des propriétaires forestiers. Elles recouvrent un champ large de thématiques :

- L'amélioration de la performance environnementale (33%)
- Les innovations techniques (30%)
- La compétitivité des entreprises (20%)
- Les systèmes de commercialisation (7%)
- L'amélioration de la qualité des produits et des productions (7%)
- L'agro écologie (3%)

Les intitulés des actions programmées témoignent également de la diversité des filières couvertes : filières d'élevage, herbe et fourrages, fruits à coque, fruits rouges, viticulture...

Des retombées économiques notamment liées :

- à l'amélioration de l'autonomie alimentaire des exploitations,
- à l'émergence de projets structurants
- à une meilleure organisation de la filière
- à l'amélioration des revenus des exploitants (valorisation des produits...)

Des retombées environnementales relevant quant à elles :

- d'une gestion plus respectueuse des ressources disponibles par les publics visés
- de l'adoption de solutions adaptées aux effets du changement climatique

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au vu du faible nombre de dossiers engagés, et de l'avancement de ces dossiers, il est, cependant, à ce stade, difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

Impacts des actions de coopération sur la mise en réseau et le décroisement d'acteurs, la recherche appliquée et la propension à innover des acteurs

La mise en place de Groupes Opérationnels PEI (16.1) constitue un levier nouveau au service de l'objectif général de soutien à l'innovation, en ce qu'il rassemble l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval, sous une forme interactive et ascendante. L'effet attendu du dispositif PEI est un gain de proximité entre le monde de la recherche et les acteurs agricoles afin que ces derniers gagnent en connaissances et mettent en place de nouvelles pratiques et des solutions innovantes.

Ne disposant d'aucun élément de réalisation, à ce stade de la mise en œuvre du programme, il n'est toutefois pas possible de répondre formellement au critère d'évaluation ci-dessus.

A défaut de pouvoir apprécier les effets de projets réalisés, une analyse des candidatures et grilles de sélection a permis d'apprécier la diversité des partenariats construits en vue de la réponse à l'appel à projet PEI (lancé à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine). Les candidatures font état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Les structures les plus représentées sont les acteurs du conseil et développement, les experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

La contribution du PDR Limousin à l'objectif de promotion de l'innovation (quoique modérée, à ce stade de la programmation) repose sur :

- un accroissement des dépenses d'innovation en région au travers des actions d'information et projets de démonstration :

Les dépenses engagées par le programme en faveur de l'innovation reposent essentiellement sur le dispositif 1.2 Actions d'information et de démonstration (aucune programmation sur la mesure Coopération). Sur ce T.O. la dépense publique totale effectivement payée au 14/11/2018 atteint 93 901€.

L'indicateur DIRD (dépenses intérieures de R&D) en Limousin est de 186,7 millions d'euros. Dès lors, en appliquant cette donnée (2012), on obtient un **poids relatif du PDR** (et de ses contreparties) **dans les dépenses intérieures de R&D équivalent à 0,05% en Limousin.**

Les premières analyses montrent que les actions et projets conduits au titre du T.O 1.2.1 sont susceptibles de contribuer significativement au développement de la base de connaissances et à l'innovation dans les zones

rurales de la région Limousin.

En effet, les différentes actions menées ou programmées génèrent d'après les répondants des retombées importantes et positives pour les exploitations agricoles, parmi lesquelles des retombées économiques (autonomie des exploitations, lancement de projets structurants, organisation de la filière, meilleure valorisation locale des produits...) et environnementales (préservation des ressources, adaptation au changement climatiques...).

Mais la mise en œuvre de ces dispositifs reste cependant à ce jour très partielle : ainsi, en Novembre 2018, ce TO n'enregistre que 6 dossiers engagés, pour un montant de FEADER représentant seulement 7,7% de la maquette. Les premiers effets mis en évidence de la mesure devront donc être confirmés et étayés à l'occasion de l'évaluation finale du programme, et sur la base d'un nombre de dossiers réalisés et soldés plus important.

- du lancement d'une dynamique d'innovation, d'expérimentation et de coopération en particulier via l'appel à projet PEI-Agri

Les projets de coopération, en général, et le dispositif PEI en particulier (par sa dimension collaborative et expérimentale) requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants en termes d'innovation, de développement de la recherche appliquée, et de transformation des systèmes de production et des territoires. Or, à ce stade de la programmation, les coopérations se mettent juste en place (sélection des candidats en réponse à l'appel à projet PEI Nouvelle-Aquitaine lancé à 2018).

7.a31) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a32) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a33) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a34) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a35) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a36) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a37) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a38) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a39) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a40) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.b) Tableau des indicateurs de résultat

Nom et unité de l'indicateur de résultat (1)	Valeur cible (2)	Valeur principale (3)	Contribution secondaire (4)	Contribution du Leader/DLAL (5)	Total PDR (6)=3+4+5	Observations (max. 500 caractères)
R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	8,18	7,66	Sans objet	0,00	7,66	
R2: Change in Agricultural output on supported farms/AWU (Annual Work Unit) (focus area 2A)* (GROSS VALUE)	Sans objet	2 443,85			2 443,85	Indicateur calculé par l'ODR
R2: Change in Agricultural output on supported farms/AWU (Annual Work Unit) (focus area 2A)* (NET VALUE)	Sans objet	-628,49			-628,49	Indicateur calculé par l'ODR. L'indicateur est en négatif mais ce n'est pas un résultat significatif sur une base contrefactuelle.
R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	8,13	4,45	Sans objet	0,00	4,45	
R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	4,55	0,25	Sans objet	0,00	0,25	
R5 / T7: pourcentage d'exploitations participant aux programmes de gestion des risques (domaine prioritaire 3B)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	5,25	8,51	Sans objet	0,00	8,51	
R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	7,56	8,51	Sans objet	0,00	8,51	
R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2,89	0,88	Sans objet	0,00	0,88	
R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des		0,00	Sans objet	0,00	0,00	

sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)						
R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R13: Increase in efficiency of water use in agriculture in RDP supported projects (focus area 5A)*	Sans objet					Le PDR Limousin n'est pas concerné par ce DP.
R14: Increase in efficiency of energy use in agriculture and food-processing in RDP supported projects (focus area 5B)*	Sans objet					Le PDR Limousin est concerné sur ce DP par la mesure 412 qui est fermée.
R15: Renewable energy produced from supported projects (focus area 5C)*	Sans objet					Le PDR Limousin n'est pas concerné par ce DP.
R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)			Sans objet	0,00	0,00	
R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R18: Reduced emissions of methane and nitrous oxide (focus area 5D)*	Sans objet					Le PDR Limousin n'est pas concerné par ce DP.
R19: Reduced ammonia emissions (focus area 5D)*	Sans objet					Le PDR Limousin n'est pas concerné par ce DP.
R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	4,38	3,97	Sans objet	0,00	3,97	
R21 / T20: Jobs created in supported projects (focus area 6A)	39,00	0,00			0,00	Le PDR Limousin n'est pas concerné par ce DP.
R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	71,98	71,96	Sans objet		71,96	
R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	87,44	0,00	Sans objet	0,53	0,53	
R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	24,00	0,00	Sans objet		0,00	
R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	

7.c) Tableau des indicateurs supplémentaires et spécifiques au programme utilisés pour étayer les constatations de l'évaluation

No additional or programme-specific indicators defined

7.d) Tableau des indicateurs d'impact de la PAC

Nom de l'indicateur commun d'impact	Unité	Valeur mise à jour de l'indicateur	Contribution du PDR	Observations (max. 500 caractères)
1. Revenu d'entreprise agricole / Niveau de vie des agriculteurs	EUR/UTA			données indisponibles
2. Revenu des facteurs agricoles / revenu total	EUR/UTA			données indisponibles
3. Productivité totale des facteurs dans l'agriculture / productivité totale (indice)	Indice 2005 = 100			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / total de l'agriculture (CH ₄ , N ₂ O et émissions/absorptions des sols)	1000 tonnes d'équivalent CO ₂			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / part des émissions totales de GES	% du total d'émissions nettes			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / ammonia emissions from agriculture	1000 t of NH ₃			données indisponibles
8. Indice des populations d'oiseaux des champs / total (indice)	Indice 2000 = 100			données indisponibles
9. Agriculture à haute valeur naturelle / total	% de la SAU totale			données indisponibles
10. Prélèvements d'eau dans l'agriculture / total	1000 m ³			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Excédent potentiel d'azote sur les terres agricoles	kg N/ha/année			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Excédent potentiel de phosphore sur les terres agricoles	kg P/ha/année			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité élevée	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité moyenne	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité faible	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans	% des sites faisant l'objet d'un			données indisponibles

l'eau douce - Eaux souterraines: qualité élevée	suivi			
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines: qualité moyenne	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines: qualité faible	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
12. Matière organique dans le sol des terres arables / Estimation totale du stock de carbone organique	Mégatonnes			données indisponibles
12. Matière organique dans le sol des terres arables / Teneur moyenne en carbone organique	g/kg			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / taux de perte de sols par érosion hydrique	Tonnes/ha/année			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / surface agricole affectée	1000 ha			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / surface agricole affectée	% de la surface agricole			données indisponibles
14. Taux d'emploi / * zones rurales (peu peuplées) (15-64 ans)	%			données indisponibles
14. Taux d'emploi / * rural (thinly populated) (20-64 years)	%			données indisponibles
15. Taux de pauvreté / total	% de la population totale			données indisponibles
15. Taux de pauvreté / * zones rurales (peu peuplées)	% de la population totale			données indisponibles
16. PIB par habitant / * zones rurales	Indice PPA (UE - 27 = 100)			données indisponibles

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]

La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination sont des principes généraux applicables à tous les FESI. Dans le cadre du PDR, toutes les opérations sont accessibles à l'ensemble des bénéficiaires éligibles sans faire de discrimination.

La mise en accessibilité des bâtiments (construction ou réhabilitation) financée dans le cadre des opérations du PDR est une obligation réglementaire qui participe à la non-discrimination.

8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]

Pour tenir compte de l'exigence de prise en compte du développement durable, celle-ci figure dans de nombreux critères de sélection des mesures du PDR. De plus, cette exigence est également formalisée dans des critères spécifiés dans les appels à projets.

Chaque porteur de projet est donc invité à réfléchir au positionnement de son projet dans le cadre de cette problématique de développement durable.

8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme

Conformément au PDR (section 16), l'Autorité de gestion a pris des mesures pour associer les partenaires à la réalisation, au suivi et à l'évaluation du programme notamment dans le cadre des instances et des modalités permettant l'intervention des fonds européens.

Devenue Autorité de gestion en 2016 pour 6 programmes, la Région Nouvelle-Aquitaine a mis en place un Comité de suivi interfonds auquel participent des représentants du niveau communautaire, national et régional qui réunit au total près de 250 organismes pour les trois anciennes régions. Le Comité se réunit au minimum une fois par an et des consultations écrites peuvent être organisées en complément.

Avec la constitution de la grande Région, la procédure d'instance de sélection dématérialisée permettant de consulter les partenaires sur une durée de 10 jours, a été généralisée et a été renommée instance de consultation partenariale (ICP). Sa fréquence est mensuelle pour le FEADER. L'ICP est constituée des principaux partenaires financiers et stratégiques : les conseils départementaux, les agglomérations (organismes intermédiaires ou pas), les services ou établissements de l'Etat (SGAR, Préfets de département, Directeurs régionaux des services déconcentrés, l'Autorité de certification, ASP, agences de l'eau ou ADEME, BPI, CDC, Banque de France), les organismes consulaires, les organismes intermédiaires du PO nationale FSE, et les GAL.

En amont de ces Instances de Consultation des Partenaires, des réunions techniques se tiennent régulièrement en fonction du rythme calendaire des Appels à projets, Appels à candidatures ou bien du

dépôt des dossiers gérés au fil de l'eau. Elles réunissent les partenaires par thématique et permettent de faire un point sur les dossiers présentés à la programmation.

Afin d'approfondir la concertation menée avec les partenaires dans le cadre du comité de suivi, un comité d'animation inter-fonds a été mis en place. Il est le lieu d'un débat stratégique sur l'avancement des programmes dans l'ensemble des composantes de leur gestion et permet d'assurer une bonne information et communication, dans le respect des principes de transparence et de partenariat promus par le code européen de bonne conduite du partenariat. Il est constitué des mêmes membres que l'instance de consultation partenariale (des experts extérieurs ou des représentants de la Commission européenne peuvent y participer en fonction des points inscrits à l'ordre du jour) et la Commission y est invitée.

Par ailleurs, la mise œuvre du plan de communication associe les partenaires notamment au travers d'actions ciblées (comme par exemple les événements du joli mois de l'Europe) ou spécifiques pour la promotion du programme (actions accompagnant les Comités de suivi ou autres instances du programme). Les partenaires sont également associés par l'intermédiaire d'un réseau Europe des chargés de communication et référents des institutions concernées.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section porte sur les progrès accomplis en vue de garantir une approche intégrée du FEADER et des autres instruments financiers de l'UE.

Il s'agit donc ici d'assurer la cohérence dans la mise en œuvre du FEADER avec les autres instruments financiers de l'Union que sont le FEAGA, les PO FEDER/FSE et la Coopération territoriale.

Le PDR décrit les principaux moyens destinés à assurer la complémentarité et la cohérence avec ces instruments. Ils sont mis en œuvre en Nouvelle Aquitaine à travers :

- une Autorité de Gestion unique pour les programmes FEADER, FEDER et FSE
- un Comité de Suivi pluri fonds au niveau des programmes ESI (FEADER, FEDER et FSE)
- une définition de lignes de partage entre les différents instruments
- une Stratégie de communication et action d'information pluri-fonds (cf section 4)
- une feuille de route évaluation multi fonds (cf section 2).

Le Comité de Suivi inter fonds est aussi à l'échelle Nouvelle-Aquitaine (fusion des 3 ex comités de suivi), il permet d'assurer une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des programmes ESI (FEADER, FEDER et FSE).

Les particularités de chacun des PDR perdurent encore pour répondre aux spécificités territoriales, mais les dispositifs sont majoritairement harmonisés.

Même si des progrès peuvent encore être réalisés, la gouvernance de certains dispositifs se fait au niveau de la Nouvelle-Aquitaine à l'instar du comité régional Installation et Transmission (CRIT) ou du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEAE).

Par ailleurs une procédure de contrôles croisés a été mise en œuvre à destination de l'ensemble des services instructeurs, afin de garantir une utilisation des différents instruments financiers sans double financement.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	

I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	
30. Date of completion of the ex ante assessment	Jun 18, 2018
31. Selection of bodies implementing financial instrument	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	
7. Implementation arrangements	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	Entrustment of implementation tasks to another body governed by public or private law
7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article	

38(1)(c)	
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Fiduciary account
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds européen d'investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37 B, avenue JF Kennedy, L-2968 Luxembourg, Luxembourg
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	M04: 4,936,679.00 Total: 4,936,679.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 2,998,960.00

	Total: 2,998,960.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 4,936,679.00 Total: 4,936,679.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 2,998,960.00 Total: 2,998,960.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 1,937,719.00 Total: 1,937,719.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 1,937,719.00 Total: 1,937,719.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes

32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	
VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	1,937,719.00
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	1,937,719.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	1,937,719.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2018			0,01	1,38	0,73
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2018					25,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2018					0,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2018			4,00	3,81	105,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2018	7,65	93,56	7,66	93,69	8,18
		2014-2017	9,08	111,05	4,87	59,56	
		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	64 219 215,50	85,40	39 470 845,56	52,49	75 202 506,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	80 000,00	4,00	76 143,90	3,81	2 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	64 139 215,50	88,88	39 394 701,66	54,59	72 165 706,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			121 649 419,75	77,41	157 140 154,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			39 394 701,66	59,42	66 303 250,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			1 120,00	93,57	1 197,00
M04.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	1 615 935,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 036 800,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2018	4,45	54,75	4,45	54,75	8,13
		2014-2017	15,66	192,66	3,28	40,35	
		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	23 894 347,05	55,17	13 528 812,50	31,24	43 312 628,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	23 894 347,05	55,17	13 528 812,50	31,24	43 312 628,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2018			13 528 812,50	31,24	43 312 628,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			13 528 812,50	31,24	43 312 628,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			652,00	54,79	1 190,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2018	2,07	45,50	0,25	5,50	4,55
		2014-2017	2,47	54,30	1,81	39,79	
		2014-2016	1,80	39,57			
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)	2014-2018			1,80	20,00	9,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 447 934,11	15,13	1 920 821,99	11,87	16 178 111,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 431 813,00	30,44	1 028 883,47	21,88	4 703 341,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			36,00	6,25	576,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 016 121,11	9,52	891 938,52	8,35	10 678 427,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			12 846 252,24	30,08	42 713 708,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			2,00	20,00	10,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2018			0,00	0,00	90,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2018			0,88	30,45	2,89
		2014-2017			0,62	21,45	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2018			8,51	112,59	7,56
		2014-2017			7,27	96,18	
		2014-2016			0,61	8,07	
		2014-2015			0,61	8,07	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2018			8,51	161,98	5,25
		2014-2017			6,89	131,14	
		2014-2016			0,37	7,04	
		2014-2015			26,54	505,17	
	Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)	2014-2018					30,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	442 111 936,31	72,93	413 348 227,69	68,18	606 230 410,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	225 036,12	18,68	50 318,51	4,18	1 204 450,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			74 758,50	4,97	1 505 562,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			12,00	7,14	168,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	3 446 421,11	23,26	783 295,13	5,29	14 815 691,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	4,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	28 262 283,94	75,19	22 019 660,45	58,58	37 586 204,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			30 109,01	87,44	34 435,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	30 423 745,01	114,99	10 740 503,47	40,59	26 458 052,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			22 161,51	64,01	34 620,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			21 898,00	127,61	17 160,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00

M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	379 754 450,13	72,32	379 754 450,13	72,32	525 126 759,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			215 892,29	141,61	152 460,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			427 398,17	130,64	327 168,00

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2018	1 176 205,43	100,16	1 176 205,43	100,16	1 174 381,00
		2014-2017	1 317 540,54	112,19	927 103,46	78,94	
		2014-2016			887 524,53	75,57	
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	71,02	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	462 397,18	87,50	307 814,14	58,25	528 471,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	462 397,18	87,50	307 814,14	58,25	528 471,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			1 176 205,43	100,16	1 174 381,00
M04.1 M04.2 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			28,00	70,00	40,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2018					16 400 000,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2018			3,97	90,72	4,38
		2014-2017			1,86	42,50	
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	19 731 308,18	64,50	9 333 191,73	30,51	30 588 900,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	46 887,17	41,18	32 371,80	28,43	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 527 548,90	31,71	561 033,74	11,65	4 816 724,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			1 189 495,50	16,05	7 410 344,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 900 653,06	56,30	1 743 663,00	33,84	5 152 306,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	400 000,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	160 000,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	80 000,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	639 776,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	98,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			1 743 663,00	40,81	4 272 530,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	15 256 219,05	74,40	6 996 123,19	34,12	20 506 000,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			85 046,41	135,96	62 551,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2018					39,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 573 384,17	23,30	599 340,45	8,88	6 751 914,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 573 384,17	23,30	599 340,45	8,88	6 751 914,00
M07.1 M07.2 M07.3 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			9,00	12,86	70,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2018					24,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2018					87,44
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2018			71,96	99,98	71,98
		2014-2017			71,96	99,98	
		2014-2016			71,96	99,98	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	7 713 291,53	10,74	2 196 197,15	3,06	71 804 774,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 915 875,82	7,28	496 255,88	1,89	26 301 111,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2018			0,00	0,00	652 500,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			6,00	9,23	65,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	22,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	5 797 415,71	13,11	1 699 941,27	3,84	44 231 663,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2018			536 987,00	99,98	537 120,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2018			11,00	100,00	11,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			5 000,00	0,46	1 096 250,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			867 052,70	2,48	35 010 413,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	1 875 000,00

M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			827 888,57	13,25	6 250 000,00
-------	-----------------------------------	-----------	--	--	------------	-------	--------------

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé à l'intention des citoyens de l'année 2018	Résumé à l'intention des citoyens	26-06-2019		Ares(2019)6642839	2458683640	Résumé à l'intention des citoyens de l'année 2018	28-10-2019	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP074	Annexe financière (systèmes)	28-08-2019		Ares(2019)6642839	1376680112	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP074_fr.pdf	28-10-2019	nazouzfa

